

Maîtrise en fondements et pratiques de la durabilité

Décroissance contemporaine française et démographie : une esquisse des raisons de la position des décroissants vis-à-vis de la question démographique

Sierro Quentin

Sous la direction du Prof. Gérald Hess

Et l'expertise de Caroline Lejeune



Août 2022

Ce travail n'a pas été rédigé en vue d'une publication, d'une édition ou diffusion. Son format et tout ou partie de son contenu répondent donc à cet état de fait. Les contenus n'engagent pas l'Université de Lausanne. Ce travail n'en est pas moins soumis aux règles sur le droit d'auteur. A ce titre, les citations tirées du présent mémoire ne sont autorisées que dans la mesure où la source et le nom de l'auteur-e sont clairement cités. La loi fédérale sur le droit d'auteur est en outre applicable.

Source de l'image-titre : Bealing, N. (2006). *Crowded Island, West Wind* [Huile sur toile]. <http://www.nicolabealing.co.uk/paintings/>

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord à mon directeur de mémoire, le Professeur Gérald Hess, pour avoir accepté ce projet, pour m'avoir guidé dans mes lectures et pour ses pertinents conseils d'écriture.

Je tiens aussi à remercier Madame Caroline Lejeune d'avoir accepté le rôle d'experte pour ce travail.

Je remercie également les membres de ma famille qui ont lu ou relu ce travail. Sans leurs conseils, ce mémoire aurait été bien moins intelligible. Je reste le seul responsable des thèses qui sont avancées dans ce travail et des erreurs qui seraient encore présentes.

Résumé

Ce mémoire analyse la décroissance française contemporaine par le prisme de la question démographique. Cette analyse est proposée en deux temps :

La première partie de ce mémoire vise à revenir sur la relation entre la croissance démographique et l'environnement (couple population-environnement) et à définir quels sont les impacts de la démographie globale (actuels et futurs). Cette partie revient d'abord sur la généalogie de la question démographique avant de développer des éléments scientifiques comme la capacité de charge, l'équation IPAT, le changement d'usage des sols et l'empreinte écologique.

La seconde partie de ce mémoire reprend les éléments de la première partie sous forme de grille de lecture posée sur le mouvement de la décroissance. Cette partie vise à définir la place de la croissance démographique dans le projet de la décroissance française contemporaine. Six raisons (trois intellectuelles et trois contextuelles) sont développées et proposent une conclusion opposée aux analyses des critiques français du projet : ce travail souligne que le mouvement actuel de la décroissance n'est aucunement malthusien - ou néomalthusien (démographiquement).

Mots-clés : population, croissance démographique, transition démographique, capacité de charge, IPAT, usage des sols, empreinte écologique, décroissance contemporaine, France, malthusianisme, néomalthusianisme, cornucopianisme, schéma boserupien.

Abstract

This thesis analyzes contemporary French degrowth movement through the prism of the demographic question. This analysis is proposed in two parts.

The first part of this essay aims to review the relationship between population growth and the environment (population-environment pair) and to define the impacts of global demography (current and future). This part first reviews the genealogy of the demographic question before developing scientific elements such as carrying capacity, the IPAT equation, land use changes and the ecological footprint.

The second part uses the elements of the first part and is intended as a reading grid. It aims to explain the place of population growth in the contemporary French degrowth project. Six reasons (three intellectual and three contextual) are developed and propose a conclusion opposed to the analyses of the French critics of the project. This work emphasizes that the current degrowth movement is in no way Malthusian - or neo-Malthusian (demographically).

Keywords: population, population growth, demographic transition, carrying capacity, IPAT, land use, ecological footprint, contemporary degrowth movement, France, Malthusianism, neo-Malthusianism, Cornucopianism, Boserupian scheme.

Table des matières

1.	Introduction.....	12
1.1.	Question de recherche	13
1.2.	Hypothèse du travail et situation du problème.....	15
1.3.	Méthode : revue de littérature et grille de lecture	16
1.4.	Plan du travail	20
2.	Partie 1 : la démographie et l'environnement.....	22
2.1.	Les éléments de la science démographique	22
2.1.1.	De la croissance lente à l'augmentation fulgurante	22
2.1.2.	La transition démographique	24
2.1.3.	Les projections futures.....	26
2.2.	Les racines de la question démographique.....	30
2.2.1.	Avant Malthus : le cornucopianisme	30
2.2.2.	Thomas Robert Malthus : le malthusianisme	32
2.2.3.	Après Malthus : le néomalthusianisme et le paradigme boserupien.....	35
2.2.4.	L'internationalisation du problème : population et développement	39
2.3.	Capacité de charge : une population limite ?	41
2.3.1.	Les origines de l'approche et ses critiques	41
2.3.2.	La capacité de charge et son dépassement.....	44
2.3.3.	Capacité de charge : un regain d'intérêt ?.....	46
2.4.	L'impact de la population globale (I) : l'IPAT	48
2.4.1.	L'IPAT et ses bases théoriques.....	50
2.4.2.	L'usage de l'IPAT : hausse démographique et émissions de GES.....	52
2.4.3.	Le GIEC et l'évolution de la démographie : la non-prise en compte	56
2.5.	L'impact de la population globale (II) : les changements d'usage des sols.....	58
2.5.1.	La déforestation	59

2.5.2.	L'évolution de l'agriculture	60
2.5.3.	L'évolution de l'urbanisation.....	62
2.5.4.	L'érosion de la biodiversité	63
2.6.	Le poids de la démographie : l'empreinte écologique	67
2.6.1.	Les origines de l'outil	67
2.6.2.	Les limites et critiques de l'outil.....	70
2.7.	Conclusion intermédiaire	71
3.	Partie 2 : la décroissance et la démographie	72
3.1.	La décroissance contemporaine française.....	72
3.1.1.	Les origines et les théoriciens	72
3.1.2.	Un essai de définition	73
3.1.3.	La difficulté d'appréhension.....	75
3.2.	Les programmes du triumvirat	76
3.2.1.	Les trois niveaux de Paul Ariès	76
3.2.2.	Le programme électoral de Serge Latouche	77
3.2.3.	Le programme politique de Vincent Cheynet.....	78
3.3.	Les critiques envers la décroissance contemporaine.....	79
3.3.1.	Le problème du mot et du concept.....	80
3.3.2.	Les divergences.....	81
3.3.3.	Les critiques et la question démographique.....	82
3.4.	Les précurseurs et le problème démographique.....	85
3.4.1.	Le programme bioéconomique de Georgescu-Roegen.....	86
3.4.2.	Les « préalables » de Dumont.....	88
3.4.3.	La société conviviale d'Illich.....	89
3.4.4.	L'écologie profonde de Naess	91
3.5.	Les contemporains et la question démographique : les RI.....	94

3.5.1.	RI ₁ : Le réductionnisme malthusien et le choix cornucopien	95
3.5.2.	RI ₂ : Les lectures des outils : l'IPAT et l'empreinte écologique	100
3.5.3.	RI ₃ : L'humanisme et l'anthropocentrisme du mouvement.....	104
3.6.	Les contemporains et la question démographique : les RC	108
3.6.1.	RC ₁ : L'héritage nataliste français et le tabou contemporain de la question démographique.....	108
3.6.2.	RC ₂ : Les dérives des discours malthusiens.....	111
3.6.3.	RC ₃ : La performativité des discours du mouvement	115
4.	Conclusion finale	117
5.	Bibliographie	122
6.	Annexes	138
6.1.	Les 20 propositions de Paul Ariès.....	138
6.2.	Le programme bioéconomique minimal de Georgescu-Roegen.....	141
6.3.	La plateforme du mouvement d'écologie profonde d'Arne Naess	143
6.4.	Traits caractérisant les défenseurs de l'écocentrisme et ceux du technocentrisme.....	144
6.5.	Synthèse des différents régimes de croissance (de la décroissance à la croissance).....	145

Table des figures

FIGURE 1 SYNTHÈSE DU CONSTAT POSÉ PAR LES DÉCROISSANTS SUR LA CROISSANCE	12
FIGURE 2 EVOLUTION DE LA POPULATION MONDIALE ET DU TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION MONDIALE ENTRE 1700 ET 2100	23
FIGURE 3 PROJECTION DE LA POPULATION MONDIALE SELON LES NATIONS UNIES	27
FIGURE 4 SCHÉMA REPRÉSENTANT UNE CAPACITÉ DE CHARGE.....	41
FIGURE 5 REPRÉSENTATION DU DÉPASSEMENT DE LA CAPACITÉ DE CHARGE ..	45
FIGURE 6 ASPECTS DU PROBLÈME DÉMOGRAPHIQUE	49
FIGURE 7 FACTEURS INDIRECTS ET DIRECTS MENAÇANT LA BIODIVERSITÉ	64
FIGURE 8 SCHÉMA REPRÉSENTANT LA CONVERSION DE LA CONSOMMATION EN EMPREINTE ÉCOLOGIQUE.....	68

Liste des sigles et acronymes

<u>Sigles</u>	<u>Nom complet</u>	<u>Dans la bibliographie,</u> <u>sous :</u>
BM	Banque mondiale	Banque mondiale
CNULCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification	Convention des Nations Unies...
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	Organisation des Nations unies...
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	Fonds des Nations Unies...
GES	Gaz à effet de serre	
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	Groupe d'experts intergouvernemental...
IEESDS	Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable	
INED	Institut national d'études démographiques	
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques	Institut national de la statistique...
IPBES	Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques	Plateforme intergouvernementale...
LPI	Living Planet Index	
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	Organisation de coopération...
ONU	Organisation des Nations Unies	
PPLD	Parti Pour la Décroissance	
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement	Programme des Nations unies...
UN	Nations Unies	Nations Unies
UCS	Unions of Concerned Scientists	Union of Concerned...
WWF	Fonds Mondial pour la Nature	Fonds mondial...

Cadre conceptuel et théorique de ce mémoire

Cornucopianisme : Vision défendant que l'Humanité, grâce à ses capacités, va pouvoir résoudre tous les problèmes qu'elle rencontre ou qu'elle engendre. Cette capacité d'innovation se trouvant au sein même de l'espèce humaine, plus celle-ci sera nombreuse, mieux l'Humanité se portera (innovation grandissante et illimitée). Vision opposée à la vision d'un *néomalthusien*. Vision *optimiste* de la destinée humaine. Vision pouvant se nourrir du *paradigme boserupien*.

Décroissance contemporaine (française) : Mouvement français né au début des années 2000 proposant une critique de la société de croissance ainsi qu'une alternative à celle-ci.

Décroissants : Ceux qui se reconnaissent dans le mouvement actuel. Synonyme : *objecteurs de croissance*. Non-utilisé dans ce mémoire : *décroissantiste* (plutôt considéré comme péjoratif du point de vue des décroissants). Dans ce mémoire, les décroissants correspondent à quelques exceptions au *triumvirat*.

Néomalthusianisme : Vision défendant que l'Humanité se développe dans un monde aux ressources limitées et qu'elle doit donc gérer sa croissance démographique. Le nombre met en danger les conditions d'existence des générations futures. Vision opposée à celle d'un *cornucopien*. Vision *pessimiste* de la destinée humaine, nourrie par le *malthusianisme*.

Paradigme boserupien : Schéma liant la densité de la population et la complexité d'une société ; plus le nombre d'individus est élevé, plus le développement, dans lequel une population donnée s'insère, est avancé (complexité accrue).

Paradigme malthusien : Schéma présupposant une contradiction entre les taux de croissance de la population et les ressources disponibles ; la démographie, si elle n'est pas régulée volontairement, le sera involontairement par les guerres, les famines, les maladies.

Précurseurs : Nom et/ou adjectif donnés par Serge Latouche aux auteurs ayant servi de racines intellectuelles au mouvement *contemporain* de la *décroissance*.

Question démographique : Questionnement ayant pour sujet l'impact de la croissance démographique actuelle et future sur l'environnement et également leur relation plus générale (couple population-environnement).

Triumvirat : nom donné aux trois théoriciens principaux de la *décroissance contemporaine* (Serge Latouche, Paul Ariès, Vincent Cheynet). Correspond généralement à la décroissance contemporaine.

1. Introduction

« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou soit un économiste » (Boulding, 1968, cité dans Tertrais, 2016, p. 13). Il est commun de trouver dans les textes d'auteurs plus ou moins proches de la décroissance cette phrase sensée de l'économiste Kenneth E. Boulding (1910-1993), à propos de la société productiviste dans laquelle nous vivons. Si Boulding est pris en exemple, cela s'explique par un constat partagé au sein de la décroissance : alors que les économistes orthodoxes, les politiciens de presque tous les bords – peu importe la place qu'ils occupent sur l'échiquier politique – et le champ médiatique vouent un culte à la croissance pour la croissance, les décroissants voient dans cette croissance une mystification de l'existence humaine. L'Humanité serait amenée à percevoir le système productiviste et croissantiste comme l'unique possibilité d'amélioration de sa condition.

Les décroissants, quant à eux, font un autre constat. La Figure 1 synthétise le diagnostic posé par les décroissants sur le mythe de la bonne croissance. Alors que celle-ci est vendue comme une réponse aux crises – économique, sociale, écologique (croissance verte) – les décroissants critiquent la logique de la croissance pour la croissance et proposent une alternative plus saine à ce paradigme destructeur.

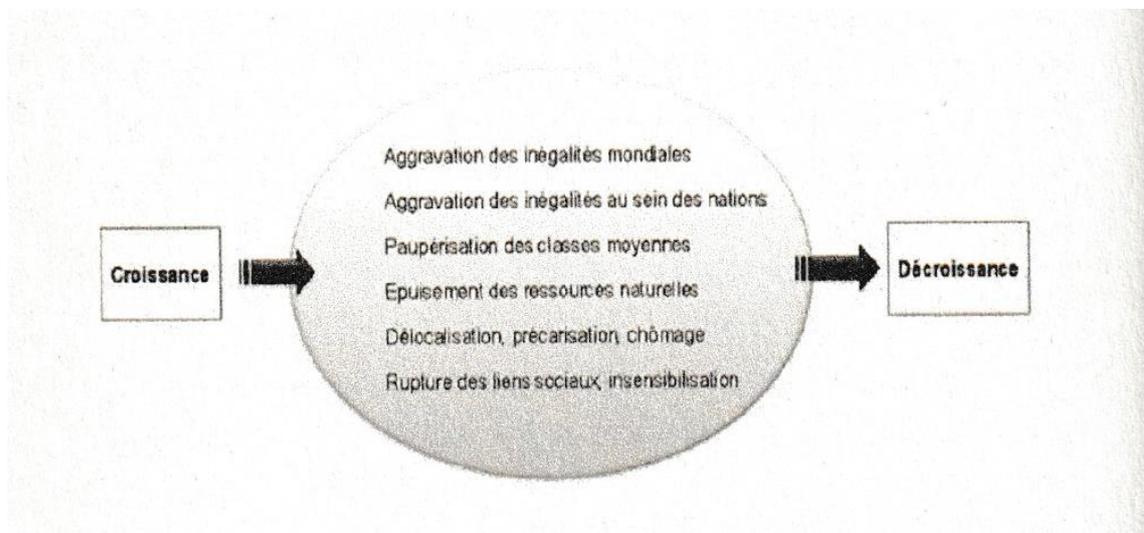


Figure 1 Synthèse du constat posé par les décroissants sur la croissance

La croissance ayant, du point de vue des décroissants, plus d'effets délétères que positifs, l'alternative à ce système serait la décroissance. Figure tirée de Prieto & Slim (2019, p. 28).

Si la citation de Boulding est surtout lue sous une focale économique – la croyance d'une économie qui peut croître indéfiniment - une autre lecture peut être avancée : alors que le

monde devient de « *moins en moins vivable* » (Péruisset-Fache, 2021, p. 8) puisque se multiplient les « *problèmes écologiques graves de pollution, de changement climatique, de diminution des ressources naturelles, [...] de pauvreté, de guerre, de famine, de chômage, de prolifération des armes et [...] de rejet à grande échelle de toute morale, de tout humanisme* » (p. 8), la population humaine mondiale, le nombre d'individus sur Terre, s'accroît d'année en année. Péruisset-Fache fait ici un constat pessimiste : « *la progression de la démographie humaine reste exponentielle, malgré tous les indicateurs qui témoignent de l'irrationalité d'une telle situation dans les conditions actuelles de vie sur Terre* » (p. 7). Nous le voyons, Péruisset-Fache constate que, dans les conditions actuelles, la hausse démographique est irrationnelle. Elle rejoint ici la folie caractérisant la croyance d'une croissance exponentielle infinie dans un monde fini pointée du doigt par Boulding. Si le monde est de plus en plus peuplé, et qu'il est fini (le facteur contraignant toute progression exponentielle sur Terre est fondamentalement ce que nous pouvons subsumer sous le terme de ressources) alors nous pouvons nous demander si la démographie ne pose pas un problème dans la perspective d'un monde encore *vivable* (Péruisset-Fache, 2021) dans plusieurs décennies.

Il faut dès à présent que je mette en exergue le fait que je ne parle pas de *problème démographique* selon une axiologie personnelle, je me pose uniquement ici la question de savoir si la croissance démographique a un poids important dans la destruction de l'environnement. Il est certain que si la démographie peut être qualifiée de *problème* elle peut également être qualifiée, en opposition ou négativement, comme une *solution* ou encore dans une perspective plus neutre de *non-problème*. Le débat entre problème et solution comme réponse à la question démographique sert de socle à ma question de recherche.

1.1. Question de recherche

Bien que les débats sur la croissance démographique (qu'elle soit considérée d'un point de vue local ou global¹), ne soient pas nouveaux, la complexité de la question nourrie par les connaissances scientifiques des dernières décennies amène à une certaine retenue concluant que tout est la faute de la hausse démographique. Je ne vais pas dans ce

¹ Appréhension holiste : du point de vue de la Terre.

mémoire défendre que la population mondiale est trop nombreuse – état de surpopulation – ou qu'elle peut encore s'accroître sans engendrer des conséquences écologiques néfastes, mais plutôt poser le dualisme de la question démographique *question/solution* ou *question/problème* sur un courant critique : la décroissance contemporaine française, née dans les années 2000.

La *question démographique* doit être entendue comme le questionnement ou la problématisation ayant pour sujet l'impact de la croissance démographique – et la population globale actuelle – sur l'environnement et leur relation plus générale (couple population-environnement). Quand j'associe *question/solution*, j'entends ici que certains penseurs voient dans la croissance démographique non pas un frein au bonheur de tous mais une croissance, nécessaire, permettant à l'humanité de trouver des solutions face aux divers problèmes qu'elle rencontre (économiques et environnementaux) et à innover (technologiquement, culturellement). Quand je parle de *question/problème*, j'entends ici la thèse contraire : la croissance démographique est un problème (i.e. le *problème démographique*) car la population actuelle – et sa tendance à croître – engendre une pression trop grande pour l'environnement qui l'accueille. Solution ou problème sont donc les réponses possibles à la question démographique, mais pas les seules. Les décroissants intègrent, pour moi, en partie une de ces réponses.

Puisque le courant de la décroissance semble remettre en question la finalité existentielle d'une grande partie de l'Humanité (réduite à un ensemble homogène de citoyens d'Etats-nations jouant le jeu d'un système basé sur la compétition infernale de la croissance pour la croissance), je me pose la question suivante :

- « *Comment le mouvement de la décroissance bien que très hétérogène intègre-t-il la question démographique dans l'alternative qu'il conçoit à la société productiviste-croissantiste* » ?

Le choix des auteurs de la décroissance cités est motivé dans la partie relative à ma méthode. Seule la décroissance française a été prise en compte dans ce travail.

1.2. Hypothèse du travail et situation du problème

Pour répondre à cette question, l'hypothèse suivante (H_0) avait d'abord été émise : la question de la croissance démographique, bien qu'à première vue secondaire dans les travaux de la décroissance, est appréhendée comme un problème par la mouvance. L'augmentation croissante de la population met en danger les conditions d'existence sur Terre des générations suivantes. C'est un enjeu pour les décroissants puisque chaque individu se révèle être condamné, dans la logique du système actuel, à devenir un consommateur de la *Mégamachine* (Latouche, 2010). Si les décroissants proposent une alternative totale à la société croissantiste une politique de décroissance démographique est alors intégrée au projet de la décroissance au même niveau que ses autres aspects.

J'ai rapidement rejeté cette hypothèse (H_0) par une recherche superficielle dans les textes des décroissants. La grande majorité de leurs écrits vise à critiquer l'état de la société mais non à développer des propos sur la démographie mondiale. Cependant, plusieurs mémoires analysant le mouvement français font plutôt état d'une possibilité de problématiser la question. La question de la croissance démographique au sein de la décroissance est caractérisée comme une « *matière à débat* » (Tirard-Collet, 2013, p. 32), de « *question épineuse [...] qui demeure à expliciter dans la littérature décroissante* » (St-Amant, 2014, pp. 44-45), de « *point le plus sensible et le plus controversé de la décroissance* » (Fournier, 2018, p. 87) ou encore de « *sujet délicat* » (Briens, 2015, p. 62).

Je pose donc une nouvelle hypothèse (H_1) : si le mouvement de la décroissance ne perçoit pas la croissance démographique comme un problème alors elle l'appréhende comme une *solution* ou alors, à défaut d'une vision pleinement optimiste¹, comme un *non-problème*². Les auteurs de la décroissance contemporaine s'appuient donc sur des éléments scientifiques solides et peuvent défendre leurs propos.

Cette hypothèse (H_1) peut être analysée au travers de deux questions :

¹ Je renvoie ici à la partie 2.2.1.

² Troisième réponse possible à la question démographique : ne pas en parler ou essayer d'esquiver la question ; je pense ici à la position des décroissants. Je renvoie ici aux parties des raisons intellectuelles et contextuelles (3.5.1 à 3.5.3 et 3.6.1 à 3.6.3) et à ma conclusion.

- Question 1 : Quels sont les concepts, les débats et les faits scientifiques qui alimentent le débat du lien entre la croissance démographique et les impacts environnementaux et qui finalement peuvent permettre de décider entre le problème et la solution de la question démographique (soit H_1Q_1) ?
- Question 2 : Quels sont les arguments scientifiques et théoriques avancés par les auteurs de la décroissance pour ne pas s'intéresser à la question démographique (soit H_1Q_2) ?

L'objectif de la première question est de faire émerger quelques réponses à la première partie de H_1 – soit apporter des éléments sur le dualisme question/problème ou question/solution. La seconde question vise à mettre en lumière le point de vue des décroissants sur la question démographique.

1.3. Méthode : revue de littérature et grille de lecture

Ce mémoire est essentiellement théorique. Il est divisé en deux parties visant à répondre aux deux questions de l'hypothèse H_1 ($Q_1 \rightarrow$ Réponse 1 ou R_1 , et $Q_2 \rightarrow$ Réponse 2 ou R_2). La première partie prend la forme d'une revue de la littérature et revient sur la question du couple que j'ai subsumé sous les termes *environnement-population* en me focalisant sur les enjeux que la croissance démographique soulève dans une perspective globale. Quelques dualismes vont être mis en évidence : le débat entre les *malthusiens* et les *cornucopiens* qui se transformera en débat entre les *néomalthusiens* et les *boserupiens*, le débat entre les tenants d'une approche uni-factorielle ou multifactorielle de l'*impact* de la population globale ou encore le débat entre les défenseurs de la *capacité de charge* et les théoriciens de *l'empreinte écologique*.

Le corpus de la première partie se compose d'ouvrages de divers champs scientifiques. Je me suis passablement appuyé sur des travaux du monde anglo-saxon pour analyser la question démographique mais j'ai également utilisé quelques sources françaises. Concernant les dynamiques démographiques et leurs liens avec l'environnement, je me suis nourri :

- des travaux du biomathématicien Joel E. Cohen (1995 ; 2005 ; 2010) dont l'ouvrage « *How many people can the earth support ?* » (1995) fait partie des références sur la question ;

- de l'ouvrage du démographe italien Massimo-Livi Bacci (2017) apportant une vision critique des projections démographiques de certains organismes ;
- des écrits des démographes français Hervé Le Bras (1996 ; 2010) – critique des approches de la capacité de charge et des politiques néomalthusiennes – et de Jacques Véron (2013 ; 2020) – auteur offrant une vue générale sur la question (approche factuelle plutôt que critique) ;
- des travaux du scientifique américain Brian C. O'Neill (2001 ; 2004 ; 2010 ; 2012) étudiant les liens entre les dynamiques démographiques et les émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- les travaux du démographe américano-hollandais John Bongaarts (1992 ; 2018) étudiant les liens entre le réchauffement climatique et la hausse démographique ;
- finalement, de quelques réflexions provenant du rapport de la Royal Society (2012), rapport étudiant autant le problème de la croissance démographique que celle de la consommation globale.

Les thèses de ces différents auteurs et ce qu'ils préconisent ne se rejoignent pas : les auteurs français sont beaucoup plus réservés concernant l'impact de la population globale et favorisent moins les politiques visant à encourager une baisse démographique¹.

Concernant les dualismes historiques de la question démographique j'ai préféré, le plus souvent possible, revenir aux textes fondateurs ou aux textes de références. J'ai donc utilisé :

- le texte fondateur de Thomas Robert Malthus (1798) servant de référence à la thèse malthusienne ;
- l'article d'Esther Boserup (1974) prenant à contre-pied la thèse malthusienne ;
- les textes de Paul Ralph Ehrlich et John Holdren (1972) et de Barry Commoner (1972) pour poser les bases de la divergence génératrice de l'IPAT ;
- quelques études de référence utilisant l'IPAT : les études de Thomas Dietz et Eugène Rosa (1994 ; 1997), de F. Landis MacKellar, Wolfgang Lutz, Christopher Prinz et Anne Goujon (1995), d'Anqing Shi (2003), et finalement de Matthew A. Cole et Eric Neumayer (2004) ;

¹ Je développe ce point dans la partie 3.6.1 (point relatif à la science démographique française). Je mets également en évidence un dualisme pouvant expliquer cette différence de point de vue dans la partie 2.2.4 (dualisme international).

- le livre de Mathis Wackernagel et William Rees (2017) ayant posé les bases théoriques de l’empreinte écologique ;
- et accessoirement, les écrits de William Robert Catton (1982 ; 2009) pour ses considérations sur la capacité de charge.

Concernant l’approche historique, je renvoie à la synthèse de Georges Minois (2011) sur l’histoire du surpeuplement ainsi qu’aux textes de Pierre Desrochers et de Christine Hoffbauer (2009) et de Laurence Charton (2013) concernant la recrudescence des thèses néomalthusiennes après la Seconde Guerre mondiale.

Finalement, en ce qui concerne l’impact de la population (hors IPAT), j’ai préféré m’appuyer sur des rapports d’organismes internationaux. Les faits rapportés amènent à des considérations moins théoriques. Je suis parti du texte de Lori M. Hunter (2000) afin de me concentrer sur une focale analytique basée sur le changement d’usage des sols. Il aurait également été possible, comme Jean-Michel Favrot (2020) l’a fait, de partir d’un état des lieux des ressources planétaires encore disponibles (ressources halieutiques, minérales) et d’en faire ressortir les conséquences. Je me suis concentré sur : la déforestation, l’évolution de l’agriculture, le processus d’urbanisation, et accessoirement sur la perte du monde vivant (érosion de la biodiversité). Cela permet d’étudier la question en gardant une échelle macro (en laissant de côté l’impact individuel ou national) et de laisser de la place à la question Q₂. Ces éléments scientifiques ainsi que les dualismes présentés plus haut forment une sorte de grille de lecture ou d’analyse qui va être posée sur les écrits des décroissants (réponse R₁ posée sur H₁Q₂).

La seconde partie de ce travail est également théorique. La logique du choix du corpus de cette partie adopte celle utilisée dans les mémoires ayant pour sujet la décroissance (Tirard-Collet, 2013 ; St-Amant, 2014 ; Schepper-Valiquette, 2014 ; Briens, 2015 ; Fournier, 2018). Seuls les auteurs les plus cités et les plus prolixes ont été étudiés. Dans mon cas, le corpus n’est pas très large : il s’agit d’un nombre restreint d’auteurs. Ce choix est motivé par une unique raison : ces auteurs sont les seuls qui parlent un tant soit peu de la croissance démographique ou de la démographie. J’ai donc utilisé les textes de Paul Ariès (2002 ; 2009), de Vincent Cheynet (2008 ; 2009), de Serge Latouche (2006 ; 2007 ; 2022), de Bruno Clémentin (2009) ainsi que l’ouvrage de Denis Bayon, Fabrice Flipo et François Schneider (2012) et quelques lignes des ouvrages de Jean-Pierre Tertrais (2006 ; 2016).

Ce type de travail, visant à poser un regard sur la question démographique au sein du mouvement de la décroissance, n'est pas le premier (Di Méo, 2006 ; Lavignotte, 2009). Lavignotte (2009) a proposé une explication basée sur trois ruptures pour expliquer le désintérêt des décroissants pour la question démographique. Di Méo (2006) prétend, quant à lui, que la décroissance contemporaine française serait ontologiquement malthusienne en ce qui concerne la démographie. Ce mémoire ne vient pas donner tort au premier – puisqu'il s'agit d'une explication¹, pas d'une critique – mais au second, soit Di Méo. La thèse de ce mémoire soutient que la décroissance contemporaine française, que je situe entre le début des années 2000 et maintenant, n'est ni malthusienne, ni néomalthusienne.

J'ai également différencié, dans cette seconde partie, les *précurseurs* de la décroissance - les auteurs qui ont fourni les bases théoriques critiques dont se sont nourris les décroissants contemporains – et les auteurs contemporains. Par précurseurs il faut entendre le nom et/ou adjectif donnés par Serge Latouche (2016) aux auteurs ayant servi de racines intellectuelles au mouvement contemporain de la décroissance. Le choix du corpus est motivé dans la partie sur les précurseurs et le problème démographique².

Je propose également le terme de *triumvirat* pour caractériser les trois théoriciens principaux de la décroissance contemporaine (Serge Latouche, Paul Ariès, Vincent Cheynet). Les thèses précurseurs et des contemporains sur la démographie ne se rejoignent pas sur la question démographique³.

Les auteurs *contemporains* ne défendent – selon mon analyse – aucunement une baisse démographique et cela peut s'expliquer par six raisons que je développe dans ce mémoire. Trois *raisons intellectuelles* (soit RI₁ : le choix cornucopien ; RI₂ : l'héritage de Barry Commoner ; et RI₃ : la valorisation de la rupture capital/nature) et trois raisons

¹ Je reprends son explication dans le point 3.5.1. Ce travail ne remet pas en question sa courte analyse – 4 pages – mais propose une explication plus large de la position des auteurs de la décroissance contemporaine vis-à-vis de la question démographique. L'ouvrage de Di Méo n'est pas, contrairement à ce mémoire, centré sur la relation entre la décroissance et la démographie. Di Méo fait une critique globale du mouvement ou des écrits des décroissants (sources historiques et apports actuels, limites du mouvements, débats) alors que j'analyse uniquement cette relation.

² Point 3.4.

³ Le titre du point 3.4 comporte déjà une piste.

contextuelles (soit RC_1 : le natalisme français ; RC_2 : les dérives néomalthusiennes ; RC_3 : le pragmatisme des discours décroissants) expliquent le choix des décroissants (H_1R_2).

1.4. Plan du travail

La partie liant population et environnement (couple population-environnement) débute par un court rappel de l'évolution passée de la population mondiale, du phénomène actuel de *transition démographique* (qui semble se généraliser) et du futur de la population mondiale (qui va continuer à croître). Après avoir introduit quelques faits, je reviens sur la genèse de la question démographique (Malthus et le cornucopianisme, puis néomalthusianisme et paradigme boserupien) et de quelle façon elle a été liée au concept de développement.

Des éléments moins discursifs et plus scientifiques sont ensuite abordés. Je commence par présenter les approches par le concept de capacité de charge et quelques critiques qu'elle soulève. Si la capacité de charge vise à montrer qu'un environnement ne peut accueillir une population illimitée, elle souligne que toute population a un impact sur l'environnement qui l'accueille. Cette partie se conclut en introduisant l'équation visant à définir cet impact : l'IPAT. Après un retour sur les origines de l'équation ou de l'entité, quelques travaux l'utilisant seront présentés. Ces travaux visent à montrer la relation entre la hausse de la démographie et la hausse des émissions de dioxyde de carbone (CO_2). Ensuite, j'étudie le poids du nombre (l'impact démographique) en me focalisant sur l'étude des changements d'usage des sols induits par la hausse démographique (soit la déforestation, les demandes croissantes de terres cultivables (agriculture) ainsi que l'urbanisation). A ces trois éléments, dépendant grandement de la croissance démographique, s'ajoute la perte ou l'érosion de la biodiversité. Finalement, je présente un outil généralement connu : l'empreinte écologique. Je ne prétends pas avoir fait une analyse complète de la question démographique. Ce rapide tour d'horizon – grille de lecture H_1R_1 - est néanmoins assez complet pour répondre à la seconde question de mon hypothèse (H_1Q_2).

Cette grille d'analyse vient donc se poser sur la seconde partie. Elle débute par la présentation de la décroissance contemporaine française (ses origines, la difficulté d'appréhension du mouvement) et se focalise sur les programmes des trois auteurs phares : Paul Ariès, Serge Latouche, et Vincent Cheynet (le triumvirat). Je réexamine ensuite rapidement les critiques dont la décroissance a été le sujet et les divergences

d'interprétation du mot-concept. Ces divers critiques offrent un aperçu des points faibles de la décroissance et notamment de leur rapport à la question démographique. Avant de développer les six raisons identifiées, un bref retour sur la différence d'opinion entre les précurseurs de la décroissance et les décroissants contemporains sur la question démographique est réalisé. J'explique les raisons de ce choix dans mon travail. Une analyse des travaux des précurseurs est réalisée avant d'analyser les positions des contemporains. Finalement, un regard critique a été posé sur les écrits des décroissants contemporains et leurs arguments ont été discutés¹.

En résumé, la deuxième partie de ce mémoire vient réévaluer les thèses qui voudraient que la décroissance contemporaine française soit (*néo*)*malthusienne* (en ce qui concerne la démographie) et dégage plutôt l'inverse de celles-ci (mais le débat ne se réduit pas simplement à cette dualité). Ce mémoire propose de creuser un aspect de la décroissance qui n'a pas été nécessairement discuté outre mesure jusque-là. Les quelques critiques qui existent résument plutôt les thèses des décroissants et rarement sur plus de quelques pages (Lavignotte, 2009, pp. 61-69 ; Annaba, 2014, pp. 21-27 ; Prieto & Slim, 2019, pp. 83-90) et les mémoires existants y font référence uniquement en quelques mots.

¹ Quand il y a eu la possibilité de le faire, du fait de la concision des textes.

2. Partie 1 : la démographie et l'environnement

2.1. Les éléments de la science démographique

2.1.1. De la croissance lente à l'augmentation fulgurante

En posant un regard rétrospectif sur la croissance de la population humaine mondiale, je peux souligner que cette croissance a été particulièrement lente jusqu'au début du 20^{ème} siècle, puis beaucoup plus rapide durant la seconde moitié de celui-ci. Les chiffres suivants font consensus (Ehrlich & Ehrlich, 1972 ; Cohen, 1995 ; Jacquard, 2009 ; Bertaux, 2020) : l'humanité atteint son premier milliard d'êtres vivants sur Terre entre les années 1800 et 1850. Quelques décennies plus tard, le monde en compte le double (années 1930). Il faut un peu plus de quatre décennies pour que ce chiffre double à nouveau (le 3^{ème} milliard est atteint dans les années 1960 et le 4^{ème} entre 1974-1975). Une douzaine d'années plus tard, la Terre accueille cinq milliards d'habitants. Au début du nouveau millénaire (1999), la population dépasse les 6 milliards. Douze ans plus tard, elle compte 7 milliards d'individus (~ octobre 2011) et le 15 novembre 2022 elle en comptera 8 milliards (Nations Unies [UN], 2022a, p. i).

Parallèlement à la hausse de la population mondiale (le nombre d'individus simultanément présents sur la Terre), le taux de croissance de celle-ci diminue :

« L'un des évènements les plus importants et les moins annoncés de l'histoire de l'humanité s'est produit entre 1965 et 1970. Le taux de croissance de la population mondiale a atteint un pic historique et a commencé à baisser par la suite » (Cohen, 1995, p. 54, ma traduction).

Ce pic, ayant atteint 2,1% à la fin des années 1960 diminue depuis et s'approche globalement de 1% contemporanément. Ce taux est estimé pour l'année 2020 à 1,018% selon la Banque mondiale (BM, 2022) et à moins d'1% par les Nations Unies (UN, 2022a, p. 3).

La Figure 2 illustre l'augmentation rapide et colossale du nombre d'individus sur la Terre durant les deux derniers siècles. Elle présente également une autre réalité : en parallèle à la hausse du nombre d'individus présents simultanément sur Terre, le taux de fécondité

mondial décroît depuis la fin des années 1960¹. Ceci peut s'expliquer par un concept tiré de la science démographique : la transition démographique.

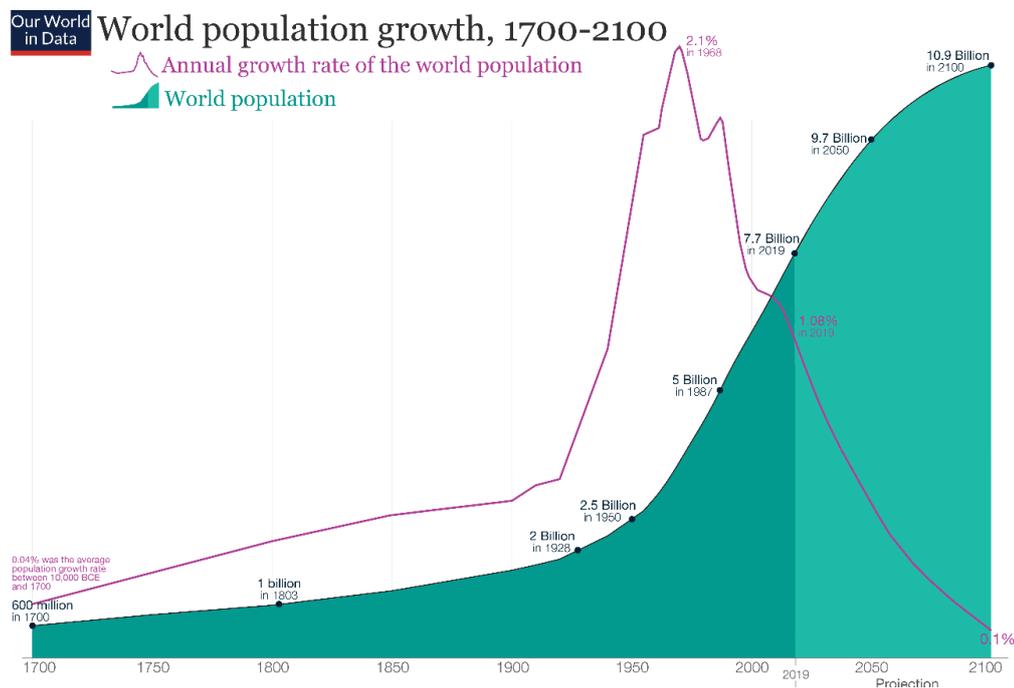


Figure 2 Evolution de la population mondiale et du taux de croissance de la population mondiale entre 1700 et 2100

La population mondiale, le nombre d'individus présents simultanément sur Terre, va continuer à croître tout au long du siècle (représentation en milliards et en vert) selon les projections de l'ONU. En parallèle, le taux de croissance de la population (représenté en pourcent et en rose), ayant atteint son pic en 1968, va globalement décroître. Figure tirée de Roser (2019).

¹ Le taux de croissance démographique correspond à la différence d'effectif d'une population donnée entre deux périodes données. L'INSEE souligne que l'on peut utiliser le terme d'« accroissement » quand le « nombre de naissances est supérieur à celui des décès » (INSEE, 2013, p. 24). Le taux de croissance, exprimé en pourcent, est déterminé par cet accroissement entre la première et la seconde période étudiée. Si nous prenons le cas de la population mondiale, le nombre d'individus qui la compose s'accroît d'année en année : il y a un « excédent » (INSEE, 2013, p. 24). Ce taux de croissance, comme nous le soulignons, diminue chaque année depuis la fin des années 1970. Bien que ce taux soit égal ou inférieur à 1% selon les données disponibles, cela correspond donc à 80 millions de naissances par an (soit un excédent, pour reprendre le terme de l'INSEE de 80 millions).

Ce taux de croissance diminue puisque l'indice synthétique de fécondité, au niveau mondial, baisse.

Le taux de fécondité « à un âge donné [...] est le nombre d'enfants nés vivants des femmes de cet âge au cours de l'année, rapport à la population moyenne de l'année des femmes de même âge » (INSEE, 2022, p. 4). En France, le taux de fécondité diminue pour les femmes de moins de 30 ans depuis les années 2000 (« en 2021, 100 femmes âgées de 25 à 29 ans donnent naissance à 10,4 enfants, contre [...] 13,2 en 2001 » (INSEE, 2022, p. 2).

L'indicateur conjoncturel ou synthétique de fécondité « est la somme des taux de fécondité par âge observés sur une année donnée. Il peut être interprété comme le nombre moyen d'enfants qu'aurait une génération fictive de femmes qui connaîtrait, tout au long de leur vie féconde, les taux de fécondité par âge observés cette année-là » (INSEE, 2022, p. 4). Pour la France, en 2021, l'indice correspond à 1,83 enfant par femme (INSEE, 2022, p. 2), ce qui est insuffisant pour garantir le renouvellement des générations (point 2.1.2).

2.1.2. La transition démographique

La transition démographique est un modèle tiré de la science démographique anglo-saxonne du début du 20^{ème} siècle (David, 2020, p. 124) visant d'abord à expliquer l'évolution de la natalité de la population européenne. Dès la fin du 19^{ème} siècle et le début du 20^{ème} siècle, les taux de croissance des populations européennes commencent à baisser et cette baisse inquiète les démographes (Cohen, 1995, pp. 47-48). Ils vont alors expliquer ce phénomène par le concept de transition démographique. Deux lectures de cette transition sont possibles. Il peut s'agir soit d'un « *schéma historique idéalisé des changements dans les taux de natalité, de mortalité et de croissance de la population* » (Cohen, 1995, p. 46, ma traduction) ou d'une « *hypothèse sur les mécanismes de ces changements* » (p. 46, ma traduction).

Je commencerai par présenter le schéma historique, divisé généralement en quatre stades. Le premier stade correspond à un régime démographique *prétransitionnel* (David, 2020, p. 124) durant lequel les taux de natalité et les taux de mortalité d'une population sont élevés. Le régime prétransitionnel est fortement nataliste : pour combler les pertes dues aux maladies, famines, manque d'hygiène et de connaissances médicales, le nombre d'enfant doit être élevé. Dans ces conditions de vie, les décès équivalent plus ou moins aux naissances. La population augmente très lentement ou pas du tout (Cohen, 1995, p. 46). Puis intervient un stade d'« *érosion progressive de la mortalité* » (David, 2020, p. 124) rendu possible grâce aux progrès médicaux et développementaux. Durant ce deuxième stade, le taux de mortalité baisse. Le taux de natalité, quant à lui, continue d'être élevé. La balance entre naissances et décès penche en faveur des premières : la population augmente. Le troisième stade, stade de « *transition de la fécondité* » (Cohen, 1995, p. 46, ma traduction) voit le déséquilibre de la balance du deuxième stade diminuer. Les naissances diminuent progressivement pour atteindre petit à petit les décès. Le quatrième stade – en théorie, le dernier – est le régime *post-transitionnel* (David, 2020, p. 124). Les taux de natalité et de mortalité sont bas et s'équivalent : la taille de la population stagne.

Ces quatre stades décrivent un schéma idéalisé qui correspond à un fait historique majeur : « *durant les deux derniers siècles, tous les pays maintenant considérés comme développés ont au moins doublé leur durée de vie moyenne [...] et réduit au moins de moitié le nombre d'enfants moyen par femme* » (Cohen, 1995, p. 47, ma traduction). La transition démographique débute à la fin du 18^{ème} siècle dans les pays dits développés

(dont la France) et dès les années 1950 dans les pays dits en développement (O'Neill, MacKellar & Lutz, 2001, p. 41). Bricker et Ibbitson (2020, p. 65) ont ajouté un cinquième stade au modèle historique. Ce stade sera atteint quand le seuil de renouvellement ou seuil de remplacement des générations ne sera plus assuré au niveau mondial. Pour l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE),

« le renouvellement des générations est assuré à la naissance si le nombre de filles dans la générations des enfants est égal au nombre de femmes dans la générations des parents. En l'absence de mortalité, 2,05 enfants par femme seraient suffisants pour assurer le remplacement d'une génération » (2013, p. 10).

Si l'indice synthétique de fécondité (*total fertility rate*) – le nombre d'enfant par femme en âge de procréer – est inférieur à ~ 2,05 alors une population donnée commence à décroître¹. Au niveau mondial, la moyenne se situait, en 2020, à 2,4 enfants par femme (Banque mondiale, [BM], 2022). Pour Bricker et Ibbitson, lorsque la moyenne mondiale sera inférieure à ~2,05, nous entrerons dans un cinquième stade : la population mondiale va décroître (2020, pp. 43-44).

Le second sens de la transition démographique, utilisée alors comme hypothèse, postule *« que l'industrialisation, l'urbanisation, l'éducation et la modernisation générale conduisent d'abord à une baisse du taux de mortalité et ensuite à une baisse du taux de natalité »* (Cohen, 1995, p. 47, ma traduction). Ici, le lien est fait entre le développement – essentiellement économique (Nations Unies [UN], 2016, p. 1) – et la baisse du taux de natalité : *« la constatation d'une forte corrélation entre le niveau de développement économique et la faiblesse des taux de natalité [...] laisse de nombreux économistes et démographes faire du développement la clef unique de la baisse nécessaire de la fécondité »* (Barthès, 2014, p. 38). Les critiques relatives à la transition démographique touchent essentiellement cette hypothèse, ce modèle relationnel entre développement et possibilité d'enclencher une baisse de la natalité généralisée au niveau mondial.

Pour David (2020), il y a une différence entre un processus historique long – la transition démographique européenne selon le modèle historique – et un processus rapide – la transition démographique dans les pays en voie de développement par ledit développement (p. 124). Pour Livi Bacci (2017), la conviction d'une convergence des

¹ En tenant compte des mortalités possibles, le chiffre est ramené à 2,1.

comportements démographiques – en faisant fi des particularités nationales, religieuses, ethnico-sociales - vers le modèle de la transition démographique est une illusion (p. 55). Rien ne permet d'affirmer que ce modèle est universalisable. Comme Véron (2013) le souligne : la transition est « *supposée valide pour l'ensemble des pays du monde* » (p. 60). Enfin, elle « *demeure un mystère pour les scientifiques. On l'observe, on la mesure, on en fait même un principe universel, mais on ne l'explique pas* » (Servigne, 2014, p. 123). Cette conception de finalité de l'histoire de la démographie mondiale sous-tend les prévisions démographiques des Nations Unies (UN) (Livi Bacci, 2017, p. 55), un des organismes de référence travaillant sur les projections démographiques. J'ai décrit l'évolution passée de la démographie mondiale, je vais maintenant consacrer quelques lignes à son futur.

2.1.3. Les projections futures

Si la transition démographique semble se globaliser, certains auteurs avancent que le futur de la population mondiale ne se caractérise pas par une augmentation mais, sur le long terme, par une disparition progressive de l'humanité de la surface de la Terre (Bricker & Ibbitson, 2020, p. 15). Or, il est nécessaire d'examiner quelques faits. Premièrement, le taux de croissance de la population mondiale de 1,085% correspond à ~ 80 millions de naissances excédentaires par an (c'est-à-dire, qu'en soustrayant le nombre de décès sur la Terre au nombre de naissances, la somme est positive par année à hauteur de 80 millions). Deuxièmement, et bien que le taux de croissance baisse, il faut tenir compte de ce que les démographes appellent l'inertie démographique (Véron, 2020, p. 97). Même si le taux de renouvellement n'atteint plus le seuil des 2,05 enfants/femme mondialement, il faudra des dizaines d'années pour que la population commence effectivement à décroître. Finalement, la 27^{ème} édition des *Projections et des estimations de la population* des Nations Unies (UN, 2022a) souligne que, selon ses projections longues (jusqu'en 2100), la population globale va continuer à croître durant les prochaines décennies. Il y a cependant une chance estimée à 50% pour que le pic de population soit atteint durant les dernières décennies de ce siècle (entre 2080 et 2100) (UN, 2022a, p. 27) et que la population mondiale commence à stagner et finalement décroître. La Figure 3 présente les différents scénarios du dernier rapport des Nations Unies.

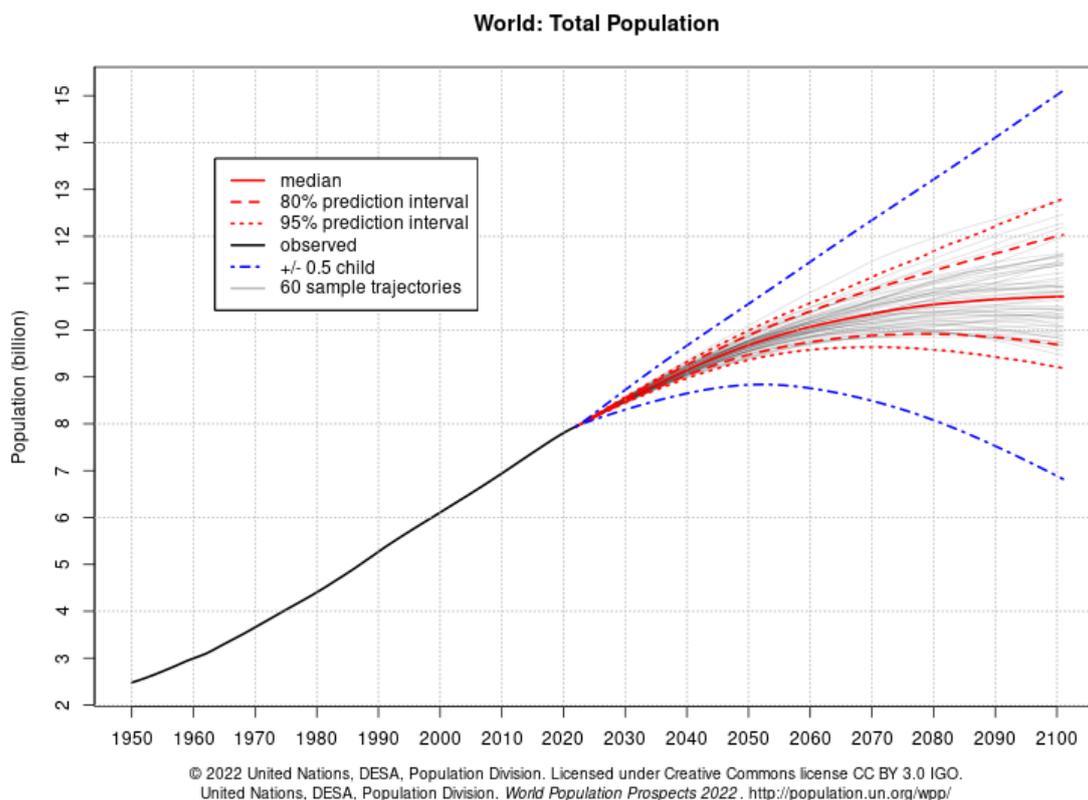


Figure 3 Projection de la population mondiale selon les Nations Unies

La figure présente les différentes projections des Nations Unies de la population mondiale jusqu'en 2100. Le scénario médian, représenté par la ligne rouge continue, avance que la population globale va atteindre 9,7 milliards en 2050 et 10,4 milliards en 2100 (UN, 2022a, p. 28). Bien que le rapport souligne qu'il y a une « *incertitude intrinsèque* » (UN, 2022a, p. 28, ma traduction) dans les projections de la population globale, il y a une probabilité de 95% que le monde compte entre 9,4 et 10 milliards d'habitants en 2050 et de 8,9 à 12,4 milliards d'habitants en 2100. Rappelons également qu'il y a une chance sur deux (50%) que le pic de population soit atteint durant les dernières décennies de ce 21^{ème} siècle.

Accès <https://population.un.org/wpp/Graphs/Probabilistic/POP/TOT/900>

Les chiffres proposés par les différents scénarios des Nations Unies ne font pas consensus. Pour Wolfgang Lutz¹, interrogé par Bricker et Ibbitson (2020), « *les progrès induits par l'urbanisation dans les pays en développement devraient être pris en compte dans les projections démographiques – ce que ne font pas les Nations Unies* » (p. 63). Pour Lutz (Meyerhoff & Null, 2014), l'éducation est un facteur extrêmement important puisqu'elle permet aux jeunes – et notamment aux femmes – de mieux planifier leur futur. Si les

¹ Démographe, il est membre de l'IIASA (International Institute for Applied Systems Analysis), institution parmi d'autres (Nations Unies, Banque Mondiale et l'U.S. Census Bureau) travaillant sur les projections de la démographie mondiale.

projections onusiennes prenaient en compte des facteurs comme l'éducation alors, selon Lutz, une stabilisation globale de la population vers 2050 n'est pas improbable.

Pour Livi Bacci (2017, pp. 55-56), les projections onusiennes sont sous-tendues par deux *illusions* qui homogénéisent la situation démographique globale. La première illusion est constituée de trois hypothèses. La première avance que :

« *les comportements démographiques – reproduction, survie, mobilité, migration – sont destinés à converger vers des modèles uniformes et que les différences macroscopiques – entre zones géographiques et entre groupes ethniques, sociaux ou religieux – qui étaient propres au siècle dernier, mais qui existent encore, ont tendance à diminuer et à disparaître* » (p. 55, ma traduction).

Si l'on suit cette hypothèse les individus ne seraient plus influencés – dans leur choix procréatif – par leur milieu socio-culturel, religieux ou même national mais par un modèle calqué sur les pays ayant déjà atteint les stades les plus avancés de la transition démographique. La deuxième hypothèse avance que le développement – progrès technique et médical – mène à un allongement de la durée de vie et pousserait les femmes à avoir moins d'enfants. Les projections onusiennes se baseraient sur l'hypothèse que les individus ayant accès à plus d'infrastructures poussées et à une économie de services font ou feront moins d'enfants (au lieu de dépendre des générations futures, les individus dépendent des infrastructures ou des services). Enfin, la troisième hypothèse postule que la baisse de la croissance démographique, couplée au processus de mondialisation, mènerait à une baisse drastique des mouvements migratoires. L'homogénéisation de l'économie réduirait les mouvements de population puisque le modèle de développement serait adopté globalement.

La seconde illusion (p. 56) est liée à la première : une population globalement stabilisée induirait une géo-démographie (*geodemography*) fixe. La distribution géographique des populations ne varierait peu ou pas du tout dans les projections de l'ONU, conséquemment aux trois hypothèses de la première illusion (p. 56). Ce point paraît peu envisageable pour Livi Bacci puisque les mouvements migratoires ont toujours existé (p. 56). Il ajoute également que sur une « *planète encore plus petite et plus peuplée* » (p. 128, ma traduction) – et peut-être de moins en moins « *vivable* » (Péruisset-Fache, 2021) - la mobilité et les mouvements migratoires vont certainement s'intensifier.

La critique de Livi Bacci est-elle toujours d'actualité (i.e. les projections de l'ONU n'intégreraient pas les mouvements migratoires dans leurs calculs) ? Il m'est difficile d'y

répondre franchement mais quelques éléments méritent d'être mis en évidence. Dans son complément méthodologique à son rapport de 2022, les Nations Unies (UN, 2022b) soulignent que la migration internationale est « *la composante de l'évolution de la population la plus difficile à prévoir* » (p. 44, ma traduction) et que « *toute hypothèse à long terme concernant les tendances futures de la migration internationale est pratiquement garantie comme étant incorrecte* » (p. 44, ma traduction). La difficulté, si l'on suit le rapport, est la rapidité du changement des mouvements migratoires et leur caractère « *erratique* » (p. 44, ma traduction). Bien que les Nations Unies intègrent ce facteur dans leurs estimations, l'Organisation estime que les flux migratoires n'ont pas un poids considérable dans leur intervalle de prédiction¹ (p. 44). Si les projections futures de la population globale tendent à être de plus en plus précises - dans le rapport de 2019 des Nations Unies, il y avait 27% de chance qu'une stabilisation ou qu'une décroissance de la population globale commence avant la fin du siècle (UN, 2019a, p. 6) – celles concernant les flux migratoires semblent moins certaines (et pour l'instant moins importantes pour les Nations Unies). Peut-être que cela changera dans le futur : la Royal Society (2012) soutient que les mouvements migratoires ne vont pas s'arrêter et même certainement augmenter dans le futur² (p. 45).

Bien que critiqués, les travaux des Nations Unies concluent que la population va encore croître ces prochaines décennies (UN, 2022a, p. 27). Cette augmentation n'est et ne sera pas sans conséquences. Il n'a pas fallu attendre le 21^{ème} siècle, et les projections poussées de l'ONU, pour que des critiques positives ou négatives ne s'emparent de la question démographique et du problème qu'une population croissante pourrait présenter pour un habitat d'abord appréhendé dans des limites physiques (focalisation nationale jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale) puis selon une focale globale (vision commune de la Terre et de l'impact d'une population mondiale depuis la moitié des années 1940).

¹ Voir la Figure 3.

² Pour diverses raisons : économiques, sociales, géopolitiques et également environnementales.

2.2. Les racines de la question démographique

Les parties suivantes reprennent en l'historicisant, les racines de cette question relationnelle entre la population et l'environnement. *A contrario* des parties précédentes, factuelles, les quelques lignes qui vont suivre développent une approche plus discursive. Deux visions du rapport environnement-population vont s'entrechoquer. La première vision soutient que la croissance de la population – si elle n'est pas encadrée – est une menace pour le bien-être d'une communauté, d'une Nation ou même pour la Terre : la croissance démographique est définitivement un problème. La seconde vision juge que le nombre d'individus est une force puissante pour le futur de l'Humanité et engendre des possibilités plus grandes d'adaptation : le nombre fait la force. Deux visions du monde, antagonistes, vont s'entrechoquer : le malthusianisme (puis néomalthusianisme) et le cornucopianisme (nourri plus tard par le paradigme boserupien).

2.2.1. Avant Malthus : le cornucopianisme

Minois (2011) a proposé une synthèse historique – partant du monde hellénistique (Platon, Aristote) jusqu'à nos jours – de la « *notion de surpeuplement, des craintes, critiques et querelles qu'elle suscite* » (p. 10). La notion de surpeuplement ou de surpopulation caractérise une « *population dépassant la capacité de charge de son environnement par son mode de vie* » (Catton, 2009, p. 255, ma traduction). Le terme de surpopulation (humaine) est toujours relatif : il y a trop d'individus « *mais en relation avec quelque chose d'autre* » (Catton, 2009, p. 127, ma traduction¹). Nous verrons avec le concept de capacité de charge qu'il est difficile d'estimer objectivement le moment où une population humaine passe à un état de surpopulation. La notion de surpeuplement, ou de surpopulation, est fondamentalement culturelle puisque bien avant les chiffres et statistiques poussés et les recherches sur la capacité de charge, la croissance démographique questionnait déjà, bien que le « *débat [...fût...] avant tout philosophique, religieux* » (Minois, 2011, p. 10). Encore aujourd'hui, « *en dépit de la masse de chiffres*

¹ Ainsi, si l'on se réfère, par exemple, à la relation entre l'espèce humaine et la disparition du vivant (éléments dans la partie 2.5.4), nous pouvons conclure que l'espèce humaine est en état de surpopulation par rapport aux possibilités d'existence du vivant.

Pour certains auteurs, notamment les décroissants, l'état de surpopulation humaine ne sera jamais atteinte, leur réflexion étant basée sur les besoins alimentaires (toutes choses étant égales par ailleurs). Je renvoie à la partie 3.5.1.

dont nous disposons, ce sont toujours largement les orientations idéologiques, et religieuses qui sont derrière les prises de positions des uns et des autres » (p. 10).

Ces prises de positions débutent déjà durant l'Antiquité avec Platon et Aristote, qui, sensibles au problème démographique, ont postulé que celui-ci était avant tout un problème numérique : si la population dépasse un certain nombre, l'unité de la cité est mise en danger. Il faut donc veiller autant au nombre – limité – qu'à la qualité des citoyens (naissance de l'eugénisme¹). Si les préconisations des philosophes grecs restent à un niveau théorique, pendant la période de l'Empire romain les premières politiques natalistes vont voir le jour : les lois promulguées par Auguste veulent faciliter les mariages et punir les célibataires (Minois, 2011, pp. 56-57). Je ne m'attarderai pas sur la longue période entre la Chute de l'Empire romain et le début de la Renaissance. Durant ce laps de temps, l'appréhension de la croissance de la population, d'abord essentiellement un problème théologique, va peu à peu être liée à des considérations d'ordre politique. Ainsi, durant les 16^{ème} et 17^{ème} siècles, les discours des intellectuels, philosophes et conseillers des princes, se résument à la thèse suivante : « *la force de l'Etat réside dans le nombre des sujets* » (p. 191). La logique, pragmatique, veut que plus une nation compte d'habitants, plus elle sera riche économiquement et militairement. Ces discours natalistes ou populationnistes, partagés par les mercantilistes, vont exercer une influence sur un ensemble de penseurs et notamment Les Lumières (France et Angleterre, entre le 16^{ème} et le 18^{ème} siècle) qui assimileront ces idées :

« La plupart des intellectuels des Lumières sont persuadés que la qualité de vie dépend de la prospérité globale du pays, et que cette dernière dépend du nombre d'habitants. Et ce nombre, ils ont l'impression qu'il diminue et tous prônent des mesures populationnistes » (Minois, 2011, p. 293).

C'est à la fin du 18^{ème} siècle que deux ouvrages particulièrement optimistes sur le devenir humain vont paraître : l'un de William Godwin (1756-1836) et l'autre de Nicolas de Condorcet (1743-1794). Ces deux auteurs partagent la même thèse. Condorcet avance, dans son « *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* » (1794), selon Minois, que l' « *on n'atteindra jamais l'état de surpeuplement, car les progrès de*

¹ Si le nombre d'individus est limité, il faut effectuer un choix entre les nourrissons qui pourront vivre et ceux qui ne seront pas sauvés.

la science, de la morale et de la raison iront de pair : les hommes [...] adapteront d'eux-mêmes le nombre des naissances au niveau des subsistances » (2011, p. 330) et Godwin soutient, dans son « *Enquête sur la justice politique et son influence sur la vertu générale et le bonheur* » (1797) qu'il existe « *une harmonie préétablie entre population et ressource* » (Minois, 2011, p. 331). Si les ressources viennent à manquer, l'Homme, par sa raison, équilibrera automatiquement le nombre de naissances à venir. Il n'y aura jamais de surpeuplement pour ces deux auteurs. Cette thèse va être critiquée par Thomas Robert Malthus (1766-1834) et poser les bases d'un débat encore actuel.

Avant de me pencher sur ce dernier, la pensée de Condorcet et de Godwin peut être catégorisée, selon moi, comme étant cornucopienne¹. Un *cornucopien*, selon une définition contemporaine, va soutenir que :

« L'humanité n'est pas une population déstabilisatrice qu'il faudrait gérer, mais une espèce exceptionnelle, dotée d'une capacité unique d'innovation. Celle-ci serait telle qu'elle permettrait de repousser constamment la capacité porteuse de la Terre et qu'elle infirmerait l'idée néomalthusienne que toutes les ressources sont limitées » (Morin & Orsini, 2015, p. 68).

Je souligne ici un dualisme : les cornucopiens, peuvent être considérés comme des anti-malthusiens et qualifiés d'« *optimistes* » (Sauvy, 1957, p. 1620) puisqu'ils ont une confiance totale dans les capacités de l'Humanité. Les « *pessimistes* » (p. 1620), *a contrario*, pensent que le nombre est un frein au bonheur de l'Humanité. Un des premiers pessimistes est Malthus.

2.2.2. Thomas Robert Malthus : le malthusianisme

Selon Minois, il y a eu un avant et un après Malthus (Minois, 2011), son ouvrage étant la genèse de la césure entre optimistes et pessimistes. Contrairement aux optimistes qui avancent que la multiplication de l'Homme n'est pas un frein au bonheur de tous, Thomas Robert Malthus, pasteur anglican, a soulevé que cette thèse était impossible. Bien que l'œuvre de Malthus soit abondante, sa notoriété tient à son ouvrage – un classique très peu lu (Petersen, 1970, p. 53 ; Angus & Butler, 2014, p. 23) – « *Un Essai sur le principe de population* » (1798). Malthus défend que la relation entre les ressources alimentaires

¹ Racine étymologique : du latin *cornu copiae* qui signifie corne d'abondance.

disponibles et la taille d'une population est fondamentale car il existe une contradiction entre la croissance de la population – croissance exponentielle ou géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32) – et la croissance des ressources disponibles – croissance arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6). La croissance démographique est plus rapide que la croissance des ressources ou denrées disponibles.

Si tel est le cas, nous pouvons nous demander comment cet état de fait n'a pas créé une famine généralisée sur Terre. Cela s'explique par trois axiomes :

« 1. *Le niveau de la population est nécessairement limité par les moyens de subsistance.*

2. *La population s'accroît partout où croissent les moyens de subsistance, à moins que des obstacles puissants ne l'arrêtent.*

3. *Ces obstacles particuliers, et tous ceux qui freinent l'accroissement de la population et la forcent à se réduire constamment au niveau des moyens de subsistance, peuvent tous se rapporter à trois chefs : la contrainte morale, le vice et le malheur* » (Malthus, 1963, p. 16).

L'être humain ayant tendance à croître plus rapidement que les ressources dont il dispose, des *obstacles* viennent freiner ou réguler cette croissance. Ceux-ci sont divisés, par Malthus, en deux catégories : les « *obstacles préventifs* » (Malthus, 1963, p. 13) ou « *freins préventifs*¹ » (Petersen, 1970, p. 50) qui « *préviennent l'accroissement de la population* » (Malthus, 1963, p. 13) et les « *obstacles destructifs* » (Malthus, 1963, p. 14) ou « *freins positifs* » (Petersen, 1970, p. 50) qui « *détruisent l'accroissement de la population* » (Malthus, 1963, p. 14). Les premiers obstacles sont de l'ordre de la Raison puisque l'individu ou l'Etat préviennent volontairement l'accroissement de la population, et cela par la « *contrainte morale* » (Malthus, 1963, p. 16) (célibat, mariage tardif, chasteté), choix le plus raisonnable selon Malthus. Les obstacles préventifs – méthodes contraceptives, prostitution, homosexualité, avortement – sont de l'ordre du vice pour Malthus (Petersen, 1970, p. 50). Les obstacles destructifs, quant à eux, subsument « *tous les phénomènes qui tendent à abréger, par le vice ou le malheur, la durée naturelle de la vie humaine* » (Malthus, 1963, p. 14), soit entre autres les famines, les guerres, la

¹ Les traductions des concepts divergent entre ces deux lectures.

mauvaise hygiène¹. Contrairement aux cornucopiens, Malthus pense que, si la croissance de la population n'est pas contrôlée, elle freine le progrès : il y a toujours le risque d'un futur apocalyptique qui l'attend.

L'*Essai* de Malthus n'était pas uniquement une réponse aux penseurs cornucopiens. L'œuvre sert également de condamnation des Lois sur les indigents ou *Poor Laws* – programme d'assistance publique étatique mis en place dès le 17^{ème} siècle en Angleterre (Minois, 2011, pp. 348-353) et de contre-argument aux thèses mercantilistes – donc *populationnistes* (Sauvy, 1957, p. 1603) – dans un pays déjà miné par le fardeau économique et social que représentaient les pauvres (Petersen, 1970, p. 36). Les Lois sur les indigents, à défaut de réduire le nombre de pauvres, ont eu pour conséquence d'augmenter la part de malheureux dans la société puisque ceux-ci sont aidés, et notamment quand ils ont des enfants :

« Les lois anglaises en faveur des pauvres [...] tendent manifestement à accroître la population, sans rien ajouter aux moyens de subsistance [...] en second lieu, la quantité d'aliments consommés dans les asiles et distribués à une partie de la société que l'on peut considérer comme la moins intéressante diminue d'autant la part des membres les plus laborieux et les plus dignes de récompense » (Malthus, 1963, p. 76).

La solution réside donc, pour Malthus, dans l'abandon de ces Lois. Les pauvres, sans possibilité de se nourrir gratuitement, auront alors recours à un obstacle préventif, la contrainte morale. Celle-ci prend la forme d'une abstention au mariage, ou du moins, à un célibat tardif, afin que le pauvre puisse subvenir d'abord à ses propres besoins, puis à ceux de sa famille (pp. 96-97).

Je dois préciser que Malthus n'est pas un antinataliste ou anti-populationniste forcé, bien qu'il remette en question les politiques natalistes intéressées des mercantilistes² (Petersen, 1970, p. 148). Il soutient même que : *« lorsqu'il est naturel, un accroissement de population est sans doute un bien : c'est même une condition nécessaire pour que la production annuelle s'accroisse dans l'avenir. [...] la seule question est : quel est l'ordre de grandeur de cet accroissement ? »* (Malthus, 1963, p. 89). L'*Essai* sera fortement

¹ Malthus ajoute également les métiers pénibles et insalubres, la pauvreté, la mauvaise nourriture, les excès, etc.

² Une population nombreuse est source de prospérité pour ceux-ci. Malthus a retourné leur thèse : la prospérité est source d'une population nombreuse (qui n'est pas malheureuse ni misérable).

critiqué durant le 19^{ème} siècle par un ensemble d'économistes et philosophes soulignant son caractère antinataliste et surtout antisocial (Minois, 2011, p. 388). Le « *malthusianisme* » désignera alors des politiques publiques antisociales et anti-pauvres. Cette réduction plutôt négative de l'œuvre, cette lecture, sera également nourrie par la parabole du banquet, uniquement présente dans l'édition de l'*Essai* de 1803 :

« *Un homme qui est né dans un monde déjà occupé, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couverts mis pour lui. Elle lui commande de s'en aller, et elle met elle-même promptement ses ordres à exécution s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des convives du banquet* » (Malthus, 1803, cité par Robert, 2010, p. 263).

Ces quelques lignes vont faire couler beaucoup d'encre, et notamment en France, pays dans lequel la transition démographique débutait alors (Robert, 2010). Il peut paraître assez lointain du sujet de ce mémoire de reprendre aussi longuement Malthus mais, dans la quasi-totalité des chapitres voués à la question démographique, les décroissants font référence à Malthus, de même qu'avec des héritiers les néomalthusiens, souvent par la focale de la *réduction négative*¹.

2.2.3. Après Malthus : le néomalthusianisme et le paradigme boserupien

Quel est l'héritage malthusien ? Pour Minois, il n'y a pas eu, dans les faits, un malthusianisme, si ce n'est comme abstraction théorique pure : si la théorie de Malthus avait été appliquée, « *dans les faits, seuls les membres des classes moyennes et aisées pourraient se marier* » (2011, p 377), les pauvres devant s'aider eux-mêmes avant de fonder une famille. Dans le langage courant, le malthusianisme correspond plutôt à « *toutes les théories comprenant des politiques publiques de régulation de la population* » (Projet BaSES, s.d.) et est couramment exemplifié par la politique chinoise coercitive de l'enfant unique (Angus & Butler, 2013, p. 133). Nous verrons, dans les lignes qui suivent,

¹ Malthus serait l'auteur le plus détestable qui soit pour les décroissants. Voulant à tout prix faire disparaître les pauvres, préférablement en instiguant des politiques visant à les tuer voire à les exterminer, le pasteur nourrirait une haine des plus faibles. Sa doctrine serait alors une doctrine profondément inégalitaire, voire eugéniste et acceptée par les bourgeois puis les nantis d'aujourd'hui. Je n'ai retrouvé ces thèses sur Malthus que chez les décroissants. J'en reparle dans mon point 3.5.1.

que la perspective néomalthusienne, dans ce mémoire, est envisagée par une appréhension de la relation population-environnement holistique. L'échelle globale remplace l'échelle nationale.

Concernant les écrits du pasteur, il semble qu'entre la fin du 18^{ème} siècle et la première moitié du 20^{ème} siècle, ses thèses soient tombées peu à peu dans l'oubli. Néanmoins, elles sont réactualisées après la Seconde Guerre mondiale (Sandron, 2002, p. 18 ; Livi Bacci, 2017, p. 52), sous les plumes de William Vogt¹ (1911-1968), avec son ouvrage « *Road to Survival* » (1948), et de Fairfield Osborn² (1887-1969) avec son ouvrage « *Our Plundered Planet* » (1948), dans une Amérique rejetant encore les thèses malthusiennes au début du 19^{ème} siècle (Desrochers & Hoffbauer, 2009, p. 40). La peur d'une surpopulation, cette fois-ci mondiale, apparaît : il y aurait trop de monde dans un monde qui n'a pas assez de ressources. Le point de vue holiste est adopté : le problème n'est plus localisé ((néo)malthusianisme national) mais global (néomalthusianisme planétaire). Dans les ouvrages de Vogt et d'Osborn, à la surpopulation, cette « *cause principale de la destruction environnementale* » (Desrochers & Hoffbauer, 2009, p. 46, ma traduction), s'ajoutent les destructions conséquemment au développement technologique et à l'avidité économique (recherche du profit à tout prix) (pp. 48-49).

Les deux ouvrages vont ramener la vision néomalthusienne, pessimiste, au-devant de la scène et influencer un grand nombre d'étudiants américains pendant les années 1950-1960. Deux décennies plus tard, c'est au tour de Paul Ehrlich et de sa femme Anne, dans leur ouvrage « *The Population Bomb* » (1968), de soutenir que le futur de l'humanité est profondément en danger (Charton, 2013, p. 32) puisqu'il y a déjà trop de monde dans le monde. La surpopulation mène et va mener à un désastre écologique. Pour éviter cela, les Ehrlich soutiennent, entre autres, que les Etats-Unis doivent ouvrir la voie concernant le problème démographique puisque ses habitants consomment le plus de ressources³ (p. 32). Mais les politiques recommandées divergent grandement entre les USA et les pays pauvres (Angus & Butler, 2014, p. 37) : aux USA, ils préconisent la mise en place d'une fiscalisation punitive pour les familles nombreuses, un accès facilité aux méthodes

¹ Ecologue et ethnologue.

² Naturaliste.

³ Les exemples de politiques antinatalistes sont pour certaines coercitives (stérilisation), incitatives (impôt selon le nombre d'enfants), libertaires (accès libre à l'avortement, par exemple).

contraceptives et une meilleure éducation sexuelle, tandis que dans les pays pauvres, les politiques de stérilisation obligatoire des hommes ayant beaucoup d'enfants et d'arrêt de l'aide alimentaire sont préconisées.

Si les ouvrages « *apocalyptiques* »¹ (Charton, 2013, p. 32) ou pessimistes se multiplient entre les années 1960-1980 sur le devenir de l'Humanité, la réalité revient, à nouveau, contredire les thèses malthusiennes. Durant ces mêmes années, un schéma opposé au pessimisme apocalyptique des néomalthusiens va être développé par l'économiste danoise Esther Boserup (1910-1999) : le schéma boserupien. Basé sur son ouvrage « *Evolution agraire et pression démographique* » (1965), le schéma défendu par Boserup postule que « *le développement démographique est le facteur déterminant essentiel des changements technologiques survenus en agriculture* » (Boserup, 1970, citée par George, 1971, p. 594). Ainsi, la pression démographique - surtout la densité de la population - amène des changements technologiques, mais pas uniquement dans le domaine agricole : passage de la cueillette à l'agriculture, urbanisation progressive et création de villes allant de pair avec une amélioration du réseau routier ou ferroviaire. Ces dynamiques sont rendues possible par le nombre (Boserup, 1974, p. 546). Synthétiquement, Boserup soutient qu'il y a une « *corrélation très étroite entre l'importance d'une population, sa densité et le degré de stratification et de complexité de son système social* » (p. 551). Cette vision retourne la position malthusienne : « *chez Malthus, la croissance de la population doit se plier à celle des moyens de subsistance, dont elle est la cause. Chez Boserup, la croissance démographique n'est pas affectée par les transformations de l'agriculture qu'elle commande, semble-t-il, sans résistance* » (Le Bras, 1996, p. 259).

La vision boserupienne a aussi le mérite de prophétiser un monde à venir : « *il ne faut pas oublier que Malthus raisonnait dans un monde plein où les engrais artificiels étaient encore inconnus, et Boserup dans un monde ouvert en plein boom industriel, à la veille de la révolution verte*² » (Le Bras, 1996, p. 260). Quand Malthus a théorisé sa contradiction fondamentale entre les taux de croissance des ressources et de la croissance démographique, il ne pouvait deviner ni la baisse de la fertilité européenne du 19^{ème} siècle

¹ Tirée des cavaliers de l'Apocalypse et d'une eschatologie apocalyptique (guerre, famine, épidémies).

² La révolution verte correspond à un processus d'industrialisation de l'agriculture, à l'aide d'entrants chimiques et de l'usage de machines. Ces méthodes ont permis d'augmenter considérablement le rendement (blé, maïs, riz) dans plusieurs pays (Inde, Mexique, Chine).

(O'Neill, *et al.*, 2001, p. 83), ni la Révolution verte (~ 1960-1990), ni la mondialisation néolibérale actuelle¹.

En résumé, la hausse démographique est appréhendée de deux manières différentes. D'un côté, les pessimistes apocalyptiques soutiennent qu'il y a trop de monde dans un monde aux ressources limitées² et, de l'autre, les optimistes technologiques pensent que le nombre est le salut de l'Humanité³. Les seconds ressemblent pour beaucoup aux cornucopiens que j'ai défini plus haut. Si j'ai proposé une définition pour les premiers, je vais maintenant définir, à l'aune des débats entre les thèses de Boserup et les tenants de l'apocalypse – Osborn, Vogt, Ehrlich (Charton, 2013) –, le terme de néomalthusianisme.

Un *néomalthusien* part du constat que « *la planète Terre est un système fini et que ses ressources naturelles sont limitées. Le système terrestre ne peut compter que sur ses dynamiques internes pour assurer sa survie* » (Morin & Orsini, 2015, p. 65). S'opposant à la vision cornucopienne, cette vision voit donc l'Humanité comme une force *déstabilisatrice* qu'il faut gérer (la hausse démographique est définitivement un problème). Ces dynamiques internes, d'une importance capitale pour tout néomalthusien, dépendent d'équilibres dont un est particulièrement critique, celui entre la régénération des ressources et leur consommation par une population donnée : la capacité de charge (ici de la Planète)⁴. Avant de développer ce point, je sors rapidement du dualisme présenté ci-dessus et apporte quelques éléments sur le rapport population-développement qui éclipse pour certains auteurs le rapport population-environnement.

¹ L'Angleterre, actuellement, importe près de 30% de ses besoins alimentaires.

² Soit question/problème.

³ Soit question/solution.

⁴ Le terme dans cette phrase aurait tout aussi bien pu être remplacé par le terme d'empreinte écologique. Je reviendrai au cours de ce travail sur la différence entre ces deux notions.

2.2.4. L'internationalisation du problème : population et développement

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, en 1946, l'Organisation des Nations Unies (ONU) crée la Commission de la population (*Population Commission*) qui deviendra en 1992 la Commission de la population et du développement (*Commission on Population and Development – CPD*). Cette Commission va organiser entre les décennies 1970 à 1990 trois conférences sur le thème de la population : en 1974 à Bucarest, en 1984 à Mexico, et en 1994 au Caire. Les deux premières ont vu les intérêts des pays développés et en voie de développement se confronter (Lassonde, 1996, p. 22). Lors de la Conférence de Bucarest, les pays industrialisés soutiennent que le planning familial et la réduction de la fécondité doivent primer sur les objectifs de développement que les pays en voie de développement sont en train de se fixer. Durant la Conférence de Mexico, les pays en voie de développement, dont la population augmente rapidement, soutiennent qu'ils ont besoin d'assistance financière et technique pour contrôler la démographie alors que les pays développés, surtout les USA, pointent du doigt que la croissance démographique est un phénomène neutre et que des processus de développement, notamment la décentralisation du marché, peuvent mener à la voie du développement (p. 22).

En 1994, la situation évolue différemment et lors de la Conférence internationale sur la population et le développement un consensus commence à se former. Un Programme d'action, ratifié par 179 pays, entérine l'idée que les « *questions de population et de développement sont indissociablement liées. [...] La conférence a adopté un Programme [...] axé sur les besoins et les droits individuels, et pas sur la réalisation de cibles démographiques* » (Fonds des Nations Unies pour la population [FNUAP], 2012, p. 5). Le programme d'action vise à stimuler la croissance économique : « *jusqu'ici, la problématique population-développement se référait au développement sans préciser qu'il était soumis à l'impératif de croissance* » (Lassonde, 1996, p. 81). Pour Sourouille (2020), les problématiques démographiques sont dès lors noyées dans une perspective purement économique (développement par la croissance économique) (p. 18). Pour Ariès (2002), bien que la Conférence ait soutenu que les besoins des individus et les droits des femmes devaient être respectés et défendus, l'ONU cachait alors derrière son Programme une volonté de contrôler les populations des pays du « Tiers-monde » (p. 46). Il est également intéressant de noter que depuis la Conférence du Caire « *les liens critiques entre démographie, environnement et développement ont été ignorés dans les débats internationaux sur la durabilité* » (The Royal Society, 2012, p. 12, ma traduction). Dans

le couple développement – essentiellement économique¹ - et population, l’environnement semble le laissé-pour-compte².

Lassonde (1996) a mis en évidence que dans le débat international sur la population, entre les années 1950 et 1990, se côtoyaient deux grands courants de pensée :

« le courant anglo-saxon, dominé par les Américains, et le courant latin dont les Français sont sans doute les représentants les plus typés. Schématiquement, on peut dire que le courant anglo-saxon est malthusien et antinataliste alors que le courant latin est nataliste et populationniste » (p. 167).

Je reviendrai sur ce dualisme quand je traiterai des « *objecteurs de croissance* » (Ariès, 2017, p. 127). Pour des auteurs plus contemporains que Lassonde (1996), la liaison entre population et développement, depuis la Conférence de 1994, a éclipsé les relations entre la (sur)population et l’environnement (TARRIER, 2011, p. 23 ; BERTAUX, 2017, p. 11 ; MONET, 2018, p. 11 ; SOURROUILLE, 2020, pp. 62-65) en laissant de côté le second dans l’équation de la durabilité. Les Conférences sur la population, défendant la croissance économique et laissant de côté la croissance démographique, éclipsent, pour ces auteurs (TARRIER, BERTAUX, SOURROUILLE) une réalité : l’humanité aurait dépassé la capacité de charge de la Planète.

¹ Voir point 2.1.2.

² Voir le dernier paragraphe de cette partie.

2.3. Capacité de charge : une population limitée ?

2.3.1. Les origines de l'approche et ses critiques

Parallèlement aux lectures cornucopiennes et néomalthusiennes, dans les années 1970-1980, la dégradation de l'environnement devient un sujet de plus en plus important dans la « réflexion sur l'évolution démographique, et la notion de capacité de charge s'impose peu à peu » (Lassonde, 1996, p. 173). Provenant de la science écologique, cette notion est notamment tirée des travaux d'Eugene P. Odum (1913-2020) (Cohen, 1995, p. 239 ; Price, 1999, pp. 6-7). Bien qu'il existe de multiples définitions de cette notion, la capacité de charge (ou capacité d'accueil, ou capacité de porter ou *carrying capacity*) postule « qu'il existe des contraintes environnementales qui fixent un maximum à la taille qu'une population peut atteindre en toute sécurité » (Price, 1999, pp. 5-6, ma traduction). La Figure 4 montre le schéma idéalisé de la capacité de charge d'un milieu donné. En théorie, une population est contrainte par son environnement et tend à ne pas dépasser la capacité de charge de son milieu. Si elle le fait, consciemment ou inconsciemment, elle met en danger ses possibilités d'existence dans le futur (décroissance ou extinction).

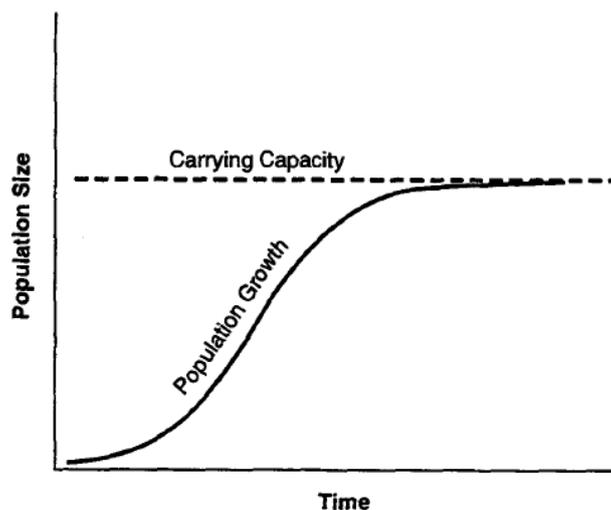


Figure 4 Schéma représentant une capacité de charge

La figure représente la croissance d'une population atteignant les contraintes d'un milieu. En théorie, la rencontre entre la limite représentée par la capacité de charge et la courbe représentant la population correspond à une *population optimale*. Le schéma ne prend en compte que l'évolution de la population mais la capacité de charge peut être aménagée volontairement (révolution agricole par exemple). Dans la théorie de Catton, la capacité de charge – si elle n'est pas endommagée (pollution, mauvaise gestion des terres) – doit pouvoir soutenir une population sur un temps illimité (bien que les milieux naturels évoluent indifféremment des transformations induites par l'Homme, évolution qui peut avoir un impact négatif ou positif sur les possibilités d'existence d'une population donnée). Figure tirée de Price (1999, p. 8).

La capacité de charge a d'abord été utilisée dans des milieux maîtrisés, contrôlés, puis les expériences ont été extrapolées à l'échelle humaine puis planétaire (Le Bras, 1996, p. 28). Cohen (1995) a fait une revue des estimations de la capacité de charge de la planète sur quatre siècles. Celles-ci varient entre une population humaine d'un milliard à plus de 1000 milliards pouvant se partager la planète. Les mesures les plus fréquentes tablent sur une capacité de charge estimée entre 8 et 16 milliards d'individus (p. 213).

Pour Daily, Ehrlich et Ehrlich (1994), la population globale des années 1990 (estimée alors à 5,5 milliards d'individus) dépassait déjà la capacité de charge de l'environnement global (p. 469). Ces mêmes auteurs ajoutent qu'il faut différencier une *taille de population optimale* (« *optimum population size* », p. 470) et un maximum d'individus qui peuvent être simultanément présents sur la Terre. Six critères (pp. 470-473) ont été retenus par ces auteurs pour définir cette taille. Premièrement, une taille de population optimale correspond à une *population durable* (« *sustainable population* », p. 470) qui ne met pas en danger l'existence des générations futures. Deuxièmement, une population optimale durable devrait être assez limitée en nombre pour que chaque être humain puisse vivre décemment et cela en prenant en compte les écarts de richesse et les inégalités d'accès aux ressources. Troisièmement, la taille de cette population doit pouvoir être corrélée à la garantie d'accès pour tous les individus à un ensemble de droits fondamentaux¹. Quatrièmement, cet optimum durable doit garantir la préservation des populations dispersées (hétérogénéité de la géo-démographie) et de leurs cultures respectives. Cinquièmement, la taille optimale offre une *masse critique* (« *critical mass* », p. 472) stimulant la créativité artistique, intellectuelle et technologique. Sixièmement, cette taille de population optimale durable doit garantir la préservation de la biodiversité (p. 473). Les auteurs estimaient alors que la capacité de charge en prenant en compte ces critères contraignait la population humaine à ne compter que 1,5 à 2 milliards d'individus (p. 474).

Les recherches sur la capacité de charge ont été l'objet de multiples critiques. Pour Le Bras (1996), cette notion est difficilement applicable à l'être humain car « *il faut forcer la comparaison pour passer d'un milieu limité à l'ensemble de la planète* » (p. 23). Elle souffre d'une double-contraainte : « *la population limite, donc la surpopulation, ne peut*

¹ Santé, éducation, hygiène, perspectives économiques.

être définie qu'à l'échelle mondiale si l'on tient compte des échanges internationaux de vivres et de produits internationaux. Mais, d'autre part, le schéma malthusien ne peut fonctionner qu'à de petites échelles » (p. 33). Pour Tertrais (2020), deux méthodes sont principalement employées pour déterminer la capacité de charge de la planète : « *l'une se fonde sur l'évaluation des ressources renouvelables, la seconde, sur les capacités de production locale [...] La première sous-estime l'impact des technologies, et la seconde, les vertus du commerce* » (p. 61). Calculer une taille optimale de la population ou une population limite n'a donc pas de sens : « *il n'y a pas d'optimum, ni d'homéostasie, ni d'équilibre optimal dynamique. Les populations varient avec leur environnements [...] mais aussi dans leurs comportements sociaux* » (Le Bras, 1996, p. 254). Enfin, Cohen (1995) a souligné que les calculs de la capacité de charge sont plutôt des « *estimations conditionnelles et probables : si les choix futurs sont comme-ci comme-ça, alors la capacité de charge sera probablement comme-ci ou comme-ça* » (p. 262, ma traduction). Ces calculs ne peuvent faire l'économie de nombreux facteurs démographiques mais également technologiques, culturels (vieillesse globale, urbanisation, mouvements migratoires, changements agricoles) qui doivent être intégrés à toute estimation scientifique d'une population limite (Cohen, 2005, p. 54). Pour Cohen (2005), il n'existe pour l'instant pas d'estimation scientifique prenant en compte tous ces facteurs (p. 54).

Deux visions antagonistes, concernant la capacité de charge, peuvent être mises en évidence : la première voit dans la capacité de charge une limite nécessitant que l'être humain freine sa croissance démographique (Daily *et al.*, 1994) pour éviter le dépassement ou tout simplement retrouver cette limite (Catton, 2009) ; la seconde avance que cette capacité peut être aménagée, que la croissance démographique fait partie des conditions de l'augmentation ou d'aménagement de cette limite. C'est un débat qui finalement reprend le dualisme malthusianisme-cornucopianisme :

« On distingue donc les pessimistes (les malthusiens), qui pensent que la capacité de charge est une limite qui va mettre un terme à la croissance démographique, et les optimistes (les cornucopiens) qui pensent que la technologie et l'innovation humaine vont continuer à neutraliser (et repousser) cette limite » (Servigne, 2014, p. 128).

Une des questions que pose la vision des optimistes technologiques est la suivante : jusqu'à quel point peut-on repousser cette limite ? Si, en théorie, un dépassement de la capacité de charge induit des conséquences plus ou moins graves pour une population, il est cependant concevable qu'un dépassement soit sans conséquences sur un temps donné

mais qu'il ne le soit pas sur le long terme. Cette thèse est celle du *dépassement* (Catton, 1982).

2.3.2. La capacité de charge et son dépassement

Pour Catton (2009), la charge humaine ne dépend pas uniquement du nombre d'êtres humains mais également de la charge technologique induite par la civilisation. Il subsume les deux sous le concept de *pression de charge* (« *load pressure* », p. 129). Cette pression n'est donc pas uniquement liée à la taille de la population (la pression humaine) mais également aux impacts de la technologie que l'Humanité utilise (ressources et corrélativement la pollution). Pour Catton (2009), deux libertés – la liberté de procréer et la liberté d'inventer – ont été trop bien (« *too well* », p. 136) utilisées par l'Humanité mais pas assez sagement (« *wisely* », p. 136) durant les deux derniers siècles. Ces deux libertés – entraînant un déficit de la capacité de charge (« *carrying capacity deficit* », p. 134) – vont restreindre le champ des possibles des générations futures (réduction de leur liberté – possibilité de voyager, de consommer – et réduction de l'amélioration des conditions de vie – guerres internationales pour l'accès aux ressources et vie plus modeste énergétiquement et technologiquement).

Ainsi pour Catton (1982), depuis la fin des années 1940 et le début des années 1950 nous nous trouvons dans l'*Age du dépassement* (« *Age of Overshoot* », p. 141) de la capacité de charge¹. Ce dépassement a été rendu possible par l'utilisation des ressources non-renouvelables, notamment les énergies fossiles. Pour Catton, le cœur du problème se trouve là : il n'y a pas eu d'ajustement progressif de la capacité de charge mais un dépassement brusque rendu possible par l'utilisation de ce type d'énergie. Il parle alors d'une capacité de charge *fantôme* (« *phantom carrying capacity* », p. 44) : le dépassement de la capacité de charge est illusoire et précaire. La différence entre le dépassement et la limite actuelle va mener l'Humanité à consommer bien plus que ce qui est réellement (et non pas illusoirement) disponible. La Figure 5 schématise ce dépassement. Catton soulignait déjà dans les années 1980 que « *pour s'affranchir complètement de la dépendance à l'égard de l'énergie préhistorique (sans réduire la population ou la*

¹ Deux croissances peuvent conduire au dépassement : la croissance démographique et la croissance technologique (notamment les changements d'utilisation des sources énergétiques). Dans les écrits de Catton, les deux facteurs sont responsables actuellement de l'état de dépassement, bien qu'inégalement.

consommation d'énergie par habitant), l'homme moderne aurait besoin d'une augmentation de la capacité de charge contemporaine équivalent à dix Terres » (Catton, 1982, p. 52, ma traduction). Son constat restera identique deux décennies plus tard (Catton, 2009, p. 173).

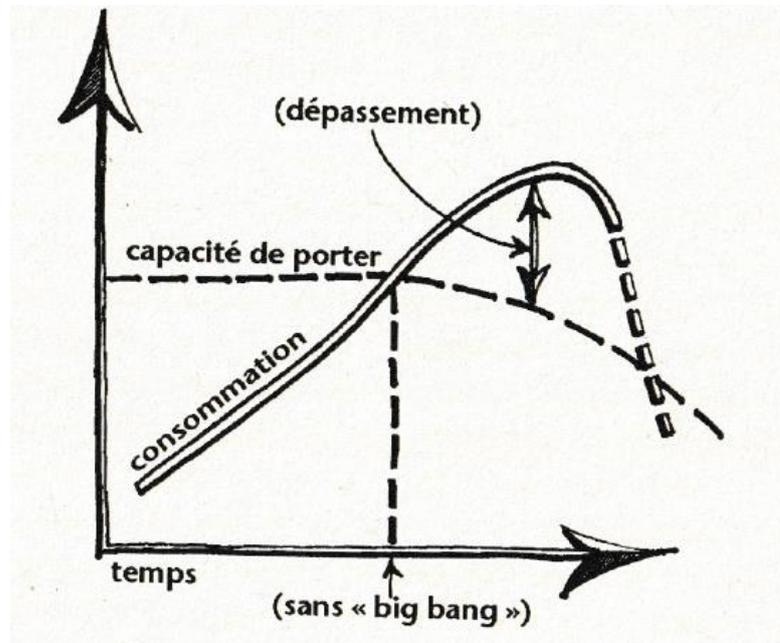


Figure 5 Représentation du dépassement de la capacité de charge

Schéma représentant ce que Catton théorise sous le concept de dépassement. Avant ce dépassement, il n'y a pas de « big bang » ou d'effondrement. La différence entre la consommation et la capacité de porter (ou de charge) – le dépassement – aboutit à une baisse drastique de la capacité de charge et de la consommation (dégradation de la capacité du milieu à répondre aux besoins de la ou des populations et donc des conditions de vie). Figure tirée de Rees & Wackernagel (2017, p. 83)

Alors que Daily *et al.* (1994) se concentrent sur la taille de la population, Catton avance que la pression de charge – intégrant également le facteur technologique – peut engendrer un dépassement de la capacité de charge. Catton (1982) préconisait que l'humanité commence à vivre « dans les limites de la capacité de charge sans essayer de l'augmenter¹. Nous devons nous appuyer sur les ressources renouvelables consommées à un rythme plus lent que leur taux de rendement » (p. 260, ma traduction). Cette nouvelle manière de vivre passe selon Catton (2009) par une réduction drastique des modes de vie des plus consommateurs et de ceux qui ont le plus d'impact, ceux qu'il nomme les

¹ Perspective anti-cornucopienne.

« *Homo colossus* » (p. 254). Si cet effort n'est pas réalisé, Catton pressent que la population globale humaine va drastiquement se réduire (p. 254) puisque le dépassement entraîne un déficit durable de la capacité de charge (induisant moins de ressources disponibles pour les générations futures). La vision de Catton est plus alarmante que celle de Daily *et al.* (1994) puisque les conséquences de ce dépassement – gravissimes si l'on suit Catton – ne sont pas perceptibles (comment alors identifier une population durable ?). Contrairement à Daily *et al.* (1994), Catton ne donne pas d'estimations de la capacité de charge globale ou plus exactement une taille optimale d'une population durable. Mais, il soutient qu'une réduction volontaire des naissances couplée à un changement radical des manières de vivre – surtout celles basées sur le modèle américano-européen – doivent être mis en route pour éviter une catastrophe future – i.e. « *l'extinction de la population humaine* » (Catton, 2009, p. 208, ma traduction) – et retrouver un état de non-dépassement.

2.3.3. Capacité de charge : un regain d'intérêt ?

Si les études sur la taille optimale de la population ou la capacité de charge de la planète peuvent sembler attractives, elles peinent néanmoins à prendre en compte les éléments culturels, économiques, sociaux, ainsi que les choix personnels liés à ceux-ci (Cohen, 1995, pp. 261-296). Faut-il pour autant abandonner l'idée ? En novembre 2017, William J. Ripple et 7 coauteurs (Ripple *et al.*, 2017) réactualisent un texte paru en 1992 sous le titre « *World Scientists' Warning to Humanity* », signé alors par plus de 1500 scientifiques et plus de 90 nobélites (Unions of Concerned Scientists [UCS], 1997). Dès l'introduction du texte de 1992, le ton est donné : « *les êtres humains et le monde naturel sont sur une trajectoire de collision* » (UCS, 1997, p 1, ma traduction). Le constat, pessimiste, est également alarmant : les activités humaines ont pour conséquence d'endommager parfois irréversiblement l'environnement et de gaspiller des ressources limitées. Les auteurs concluaient qu'il fallait agir dans cinq domaines simultanément pour freiner ce processus destructeur :

« 1. Nous devons maîtriser les activités nuisibles à l'environnement afin de restaurer et de protéger l'intégrité des systèmes terrestres dont nous dépendons [...]

2. Nous devons gérer plus efficacement les ressources essentielles au bien-être humain [...]

3. *Nous devons stabiliser la population. Cela ne sera possible que si toutes les nations reconnaissent que cela nécessite une amélioration des conditions sociales et économiques et l'adoption d'une planification familiale efficace et volontaire.*

4. *Nous devons réduire et, à terme, éliminer la pauvreté.*

5. *Nous devons assurer l'égalité sexuelle, et garantir aux femmes le contrôle de leurs propres décisions en matière de procréation* » (UCS, 1997, pp. 5-6, ma traduction).

Ripple *et al.* (2017), 25 ans plus tard, constatent que la situation a empiré sur plusieurs points : augmentation de la pollution, augmentation du taux de déforestation, augmentation du parc animal mondial et des pollutions en découlant (entre autres). Les préconisations des auteurs pour passer au développement durable sont plus nombreuses que les 5 points du texte de 1992. La dernière préconisation de leur texte concerne la capacité de charge. Un des points qu'ils défendent est qu'il faut « *estimer scientifiquement et d'une manière justifiable une taille de population humaine durable à long terme tout en rassemblant les nations et les dirigeants pour soutenir cet objectif vital* » (Ripple *et al.*, 2017, p. 1028, ma traduction). Ce point est intéressant et semble aller dans le sens d'un regain d'intérêt pour la question de la population optimale.

Partir de la capacité de charge induit que l'environnement peut jusqu'à un certain point assimiler l'impact d'un certain nombre d'êtres humains. Si les recherches de la population optimale se concentrent sur la capacité de charge, et la recherche d'un maximum d'êtres humains pouvant se partager la Terre, elles ne révèlent pas quel est le poids de l'Humanité ou plutôt l'*impact* qu'a la démographie sur le milieu terrestre. Ceci est le sujet des parties suivantes de ce mémoire.

2.4. L'impact de la population globale (I) : l'IPAT

Avant de développer plus en profondeur les éléments que j'ai intégré sous le terme d'*impact* de la population globale, il est nécessaire de faire au moins trois remarques générales.

Première remarque : les paragraphes qui vont suivre ne s'intéressent qu'à une échelle générale ou macro de l'impact de la population globale sur l'environnement (ou la Terre). Je ne vais pas m'attarder sur les études d'un niveau moins général, les études micro ou meso, comme l'on fait De Sherbinin, Carr, Cassels et Jiang (2007) ou encore les études plus localisées (comme par exemples : l'étude de Ehrlich et Ehrlich (1972) sur la relation entre la pollution et l'accroissement de la population à Los Angeles, l'étude de Cramer (1998) sur la relation entre la qualité de l'air et la croissance démographique en Californie ou encore l'étude plus récente de Creel (2003) étudiant les liens entre la hausse démographique dans les régions côtières et l'impact découlant de celle-ci sur le littoral). Une focale plus générale ou globale a été choisie.

Deuxième remarque : l'aspect global des données présentées dans les prochaines parties éclipsent beaucoup de paramètres. Le rapport entre la croissance de la population et ses impacts sur l'environnement est complexe (Véron, 2013, p. 112 ; 2020, pp. 11-12) : il ne peut être réduit à la simple relation population-environnement. Bien que les variations proprement démographiques aient un poids sur l'environnement¹ et que la densité de la population puisse entraîner des pressions environnementales graves (dynamique négative) ou avoir un impact positif (dynamique positive²), Cohen (2010) défend que la question démographique ne peut être pensée sans prendre en compte la culture et l'économie dans laquelle la population évolue. Il ajoute également qu'il « *existe une course entre la complexité des problèmes qui sont générés par l'augmentation du nombre d'humains et la capacité des humains à comprendre et à résoudre ces problèmes* » (Cohen, 1995, p. 369, ma traduction). La Figure 6, conceptualisée par Cohen (2010), tente de rendre compte de la complexité de la question démographique. Je me suis focalisé dans

¹ Le vieillissement global de la population mondiale entraîne des demandes croissantes d'infrastructures spécifiques tandis que les cohortes plus jeunes peuvent migrer plus facilement, engendrant ainsi une baisse de la pression humaine dans et sur un milieu donné.

² Par la mise en place de réponses politiques visant à réduire l'impact local (réduction de la pollution, par exemple).

ce mémoire sur l'impact qu'a et qu'aura la croissance démographique mondiale sur l'environnement (principalement les tendances générales).

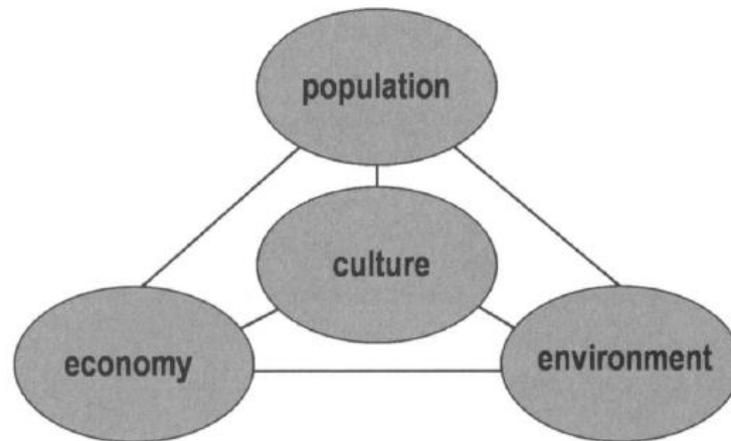


Figure 6 Aspects du problème démographique

La figure représentée par cette pyramide intègre les différents aspects fondamentaux selon Cohen (1995, p. 389) – soit la population, la culture et l'économie dans lesquelles elle évolue, et son milieu environnemental - qu'il faut garder à l'esprit dans toutes recherches sur les problèmes démographiques. Si l'on suit sa réflexion, le rapport *population-environnement* est insuffisant pour analyser le problème démographique. Il existe d'autres approches (Cohen, 2010, p. 159). Figure tirée de Cohen (2010, p. 158).

Dernière remarque : les études sur les relations entre la population et l'environnement demandent encore à être étoffées : « *les plus grands défis théoriques de la recherche population-environnement résident sans doute dans l'insuffisance des connaissances sur les interactions et rétroactions entre la population, l'environnement et d'autres facteurs* » (Weber & Sciubba, 2019, p. 383, ma traduction). Même les experts de la question démographique ont peu étudié la relation entre les dynamiques démographiques et la question environnementale (Véron, 2013, p. 7).

Je commence ma réflexion par une équation voulant rendre compte de l'impact de la population sur l'environnement, l'IPAT, puis je développe les trois grandes tendances subsumées sous les termes de changement d'usage des sols pour rendre compte de l'impact de la population mondiale sur l'environnement.

2.4.1. L'IPAT et ses bases théoriques

Son origine remonte au début des années 1970 (O'Neill *et al.*, 2001, p. 118) lorsque deux chercheurs Paul R. Ehrlich et John Holdren l'élaborent en réponse aux thèses de Barry Commoner (1917-2012). Commoner avançait que la pollution, aux USA, entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années 1970, était en grande partie le fait de la « *technologie de production* » (Commoner, 1972, p. 361, ma traduction). Pour Commoner, les impacts environnementaux proviennent en majorité des changements technologiques (usage de pesticides, de phosphore, etc.). *A contrario*, Ehrlich et Holdren (1972) soutiennent, que « *la croissance de la population cause un impact négatif disproportionné sur l'environnement* » (p. 369, ma traduction). Ils synthétisent, après de multiples échanges avec Commoner (Chertow, 2008, p. 17), le problème sous la forme suivante : $I = P \times A \times T$.

En détails : un impact (I) défini comme l'impact total d'une société sur un écosystème (en termes de déchets ou d'appauvrissement des ressources) est égal à la multiplication de trois facteurs ($P \times A \times T$). Le P représente la taille de la population. Le A équivaut à la richesse (consommation par personne) ou *affluence*. Et le T subsume l'utilisation des ressources ou pollution induite par la technologie (O'Neill *et al.*, 2001, p. 118). Si l'un des facteurs augmente, l'impact global fait de même.

IPAT : (Impact) = (Population) x (Consommation par personne) x (Technologie)

Dans la perspective d'Ehrlich et Holdren (1972), si l'on veut éviter une dégradation de l'environnement, la population est un des facteurs - ou une des variables - sur lequel il faut avoir une emprise :

« Nous ne suggérons pas ici que les voitures électriques, les centrales nucléaires ou les substituts des phosphates sont intrinsèquement mauvais. Nous soutenons plutôt qu'eux aussi ont des coûts environnementaux qui doivent être évalués par rapport à ceux qu'ils éliminent. [...] s'il y a trop de gens, même la technologie la plus judicieusement gérée n'empêchera pas l'environnement d'être sursollicité » (p. 376, ma traduction).

Les approches de Commoner et d'Ehrlich et Holdren diffèrent. Chertow (2008) a mis en évidence qu'il y a deux grandes différences entre les travaux de Commoner (1972) et les travaux d'Ehrlich et Holdren (1972) : celle du temps et celle de l'échelle. Commoner s'est focalisé sur un temps donné et a circonscrit son étude sur la pollution aux USA tandis qu'

Ehrlich et Holdren ont choisi une échelle de temps et d'espace beaucoup moins spécifique (p. 18).

L'IPAT est considéré comme un outil particulièrement utile : l'équation « *indique que les pressions environnementales peuvent être atténuées par [...des ...] politiques visant à ralentir la croissance démographique, à réduire ou à ralentir la croissance de la consommation par habitant [...] ou à diminuer l'impact environnemental de la production* » (O'Neill *et al.*, 2001, p. 118, ma traduction). La formule a cependant été critiquée : elle simplifierait la réalité (O'Neill, 2010, p. 83), ne prendrait en compte que les trois facteurs définis de manière très large (MacKellar, Lutz, Prinz & Goujon, 1995, p. 849 ; O'Neill, *et al.*, 2001, p. 119) et serait également interprétable de différentes façons (Chertow, 2008, p. 20). MacKellar *et al.* (1995) ont exemplifié ces diverses interprétations : un *Malthusien* pourra défendre que « *la croissance de la population diminue la richesse et entrave ainsi le progrès technique* » (p. 849, ma traduction), un *Boserupien* soutiendra que « *la croissance de la population améliore la technologie et augmente ainsi la richesse* » (p. 849, ma traduction) et un tenant de la *modernisation*¹ argumentera que « *l'augmentation de la richesse ralentit le taux de croissance de la population et améliore le progrès technique, réduisant ainsi l'impact par unité de produit national brut* » (p. 849, ma traduction). Selon l'interprétation, les hypothèses à la base des recherches utilisant l'IPAT pourrait donc favoriser un facteur par rapport à un autre. Néanmoins, outre ces divergences, « *le legs le plus persistant de l'IPAT* » (Chertow, 2008, p. 19, ma traduction) est son utilisation dans la recherche sur le changement climatique. Reformulée, elle peut prendre l'aspect suivant (p. 19) :

$$\text{Emissions de CO}_2 = (\text{Population}) \times (\text{PIB par personne}) \times (\text{Energie carbone})$$

Une variante de l'IPAT, l'équation de Kaya (Kaya & Yokobori, 1998) ou *Kaya Identity*, a été utilisée dès les années 2000 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC] (2000) pour prédire les futures émissions de GES.

L'équation de Kaya se divise ainsi (GIEC, 2000, p. 84 ; Sourrouille, 2020, p. 43) :

¹ Autrement dit, un individu ayant accepté la théorie liant baisse de la population et développement (point 2.2.4).

$$\text{Emissions de CO}_2 = (\text{Intensité carbone ou émissions de CO}_2 \text{ par unité d'énergie}) \times (\text{Intensité énergétique par point de PIB}) \times (\text{PIB per capita ou niveau de vie par individu}) \times (\text{Population})$$

Comme dans le cas de l'IPAT, ces différents facteurs ne doivent pas être considérés comme « *des forces motrices fondamentales en elles-mêmes, ni comme généralement indépendantes les unes des autres* » (GIEC, 2000, p. 105, ma traduction). Les quelques auteurs utilisant l'équation de Kaya, selon mes recherches, sont le GIEC (2000) et Kaya (1991). L'équation sert de base aux recherches sur les projections futures des GES.

2.4.2. L'usage de l'IPAT : hausse démographique et émissions de GES

Les éléments développés dans les lignes qui suivent subsument les résultats d'études se basant sur le modèle de l'IPAT ou une variation de celui-ci. Je n'entre pas dans des considérations théoriques concernant les applications des variantes de l'IPAT ni sur les théorèmes qui sous-tendent les formules mathématiques utilisées. La complexité de l'IPAT peut faire l'objet d'une étude à elle seule. Il est certain que le modèle est « *simple, systématique et robuste* » (Dietz & Rosa, 1997, p. 175, ma traduction) au premier abord, mais il se révèle beaucoup plus complexe quand il s'agit d'explicitier les hypothèses qui le fondent (Dietz & Rosa, 1994, p. 283)¹.

Les résultats présentés veulent souligner qu'il existe une relation entre la croissance démographique et la hausse des émissions de GES. Ces études peuvent être différenciées selon un critère : leur approche théorique. Deux approches différentes ont été identifiées par O'Neill (2010) : la première se focalise sur l'analyse de données historiques et tente de montrer qu'il y a un lien entre les croissances démographiques et les émissions de GES ; la seconde se base sur les projections de futures émissions et de ces liens avec l'accroissement de la population (p. 82). La première approche est focalisée sur le passé, la seconde sur le futur.

Dans la littérature, quelques études utilisant la première approche font référence. Dietz et Rosa (1997) et Shi (2003) montrent qu'il existe une élasticité entre les émissions de CO₂ et l'augmentation de la population. L'élasticité doit être entendue comme : « *la variation*

¹ Cf partie 2.4.1.

en pourcentage des émissions associées à une augmentation de 1% de la population » (O'Neill, 2010, p. 83, ma traduction). Dietz et Rosa (1997), soutiennent, en se basant sur les données de 111 pays pour une année (1989) qu'une augmentation de 1% de la population est associée à une augmentation de 1,15% des émissions de CO₂ (p. 177). Shi (2003) propose une analyse basée sur les données de 93 pays sur une période allant de 1975 à 1996. Ses calculs concluent qu'une augmentation de 1% de la population équivaut à une augmentation des émissions de CO₂ comprise entre 1,41 et 1,65% (pp. 35-36).

La méthode de ces deux études a été reprise par Cole et Neumayer (2004). Ceux-ci, contrairement à Shi, ont pris en compte des caractéristiques démographiques plus poussées (la composition de l'âge, le taux d'urbanisation et la taille des ménages) et ont utilisé les données de 86 pays sur une période de 24 ans (1975-1998). Leurs calculs font état d'une élasticité proche de 1 (p. 13) : une augmentation de 1% de la population augmente d'environ 1% les émissions de CO₂. Ils soulignent cependant que l' *« impact de la population va être renforcé par d'autres tendances démographiques »* (p. 17, ma traduction) comme le taux d'urbanisation et le nombre de ménages.

O'Neill (2010) a émis quelques réserves concernant ce type d'étude (p. 84) : (a) la croissance d'une population est un facteur de la hausse des émissions de GES mais n'est pas nécessairement le facteur principal (p. 84) ; (b) la relation étudiée dans ces études entre hausse de la population et hausse des émissions de CO₂ ne tient pas compte des changements dans la population : *« si la croissance de la population [...] affecte la croissance du revenu par personne, qui à son tour affecte les émissions, cet effet n'est pas pris en compte dans les élasticités attribuées aux variables démographiques »* (O'Neill, 2010, p. 84, ma traduction) ; (c) ces études ne montrent pas les différentes élasticités entre les pays étudiés (p. 84). Je renvoie à l'article d'O'Neill *et al.* (2012, p. 160) pour une revue plus complète des différentes études et de leurs corpus (aucune grande tendance ne peut être déduite de ses résultats : autant les méthodes choisies que les résultats – soit l'élasticité – divergent).

Le second type de recherche concernant les liens entre la hausse démographique et les émissions de CO₂ se base sur les projections des futures émissions de GES (O'Neill, 2010, p. 82). Un des premiers travaux mobilisant cette méthode est l'article de Bongaarts (1992). Reprenant une variante de l'IPAT, il démontre que la croissance démographique mondiale est un facteur déterminant des futures émissions mondiales de CO₂ et calcule que celle-ci va engendrer 35% des émissions projetées sur la période 1985-2100 (p. 309).

Il souligne cependant que la hausse de la population n'est pas le facteur déterminant dans le réchauffement climatique : la croissance économique et l'utilisation des énergies fossiles surpassent les émissions de CO₂ liées à la croissance démographique (p. 316). MacKellar *et al.* (1995) reprennent également l'IPAT mais se concentrent alors sur les ménages (abandon du P dans IPAT pour IHAT¹). L'élément-clé de leur étude est de distinguer les émissions émises par les individus de celles émises par les foyers. L'augmentation des GES est bien supérieure quand l'entité IHAT est utilisée : l'augmentation du nombre des foyers va avoir un impact global non négligeable dans le futur (les émissions de CO₂ vont tripler voire sextupler entre 1990 et 2100) (p. 862).

O'Neill, *et al.* (2001) testent également un modèle basé sur l'IPAT et concluent que plus la croissance démographique dans le futur sera lente, plus les émissions de CO₂, sur le long-terme, baisseront (pp. 128-129). Ce constat restera le même quelques années plus tard. O'Neill, MacKellar, et Lutz (2004), toujours en utilisant l'équation, soulignent, selon les calculs effectués, qu'« *une transition démographique plus rapide se traduit par des émissions plus faibles* » (p. 310, ma traduction). En 2009, le FNUAP (2009) met en évidence :

« Il n'existe pas d'être humain qui n'ait véritablement aucun effet sur les émissions de carbone. [...] c'est pourquoi chacun fait partie du problème. [...] Il faut que les gouvernements et les peuples du monde travaillent ensemble sur chaque aspect des facteurs qui augmentent le volume des émissions de gaz à effet de serre. L'un de ces facteurs est l'augmentation de la population mondiale » (p. 25).

Il est intéressant de constater que le FNUAP renvoie aux travaux d'O'Neill. L'auteur (O'Neill, 2010) ayant changé d'approche (création d'un outil censé pallier les limites de l'IPAT, l'outil PET – population-environnement-technologie) soulignait alors que le scénario le plus optimiste de l'ONU, prévoyant une population de 8 milliards d'individus pour 2050, pourrait permettre d'économiser 1 à 2 Gigatonnes de GES/an vis-à-vis d'un scénario de 9 milliards d'individus pour 2050 (p. 92).

En 2012, O'Neill & *al.* (2012) réactualisent leurs calculs. Si la croissance de la population est basse ou moyenne (entre 7,4 milliards et 8,9 milliards d'individus en 2050), les économies d'émissions de GES pourront se chiffrer entre 1 et 2 Gigatonnes de CO₂/an

¹ H de *household*.

jusqu'en 2050 (p. 162). L'hypothèse haute – une population de 10,6 milliards en 2050 – est la moins favorable (p. 162). Ces chiffres peuvent paraître élevés mais un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) daté de 2021, met en évidence que pour l'année 2020, les émissions de CO₂ seules se montent à ~35 Gigatonnes (PNUE, 2021, p. 17)¹. Je souligne ici que si les travaux d'O'Neill préconisent un effort plus soutenu visant à la réduction plus rapide de la croissance démographique, cette économie est bien négligeable (1/35 à 2/35)².

Pour conclure cette partie, nous avons pu constater que certains chercheurs ont mis en évidence un lien entre la croissance de la population et l'accroissement des émissions de GES. Il ne faut cependant pas y voir un raccourci :

« La tautologie selon laquelle les émissions de gaz à effet de serre dépendent de la population et des émissions par personne est une façon trop simple de penser aux émissions de gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre par personne dépendent du revenu, de la technologie, de facteurs démographiques tels que la taille des ménages, la taille des villes et la densité de la population dans les zones bâties, de facteurs institutionnels et économiques tels que la disponibilité de transports publics à un coût et une commodité raisonnables, ainsi que d'une multitude de facteurs comportementaux tels que la propension de gens à se rendre au travail à pied, à vélo, en covoiturage ou en voiture individuelle » (Cohen, 2010, p. 165, ma traduction).

C'est cette complexité que veulent intégrer les recherches d'O'Neill *et al.* (2012) avec leur nouveau modèle.

Bien que je n'aie fait ressortir que les résultats de ces études, il est clair qu'il existe un lien entre la hausse de la population mondiale et la hausse des émissions de CO₂. Si la croissance démographique est et sera un facteur important de la hausse des émissions présentes et futures de GES, elle est néanmoins laissée de côté dans la problématique du réchauffement climatique : *« la population humaine a été largement ignorée en ce qui concerne la politique climatique » (Wolf et al., 2021, p. 1753, ma traduction)* et notamment par le GIEC.

¹ Sur les ~ 60 Gigatonnes, comprenant l'ensemble des GES, pour l'année 2020 (le chiffre exact doit encore être estimé selon le rapport).

² Bien qu'il faille penser cette économie par an, il faudrait 35 ans – ou la moitié de ce temps (2 Gigatonnes/an) – pour gagner une seule année d'émissions actuelles.

2.4.3. Le GIEC et l'évolution de la démographie : la non-prise en compte

Créé en 1988, le GIEC a pour but d' « évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique [...] pour mieux comprendre les fondements scientifiques des risques liés au changement climatique d'origine humaine » (GIEC, 2018, p. 1). En 2014, le Rapport de synthèse du GIEC (2014) souligne que la cause principale du changement climatique sont « les émissions anthropiques de gaz à effet de serre, qui ont augmenté depuis l'époque préindustrielle en raison essentiellement de la croissance économique et démographique » (p. 4). Pour le GIEC, cependant, la croissance économique a contribué entre 2000 et 2010 à une augmentation significative des émissions de GES alors que la contribution de la population serait restée « à peu près identique à celle des trois décennies précédentes » (p. 5).

Un peu plus loin, les experts soulignent que la tendance à l'augmentation des émissions de GES « devrait persister, entraînée par la croissance de la population et des activités économiques » (p. 21). Le rapport de 2014 pointe bien que la hausse démographique est un facteur de la hausse des émissions de GES. Mais, le GIEC n'incorpore pas à ses recommandations la mise en place de politique visant à faire diminuer la croissance démographique ; la démographie ne fait pas « partie d'un large éventail de réponses potentielles d'adaptation et d'atténuation » (Bongaarts & O'Neill, 2018, p. 650, ma traduction) au/du réchauffement climatique. Pour Bertaux (2017), tout le problème est là. Le GIEC n'est pas

« chargé de faire des recommandations incitant à des choix de nature politique¹ [...et...] c'est d'ailleurs derrière cette règle que se retranchent bon nombre d'experts du GIEC quand on leur reproche qu'ils n'évoquent jamais comme moyen de contrôler la dérive climatique une action démographique » (p. 73).

Cette dérive, nous l'avons soulignée, n'est pas majoritairement le fait de la hausse démographique (hausse des émissions de GES) mais en grande partie liée à la croissance économique. Néanmoins, l'impact de la population mondiale peut également être étudié

¹ Policy relevant but not policy prescriptive.

en se focalisant sur les changements d'usages des sols (trois tendances et leurs conséquences sur le monde vivant, soit la biodiversité).

Comme les parties sur l'IPAT, les lignes qui suivent n'ont pas vocation à faire le tour du sujet. Hunter (2000) a mis en évidence que l'étude de l'influence des facteurs démographiques sur l'environnement soulève un certain nombre de difficultés. Tout comme la relation entre hausses démographiques et émissions de GES, un nombre élevé de variables entrent en jeu et cela à des niveaux différents dans l'étude des liens entre population et impact environnemental.

2.5. L'impact de la population globale (II) : les changements d'usage des sols

Hunter (2000) a subsumé sous le terme d' *usage des sols* (« *land-use* », p. 60) la déforestation et l'agriculture, pour rendre compte de l'impact de la croissance démographique par les modifications d'utilisation des sols (p. 60). Dans ce travail, l'urbanisation, processus croissant amenant à des fragmentations des milieux naturels (Monet, 2018, pp. 56-57), a également été ajouté à cette forme d'usage des sols. Ces trois facteurs ont un poids environnemental élevé : « *les principaux moteurs du changement d'utilisation des terres sont l'agriculture, l'exploitation forestière et l'urbanisation, qui sont toutes associées à une pollution de l'air, de l'eau et des sols* » (Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES], 2019, p. 28).

Pour ce mémoire, aucune différence ne sera faite entre le changement d'occupation des sols (« *perte de zones naturelles, en particulier la perte de forêt au profit d'un développement urbain ou exurbain, ou la perte de zones agricoles au profit d'un développement urbain ou exurbain* », Sealey, Binder & Burch, 2018, p. 43, ma traduction) et le changement d'usage des sols (« *manière dont les terres ont été utilisées, en mettant généralement l'accent sur le rôle fonctionnel des terres pour les activités économiques* », Bimal & Harun, 2017, p. 183, ma traduction) - comme par exemple le défrichage agricole ou la sylviculture (Davranche & Taïbi, 2015). Ces deux types de changements seront regroupés sous les termes de changement d'usage des sols. Hunter (2000) a servi de guide pour commencer ma réflexion et l'ouvrage de Monet (2018) m'a conduit à ajouter l'urbanisation à la déforestation et à l'agriculture.

Les données qui suivent proviennent également de multiples rapports d'organisations internationales (ONU, IPBES, Fonds Mondial pour la Nature (WWF), Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), PNUE). Ces rapports – ou des versions antérieures - sont utilisés par une partie des auteurs cités en bibliographie de ce mémoire (Monet, 2018 ; Péruisset-Fache, 2020 ; Favrot, 2020 ; Sourouille, 2020). Les modifications de l'environnement et les pertes de la biodiversité servent d'arguments en faveur de politiques (néo)malthusiennes dans certains ouvrages (Favrot, 2020 ; Sourouille, 2020).

2.5.1. La déforestation

La déforestation est définie par la FAO comme la « *conversion de la forêt à d'autres utilisations des terres indépendamment du fait qu'elle soit anthropique ou pas* » (2018, p. 6). Cette définition est reprise par le document de travail commun de la FAO et du PNUE (2020). Ce rapport présente un état des forêts dans le monde et « *vient confirmer que la déforestation et la dégradation des forêts se poursuivent à un rythme préoccupant et qu'elles contribuent de manière sensible à l'actuelle perte de biodiversité* » (p. vii). Bien que le rythme de déforestation depuis les années 1990 baisse (durant cette décennie 16 millions d'hectares/an de forêts ont disparu) et atteint 10 millions d'hectares/an déforestés durant la période 2015-2020, la déforestation induit une perte de la biodiversité au niveau mondial (p. 15). Le rapport estime que 420 millions d'hectares de forêts ont ainsi disparu depuis les années 1990 dans le monde (p. xvi).

Quels sont les causes de la déforestation ? Les atteintes aux forêts ont augmenté durant les cinquante dernières années, conséquemment à la hausse démographique mondiale : « *la nécessité de fournir des aliments et de l'énergie à une population croissante est d'une manière générale, la principale cause du recul des forêts et de leur biodiversité* » (FAO & PNUE, 2020, p. 86). Le rapport renvoie à l'article d'Hosonuma *et al.* (2012) qui ont analysé les données nationales de 46 pays tropicaux et subtropicaux afin de définir la part de différents facteurs dans la déforestation. Les résultats sont les suivants (p. 5-6) : l'agriculture commerciale – élevage du bétail, culture de soja et de palme - est le facteur ayant le plus de poids dans la déforestation (40%), suivi par l'agriculture locale (33%) puis par l'infrastructure (10%) à niveau égal avec l'urbanisation (10%) et enfin les activités minières (7%). L'étude est un agrégat mais elle permet de mettre en évidence le rôle prépondérant de l'agriculture dans la déforestation (p. 8).

La FAO et le PNUE (2020) soulignent également que « *l'intégrité de la biodiversité est réduite dans les zones où les populations humaines sont denses et où l'exploitation agricole des sols est intense* » (p. 44). Si la vitesse de déforestation est préoccupante, elle est cependant inégalement répartie : le recul forestier touche principalement l'Amérique du Sud et le continent africain. Le reste du monde, soit l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Océanie gagnent des surfaces forestières, bien que les rythmes de cette progression connaissent une diminution depuis le début des années 2010 (p. 12). En plus des besoins de terres pour l'agriculture, les besoins en bois ont un impact non négligeable : « *le*

défrichement et la collecte de bois ont contribué, entre 1990 et 2015, à une réduction totale de 290 millions d'hectares du couvert forestier naturel tandis que la superficie des forêts plantées augmentait de 110 millions d'hectares » (IPBES, 2019, p. 28). La déforestation est une conséquence de la hausse démographique et de ses besoins en augmentation. Les activités agricoles ayant pour but de répondre aux besoins humains induisent une augmentation de la déforestation. L'évolution de l'agriculture va avoir un impact grandissant sur les forêts mondiales.

2.5.2. L'évolution de l'agriculture

Le terme d'agriculture peut être défini comme le fait d'« *affecter un espace à une espèce animale ou végétale utile à l'homme et exclure de cet espace toute autre espèce concurrente* » (Monet, 2018, p. 35). L'histoire de l'agriculture, en Europe, date maintenant de plus de 8000 ans. Son évolution a été très lente. Très schématiquement, les rendements de l'agriculture ont longtemps été bas pour l'humanité. Il manquait aux hommes, avant les grands changements du 20^{ème} siècle, quatre éléments : une population stable donc croissante¹, des outils efficaces, l'énergie mécanique et les savoirs scientifiques (les deux derniers éléments apparaîtront durant le 20^{ème} siècle). L'utilisation de l'énergie mécanique a permis une modification facilitée de l'environnement (défrichage, destruction des obstacles naturels) et l'utilisation des engrais a eu pour conséquence de décupler les rendements : entre la fin du 19^{ème} siècle et le début du 21^{ème} siècle, ceux-ci vont être multipliés par cinq (Monet, 2018, p. 38). Parallèlement à l'utilisation des engrais, tout un processus de sélection s'est effectué : recherche des espèces les plus utiles, modification de l'ADN des plantes (p. 41).

Stoeckel (2012) a divisé l'agriculture actuelle en trois grands types d'agriculture distinctes : *motorisée, pionnière, orpheline* (pp. 164-165). Les frontières entre les différents modèles présentés sont poreuses ; ils correspondent à des idéaux-types. L'agriculture motorisée comprend globalement à 2% des agriculteurs du monde et produit environ la moitié de la nourriture mondiale (50%). Dépendante des engrais, des produits phytosanitaires et des machines, ce type d'agriculture est synonyme de hauts rendements et de prix des denrées relativement bas mais également de dépendance aux énergies

¹ Nous retrouvons ici la thèse boserupienne.

fossiles. L'agriculture pionnière, comptant 60% des agriculteurs de ce monde (800 millions), suit « *pour partie la Révolution verte [...] sélection variétale, traitements, engrais, irrigation* » (p. 164). Enfin, l'agriculture *orpheline* est une agriculture se basant uniquement sur la force de travail des individus. Les paysans sont pauvres et n'ont pas assez d'argent pour transformer leur exploitation en agriculture pionnière (p. 164).

L'agriculture demande, en plus des énergies humaine et mécanique, beaucoup d'espace et de ressources naturelles. Selon l'IPBES (2019), « *plus d'un tiers des terres émergées de la planète et près de trois quarts des ressources en eau douce sont consacrées à la production végétale ou animale* » (p. 28). Les besoins en terres agricoles vont se révéler cruciales durant les prochaines décennies, selon Tilman *et al.* (2001) qui ont réalisé des projections des besoins de l'agriculture jusqu'en 2050. Les terres utilisées pour répondre aux besoins humains et pour nourrir les animaux d'élevage vont augmenter globalement de 18% dans les années 2050 (p. 283) par rapport aux années 2000. Ce changement d'usage des sols touchera principalement les pays en développement : « *la perte nette d'écosystèmes naturels au profit des terres cultivées et des pâturages dans les pays en développement d'ici 2050 serait de 10⁹ ha [hectares], soit environ la moitié de toutes les terres restantes potentiellement exploitables* » (p. 283, ma traduction). Cette modification se localisera surtout en Amérique latine et en Afrique sub-saharienne centrale, détruisant au moins 30% des forêts tropicales ou tempérées de ces régions (p. 283).

Cette expansion des terres cultivées, servant à combler la demande alimentaire, touchera selon la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [CNULCD] (2017, p. 130) en majeure partie l'Afrique et le Moyen-Orient (un peu plus de la moitié des futures terres cultivées), puis l'Amérique du Sud (environ un tiers) et finalement l'Europe (quelques pourcents). Les terres seront également transformées pour répondre au développement urbain et à la demande croissante de biocarburants (p. 130). Péruisset-Fache (2021) avance que 60'000 km² [kilomètres] de terres arables – soit cultivables – disparaissent chaque année au profit de la production de biocarburants (p. 54). Elle ajoute également que les déchets de l'agriculture – fertilisants chimiques, pesticides – vont avoir un impact négatif de longue durée sur les terres mais également sur la qualité des eaux (p. 54). La demande de terres va en outre dépendre des changements de régimes alimentaires mondiaux (CNULCD, 2017) : « *en raison de la consommation accrue de protéines animales, la demande en viande et en aliments pour bétails [...] devrait augmenter de près de 50% d'ici 2050* » (p. 127) alors même que « *la demande alimentaire*

mondiale dépassera vraisemblablement l'offre dans quelques années seulement » (p. 127). Si l'augmentation de la demande en ressources alimentaires demande de plus en plus de ressources foncières, le changement d'usage des sols est également une conséquence de la demande croissante de place pour les infrastructures urbaines.

2.5.3. L'évolution de l'urbanisation

En 1960, 34% de la population mondiale vivait dans des villes, le reste du monde vivant dans les campagnes. En 2007, la majorité de la population mondiale habitait dans des zones urbaines et les projections tablent sur 5 milliards d'urbains en 2030 et 6,3 milliards en 2050 (CNULCD, 2017, p. 227). Les conséquences de l'expansion urbaine sont de deux ordres : le « *changement d'utilisation des terres et [...] la perte d'habitat et de l'extinction des espèces* » (p. 228). Le rapport du CNULCD met en évidence 6 impacts des villes hors de leurs propres limites (pp. 232-237) :

1. Les impacts alimentaires : les denrées sont importées sur de longues distances et les zones péri-urbaines empiètent sur les terres agricoles adjacentes, induisant une perte des terres arables ;
2. Les impacts de l'utilisation de l'eau : 150 millions de citoyens vivent dans des villes dépendantes d'importation des ressources hydriques provenant de zones naturelles ;
3. L'impact des transports : la croissance urbaine coïncide avec le développement d'infrastructures ferroviaires et de transport synonymes d'engorgements (pollution atmosphérique due aux transports) ou de fragmentation des espaces naturels (Monet, 2018, p. 69) mais également avec le phénomène d'étalement urbain (développement de zones péri-urbaines) qui implique une hausse de l'utilisation des véhicules personnels et un disparition des espaces naturels (Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2018, p. 11) ;
4. L'impact du « *recouvrement du sol avec des matériaux imperméables* », cette imperméabilisation « *dans les villes européennes [...] varie entre 23 et 78% et est considérée comme l'une des principales menaces pour le fonctionnement des sols, près de la moitié des sols des nouvelles zones urbanisées de l'Union européenne est étanche* » (CNULCD, 2017, p. 235) ;

5. L'impact sur la biodiversité : l'accaparement de zones protégées, l'endommagement des zones humides, et l'usage des ressources forestières péri-urbaines - surtout en Afrique (Tanzanie, Tchad) - induisent une perte de la richesse du monde vivant ;
6. L'impact sur le changement climatique : les villes sont connues pour créer des « *îlots thermiques urbains* » (p. 236), conséquences de la pollution, du manque de végétation et de la modification de l'albédo¹. La contribution des villes au changement climatique est indiscutable : « *les villes représentent 60 à 80% de la consommation des ressources et de l'utilisation d'énergie, et environ la moitié des émissions mondiales de dioxyde de carbone anthropique* » (p. 236).

En 2018, les Nations Unies (UN, 2019b, p. 1) avançaient qu'une personne sur huit dans le monde vivait dans une mégapole (agglomération urbaine comptant plus de 10 millions d'habitants). Le monde comptera 43 mégapoles en 2030, principalement dans les pays en développement (UN, 2019b, p. 1). Ces méga-villes vont avoir un impact majeur sur la biodiversité car « *l'expansion urbaine [...] est un facteur important de la perte d'habitat et de l'extinction des espèces* » (CNULCD, 2017, p. 228).

2.5.4. L'érosion de la biodiversité

Les parties précédentes ont à plusieurs reprises fait référence à la perte du vivant induite par l'impact de la déforestation, de l'agriculture et de l'urbanisation. Ces trois impacts peuvent être liés à la croissance démographique (passée et future). Les liens sont moins directs entre la population et l'extinction des espèces. En 2020, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) publie un rapport alarmiste sur l'état de la biodiversité et constate que l'« *Indice Planète vivante 2020 [Living Planet Index – LPI] montre un déclin moyen de 68% des populations de mammifères, d'oiseaux, d'amphibiens, de reptiles et de poissons suivies entre 1970 et 2016* » (WWF, 2020, p. 11, ma traduction). Si la taille des espèces diminue – l'Indice mesure l'état de la diversité biologique – les milieux qui accueillent celles-ci sont eux-aussi menacés. La biodiversité, dans le document du WWF, subsume

¹ L'albédo correspond à la réflexion du rayonnement solaire (par exemple, plus la couverture d'une surface est noire, moins elle réfléchira l'énergie solaire ; cela entraînera un plus fort réchauffement du sol ou de la surface).

les espèces et leurs milieux (l'ensemble du monde vivant). Celui-ci est menacé par des facteurs directs et indirects, tels qu'ils sont illustrés par la Figure 7.

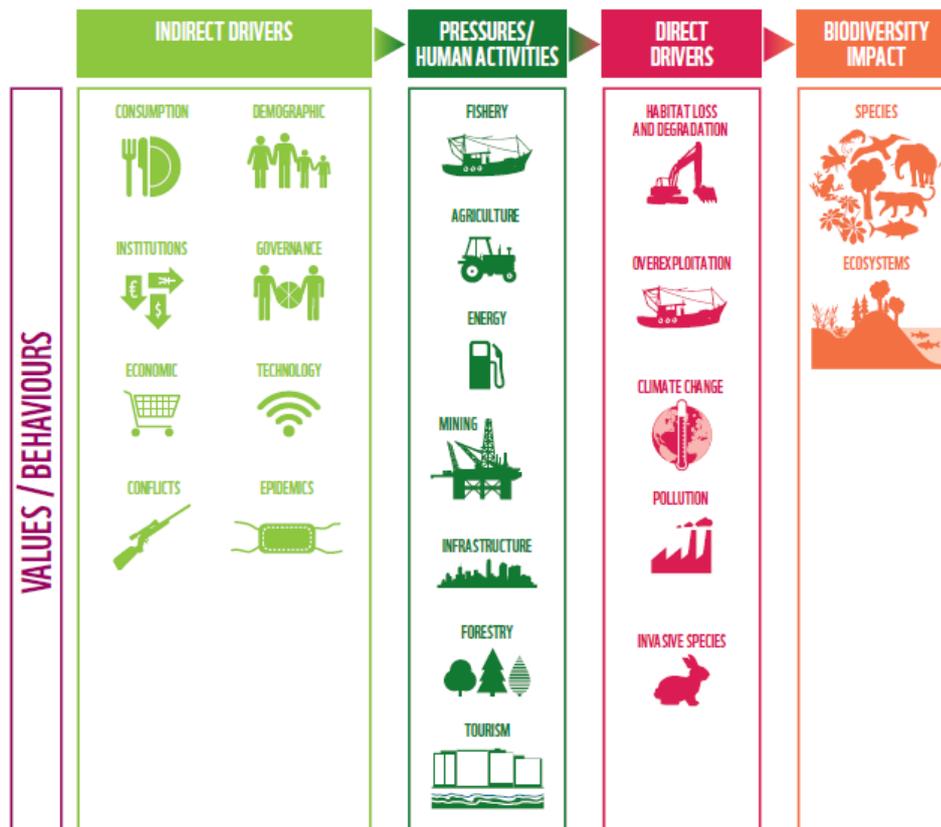


Figure 7 Facteurs indirects et directs menaçant la biodiversité

La figure présente les différents facteurs directs et indirects menaçant la *biodiversité* selon le WWF. Nous pouvons constater que les menaces directes sont : la perte et la dégradation des habitats inclus dans le changement d'usage des sols et des eaux, la surexploitation, le changement climatique, la pollution et les espèces invasives (WWF, 2020, p. 20). Figure tirée du rapport du WWF (2020, p. 53).

Le poids de ces menaces est inégal mais le changement d'usage des terres et des eaux – incluant la perte et la dégradation des habitats (WWF, 2020, pp. 64-65) en a le plus. En pourcent, la biodiversité est menacée à une hauteur comprise : entre 43% et 58% selon les continents par le changement d'usage des sols ; entre 18% et 27% par la surexploitation ; entre 11% et 14% par les espèces invasives ; entre 3 et 11% par la pollution ; et finalement entre 5% et 13% par le changement climatique (WWF, 2020, p. 20).

La perte de la biodiversité n'a pas été intégrée comme une conséquence directe de la hausse démographique car ce facteur est considéré comme indirect par le WWF. La valeur

de ce facteur semble extrêmement difficile à pondérer. Comment le faire ? Il est certain que ce sont les besoins humains qui vont définir l'impact des populations humaines, pas la croissance démographique en elle-même (c'est une croissance ontologiquement neutre, le dualisme question/*problème* contre question/*solution* appose une grille de lecture *culturelle* sur la question). Sans renouvellement des générations, l'histoire humaine va s'arrêter ; en ce sens, la croissance démographique est plus que souhaitable car nécessaire. Par grille de lecture culturelle, il faut peut-être entendre ici une axiologie personnelle ou individuelle pouvant soit aller dans le sens de la thèse de la surpopulation, soit dans le sens de la thèse du génie supérieur de l'espèce humaine¹. La problématique se situe plutôt du côté des rapports de l'être humain avec son environnement ou avec la Terre. D'un côté, la croissance démographique peut être analysée comme profondément déstabilisatrice et l'ajout de millions d'individus actuellement n'améliore en rien la situation. D'un autre côté, le renouvellement étant nécessaire, il est pourvoyeur d'espoir et de possibilités d'amélioration de la situation actuelle.

Bien entendu, si l'on part du principe que chaque individu a, dès sa naissance un impact sur l'environnement, alors une population plus élevée, a nécessairement un impact sur l'environnement plus élevé puisque « *consommation et démographie sont étroitement liées* » (The Royal Society, 2012, p. 60, ma traduction). Favrot (2020), par exemple, défend cette thèse : l'accroissement de la population mène l'espèce humaine à ce qu'il nomme une « *impasse évolutive* » (« *une espèce vivante consomme plus que ce que le milieu naturel peut lui offrir* », p. 10) et cet accroissement continue bien que la biodiversité disparaisse. Dans ce sens, la démographie est un facteur direct de la perte du monde vivant. La consommation ostentatoire, menant à l'impasse, est l'objet du point suivant (dépassement des biocapacités de la Terre).

Pour conclure cette partie, je dois souligner que si les éléments ci-dessus – IPAT, déforestation, agriculture, urbanisation – amènent quelques éléments concrets sur le poids important de la population mondiale sur l'environnement - et que cette relation peut faire l'objet d'un questionnement sur le futur de la relation population-environnement - ces éléments restent largement peu appréhendables à un niveau individuel. Cependant, un outil assez simple permet de souligner l'impact autant au niveau individuel que collectif

¹ Je renvoie à la citation de Minois dans le point 2.2.1.

de l'humanité sur la biosphère : l'empreinte écologique. Cet outil est très proche des réflexions sur la capacité de charge, mais son utilisation est beaucoup plus commune.

2.6. Le poids de la démographie : l’empreinte écologique

2.6.1. Les origines de l’outil

Développée dans les années 1990 par William Rees et Mathis Wackernagel, l’empreinte écologique peut être considérée comme un « *outil comptable qui [...] permet d’évaluer la consommation de ressources et les besoins d’absorption des déchets d’une population humaine ou d’une économie données* » (Rees & Wackernagel, 2017, p. 26). L’empreinte mesure la différence entre les demandes de l’espèce humaine et la biocapacité terrienne (ou « *superficie de sol écologiquement productif qui existe sur toute la Terre* », p. 259). La biocapacité est exprimée en hectares globaux (*global hectare* ou gha).

Cet outil a été développé pour pallier les défauts des réflexions sur la capacité de charge (non prise en compte de la consommation par personne et des facteurs culturels, incapacité de prendre en compte le commerce international) (Rees & Wackernagel, 2017, pp. 80-82). Il inverse le rapport de la capacité de charge : au lieu de partir des possibilités qu’un milieu peut offrir à une population, l’empreinte écologique veut calculer, à partir des consommations de ressources et d’énergie par personne, la surface terrestre et en eau nécessaires à la production et à l’absorption de ces consommations. Autrement dit : « *l’empreinte écologique mesure la superficie nécessaire par personne (ou population) plutôt que la population par unité de superficie* » (p. 79). L’empreinte d’une population est le produit de deux facteurs :

Empreinte écologique = (Population) x (Consommation *per capita* - alimentation, logement, transport, biens de consommation) (Rees & Wackernagel, 2017, p. 99)

La Figure 8 représente la division du second facteur (soit la consommation) et l’idée théorisée derrière la conversion en hectares globaux.

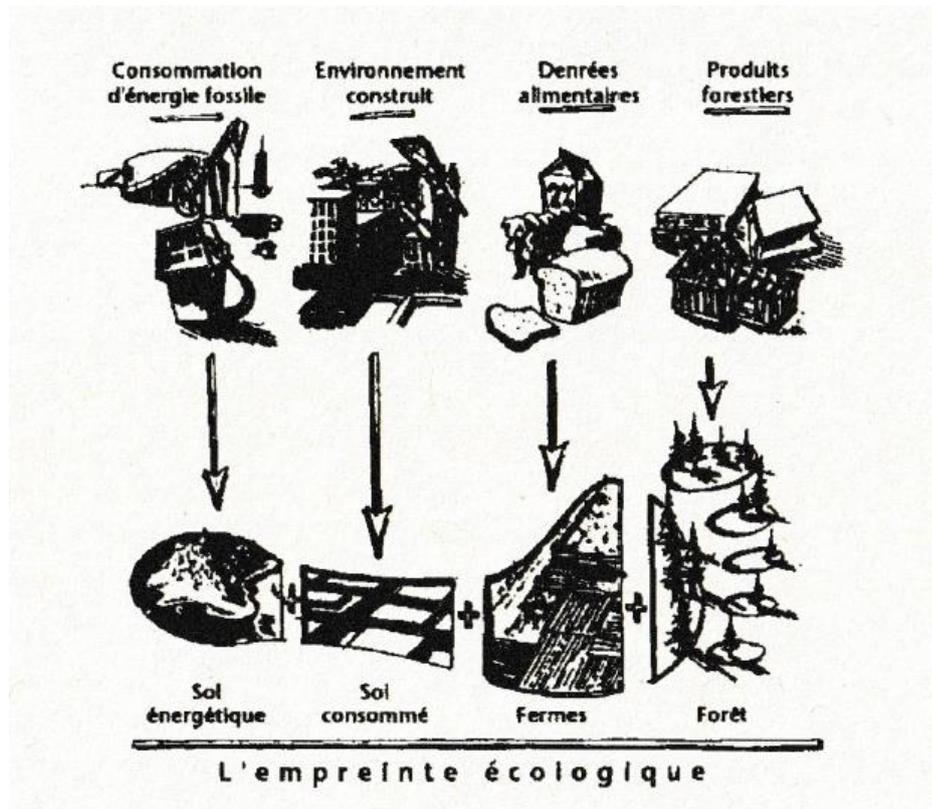


Figure 8 Schéma représentant la conversion de la consommation en empreinte écologique

L'empreinte écologique d'une population est calculée en convertissant les différents types de biens et services consommés (et les déchets qu'ils produisent) par une population donnée en calculant la superficie qu'ils ont demandés pour être produits et assimilés. Figure tirée de Rees & Wackernagel (2017, p. 98).

Au niveau mondial, il y a donc d'un côté ce que demande l'humanité globalement et de l'autre ce que peut offrir la Terre (biocapacité). Pour l'année 2018¹, j'obtiens les chiffres suivants :

- Le total d'hectares bio-productifs (gha) mondiale est estimé à ~12 milliards/an (12×10^9) (Global Footprint Network, 2020, p. 11).
- Le monde comptait ~7,53 milliards d'individus en 2018 ($7,53 \times 10^9$) (Barthès, 2018).
- La moyenne mondiale d'hectare global disponible se chiffrait à 1,51 gha/personne² ; ce chiffre équivaut à une empreinte écologique durable³.

¹ Les données sont disponibles jusqu'en 2018 (en l'état d'avril 2022).

² $(12 \times 10^9) / (7,53 \times 10^9)$

³ Je devrais ajouter *idéalisée*.

- La moyenne mondiale de l’empreinte écologique équivalait alors à ~ 2,81 hectares globaux (gha) par personne¹.
- L’utilisation de la biocapacité se montait à ~ 21 milliards (21 x 10⁹) d’hectares globaux (gha) pour l’année 2018 (Global Footprint Network, s.d.).
- La dette écologique mondiale se montait alors à 175% des 12 milliards (21 milliards) d’hectares globaux de la planète Terre² ; l’humanité consommait, en 2018, 1,75 planètes.

Ces calculs démontrent qu’une consommation supérieure à ce que peut offrir un milieu donné (ici, la Terre) est possible (le dépassement n’est en rien théorique). Pour Rees et Wackernagel (2017), cela se produit « *quand la consommation de l’économie excède le revenu naturel tel qu’indiqué par le déclin écologique* » (p. 82). Il y a *dette écologique* quand la capacité écologique d’un pays ne suit plus sa demande et que ce pays dépend de la capacité écologique d’un autre pays (p. 83). La situation de dette écologique mondiale a débuté dans les années 1970 et il faut, à la Terre, environ 20 mois, aujourd’hui, pour renouveler ce que l’humanité consomme (constat d’impasse évolutive de Favrot (2020)). Il s’agit également du dépassement mis en évidence par Catton (1982).

Les empreintes écologiques varient énormément globalement, au niveau national, mais déjà dans leur ouvrage, Rees et Wackernagel (2017) pointaient du doigt la mauvaise direction prise dans les pays riches : « *les pays à revenu élevé n’encouragent toujours pas la réduction de la population ni la baisse de la consommation, mais se préoccupent davantage du vieillissement de leur population et de la faible croissance économique* » (p. 213). Il est intéressant de constater que les deux auteurs mettent en avant autant la baisse démographique que la baisse de la consommation pour faire baisser l’empreinte écologique. Ce n’est donc pas uniquement une question de consommation. Le nombre d’individus doit également être intégré dans la réflexion d’une empreinte écologique ne menant pas à un endettement écologique.

¹ (21 x 10⁹) / (7,53 x 10⁹).

² 21 = 12 + (12 x 75/100).

2.6.2. Les limites et critiques de l'outil

L'empreinte écologique a été critiquée par un certain nombre d'auteurs¹. Lin, Wackernagel, Galli et Kelly (2015) ont proposé une synthèse des critiques envers l'outil. Les quelques critiques soulignées par ces auteurs concernent : le concept d'hectare global et la difficulté d'en faire une unité valable (Lin *et al*, 2015, p. 465) ; l'usage de plus en plus commun de l'outil qui en ferait un indicateur unique de la durabilité (p. 466) et engendrerait une vision de celle-ci uniquement liée à l'utilisation des terres ; l'agrégation en un simple chiffre qui éclipse une réalité beaucoup plus complexe (p. 466). Sourrouille (2020, p. 40) ajoute aux critiques méthodologiques une critique plus large : le calcul de l'empreinte prend en compte essentiellement les impacts humains, sans prendre en compte les besoins du monde vivant. Néanmoins, il faut souligner que l'outil est encore jeune (~ 20 ans) et qu'il ne peut tout prendre en compte (Global Footprint Network, 2020, p. 21). En 2020, l'analyse et le calcul de l'empreinte écologique souffraient encore du manque de données disponibles (Global Footprint Network, 2020, p. 2).

¹ Le Footprintnetwork a estimé qu'entre 2010 et 2020, 2500 papiers universitaires, ayant pour sujet l'empreinte écologique, ont été publiés.

2.7. Conclusion intermédiaire

Cela ne fait aucun doute, la population mondiale va augmenter durant ces prochaines décennies. Cette augmentation entraînera, nous l'avons vu, une hausse des émissions de GES, une demande supplémentaire en termes de ressources naturelles (bois, espaces cultivables), en termes d'alimentation (demande d'espaces pour le parc animal et végétal), en termes d'espaces de logements ainsi qu'une plus grande pression sur les disponibilités que peut nous offrir la Terre. Bien que de grandes inégalités existent, l'humanité, dans sa globalité, à un certain poids sur l'environnement (perte de la biodiversité, notamment). Je ne peux affirmer que le monde est actuellement surpeuplé et cela n'est pas le but de ce travail. Néanmoins, l'impact global, bien qu'inégal, augmente: l'empreinte écologique, quantifiée en hectares globaux, croît d'année en année.

Cette grille de lecture en tête, je vais maintenant la poser sur un ensemble d'auteurs qui ont proposé face à un système productiviste destructeur de l'environnement naturel et humain une autre vision du monde. Nous verrons que ceux-ci ont fait un choix entre les deux paradigmes que j'ai développé dans la première partie (néomalthusianisme ou paradigme boserupien) et qu'ils vont surtout se concentrer sur les dégâts engendrés par ce qu'ils appellent le *système productiviste*. Je mettrai également en évidence que leurs propos sur la population découlent également de certains auteurs et de certains discours de démographes. Enfin, je m'intéresserai également au contexte national de ces auteurs, pays représentant, dans les débats internationaux, le courant latin (Lassonde, 1996, p. 167).

Avant de débiter cette analyse, je vais présenter ce qu'est la décroissance française contemporaine, puis je reviendrai sur quelques auteurs que les décroissants considèrent comme des références et qui ont tenu des propos sur le devenir de la démographie notamment dans les années 1970 et 1980. Je développe les propos de quatre précurseurs ; ils ont en commun de voir la question démographique comme un problème et cela pour diverses raisons. Je souligne dans chaque partie relative aux précurseurs ce que les contemporains ont mis de côté dans la réflexion des précurseurs par rapport à la question démographique. Enfin, je propose un certain nombre d'explications (*raisons*) des choix faits par les objecteurs de croissance en ce qui concerne le non-*problème* (?) démographique ; ces choix indiquent en partie que les décroissants ont choisi le couple question/solution.

3. Partie 2 : la décroissance et la démographie

3.1. La décroissance contemporaine française

3.1.1. Les origines et les théoriciens

La naissance du mouvement de la décroissance française contemporaine date du début des années 2000 (Muraca, 2013, p. 150). Il est commun de faire remonter son origine au lendemain d'un colloque intitulé *Défaire le développement, refaire le monde* qui a eu lieu à l'Unesco, à Paris, en 2002 (Demaria, Schneider, Sekulova & Martinez-Alier, 2013, p. 194 ; Muraca, 2013, p. 150 ; Latouche, 2022, p. 6). Ce colloque remettait en question le concept de développement durable (DD) - dont les bases avaient été posées dans le Rapport Brundtland intitulé « *Our Common Future* » (1987) - unanimement accepté par la communauté internationale lors de la Conférence de Rio, en 1992 (Gollain, 2006, p. 116 ; Muraca, 2013, p. 149). Le mot décroissance est alors utilisé comme « *un slogan provocateur, pour dénoncer la mystification de l'idéologie du développement durable* » (Latouche, 2015, p. 208).

Deux ans plus tard, le mouvement/*la mouvance* (Caresche, Guilbert & Szykier, 2011, p. 11) va cependant avoir une visibilité beaucoup plus grande qu'un simple slogan dans l'espace public. Deux objecteurs de croissance, Vincent Cheynet et Bruno Clémentin, vont lancer en 2004 la parution d'un journal mensuel titré « *La Décroissance, le journal de la joie de vivre* ». Celui-ci a été vendu à plus de 25'000 exemplaires durant les premières années de son existence et atteint les 30'000 exemplaires au milieu des années 2010 (Demaria *et al.*, 2013, p. 195). A ce journal s'ajoutera une revue, nommée « *Entropia, La revue d'étude théorique et politique de la décroissance* »¹, ayant pour but d'« *aider à donner une consistance théorique à l'idée de décroissance* » (Flipo, 2007, p. 144), un « Institut » (l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable [IEESDS]) organisant des colloques et publiant des suppléments au journal *La décroissance*, et à l'initiative de Cheynet et Clémentin, un parti politique, le Parti Pour la Décroissance (PPLD), fondé en 2006.

¹ Paraîtra de 2006 à 2015, disparaissant faute de lectorat

Bien qu'il soit difficile de reléguer la décroissance à un auteur ou un penseur en particulier un triumvirat de théoriciens émerge depuis le début du mouvement : l'économiste Serge Latouche, le politologue Paul Ariès, et le journaliste Vincent Cheynet. Ceux-ci ne partagent pas les mêmes idées (Cheynet, 2008, pp. 131-139 ; Lavignotte, 2009, pp. 51-76 et pp. 91-98 ; Caresche *et al.*, 2011, p. 27). Mais sur la base de leurs écrits, le projet de la décroissance va être petit à petit explicité, souvent en opposition à ce que ces trois auteurs critiquent (la décroissance est définie négativement : elle n'est pas cette théorie, elle ne correspond pas à ce modèle donné, etc.). Bien que le mouvement ait plus de 15 ans, il est encore jeune (Latouche, 2015 p. 208 ; 2022, p. 3) et manque encore de profondeur : « *en l'état actuel, la description très vague de la conduite du changement vers la décroissance induit une analyse politique de la décroissance sûrement caricaturale, conséquence du degré de maturité du projet* » (Prieto & Slim, 2019, p. 108).

3.1.2. Un essai de définition

Qu'est-ce que la décroissance ? Latouche (2022) souligne que la décroissance contemporaine descend d'une « *double filiation [...] : la critique de la technique et du développement, et la prise de conscience de la crise écologique* » (pp. 12-13). Elle tire ses racines des critiques de l' *Homo economicus* (p. 13)¹ et des penseurs ayant alerté sur le caractère destructeur de la croissance économique (p. 14). Pour Flipo (2007), la décroissance contemporaine se situe « *à la confluence de quatre sources qui se croisent sans être forcément concourantes ni mêmes convergentes* » (p. 148) : (1) la source culturaliste menée par Serge Latouche qui vise à une décolonisation de l'imaginaire croissantiste ; (2) la source démocratique avec comme figure de proue Vincent Cheynet qui défend que la décroissance est un moyen de retrouver de la démocratie et de recréer des liens dans la société ; (3) la source écologique qui ramène les questions environnementales au-devant de la scène en soulignant que seule une politique de décroissance permet de sauvegarder les écosystèmes et respecter le vivant (aucun auteur cité) ; et (4) la source bio-économique, héritière des travaux de Nicholas Georgescu-Roegen, qui intègre dans sa réflexion la question de la limite des ressources non-renouvelables comme le fait Yves Cochet (Cochet, 2005) avec le pétrole.

¹ Idée que chaque individu définit ses actions selon les intérêts qu'il peut tirer de celles-ci (grille économique) et qu'il répond à la *peur de la mort* (aspect thanatique) par la consommation.

Le but de la décroissance, pour les auteurs contemporains, est de défendre toute action visant à « *s'extraire de l'économicisme* », à se désintoxiquer de l'omniprésence de l'économie dans toutes les sphères existentielles (Latouche, 2005a, p. 26 ; Cheynet, 2008, p. 22). Cette extraction est nécessaire aujourd'hui car la croissance, idéologie basée sur la croyance d'un monde sans limites (Ariès, 2005, p. 129), a profondément aliéné les individus qui se voient relégués à n'être que des citoyens-consommateurs. Latouche (2006) constate que cette croissance crée plus d'inégalités que d'égalité, plus d'injustices que de justice, plus de besoins que de raison, et plus d'anti-convivialité que de convivialité (pp. 53-54)¹. Elle est également la cause principale de la crise écologique globale actuelle (pp. 17-21 et pp. 41-45).

En somme, la décroissance se veut un projet théorico-pragmatique visant à libérer les individus : « *la décroissance est souvent présentée comme une a-croissance au sens d'athéisme, c'est-à-dire une sortie de la croyance en la croissance* » (Cheynet, 2008, p. 61 ; Latouche, 2016, p. 9). Elle entend débloquer « *l'espace de l'inventivité et de la créativité de l'imaginaire, bloqué par le totalitarisme economiciste, développementiste et progressiste* » (Latouche, 2006, p. 17). *A contrario* de la doxa économique, qui défend que le bonheur de l'homme est intrinsèquement lié à l'accumulation de richesses et de biens consommés, la décroissance postule que la « *décolonisation de l'imaginaire du PIB [Produit Intérieur Brut] par tête* » (Latouche, 2020, p. 36) passe par une redéfinition de l'existence de chacun et chacune (p. 51).

Une société de décroissance « *suppose de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration qu'il engendre et, complémentaiement, de tempérer l'égoïsme résultant d'un individualisme réduit à une massification uniformisante* » (Latouche, 2020, p. 54). La décroissance, adversaire de l'uniformisation, est composée de multiples facettes : elle défend une redéfinition de la conception du rapport au temps en faisant « *l'éloge de la lenteur* » (Ariès, 2017, p. 59) ; elle repense profondément les notions de travail et d'utilité (Ariès, 2017, p. 73) ; elle reconsidère les limites de la biosphère (Latouche, 2006, p. 41 ; Ariès, 2017, p. 23) ; elle engendre et ouvre

¹ Voir figure 1.

la voie à un déconditionnement de la société de consommation (Cheynet, 2014, p. 108) ; et elle veut couper « *le robinet de la propagande* » croissantiste (Cheynet, 2014, p. 176).

3.1.3. La difficulté d'appréhension

Bien que la décroissance s'érige contre le système productiviste et croissantiste, il n'est pas aisé de définir cette alternative conviviale. Ainsi, elle n'est pas une idéologie – ensemble de valeurs et d'idées communes - car elle est trop hétérogène (Demaria *et al.*, 2013, p. 193). Il peut s'agir d'une doctrine (Flipo, 2007, p. 148), mais elle est loin d'être unifiée. Les auteurs décroissants et les auteurs critiques utilisent tantôt les termes de « *mouvance* » (Caresche *et al.*, 2011, p. 11), de « *projet alternatif complexe* » (Latouche, 2015, p. 208), ou encore de « *pari [...] pour éviter un recul brutal et dramatique* » (Latouche, 2006, p. 15). Elle est tantôt considérée comme pouvant être un concept opératoire économique (Flipo, 2007, p. 145), tantôt comme un concept non-économique (Demaria *et al.*, 2013, p. 209).

Latouche souligne qu'elle n'est pas la symétrie de la croissance (Latouche, 2006, p. 16) c'est-à-dire sa négation, la « *croissance négative* » (Latouche, 2005c, p. 21), et n'est pas un concept théorique, car il n'y a pas de théorie donnée de la décroissance (Latouche, 2006, p. 16). Paradoxalement le terme de « *théoriciens* » sert à caractériser les auteurs phares (Flipo, 2007, p. 145). La décroissance peut tout autant être un « *slogan politique à implications théoriques* » (Latouche, 2006, p. 16-17 ; Latouche, 2016, p. 9) qu' un « *acte de communication* » (Cheynet, 2008, p 72) ou tout simplement un « *mot-obus* » (Ariès, 2017, p. 16) visant à « *casser la langue de bois des drogués du productivisme* » (Latouche, 2006, p. 17).

Ces difficultés d'appréhension – le projet du mouvement est mal connu (Prieto & Slim, 2019, p. 14) et restreint à un petit ensemble d'associations (Abraham *et al.*, 2011, p. 22) – sont encore actuelles. Mais, les décroissants vont proposer divers programmes politiques visant à définir les contours d'une future société de décroissance, cette « *future utopie concrète* » (Latouche, 2022, p. 62). Les approches divergent sur la forme mais pas nécessairement sur le fond. Aucun des théoriciens ne prétend proposer un « *système clef en main* » (Cheynet, 2011b, p. 171).

3.2. Les programmes du triumvirat

Ariès défend une décroissance menée au travers de 3 « *niveaux de résistance* » complémentaires (Ariès, 2017, p. 16) qui ont pour but de recréer une société avec « *plus de liens et moins de biens* » (p. 191). Latouche (2007) a conceptualisé ce qu'il appelle un « *cercle vertueux de la décroissance sereine* » (p. 56) sous la forme de « 8R » - « *réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler* » (Latouche, 2006, p. 153). Des mesures subsumées sous ce que Latouche appelle un « *programme électoral* » (Latouche, 2007, p. 107) sont censées enclencher ce cercle au niveau national. Enfin, Cheynet a proposé un programme politique au niveau départemental lors de sa candidature aux législatives françaises en 2007 (Cheynet, 2008, pp. 113-114).

3.2.1. Les trois niveaux de Paul Ariès

Le premier niveau, micro ou individuel, est le niveau dans lequel chacun adopte le choix de la « *simplicité volontaire* » : « *un mode de vie qui ne nuise pas (trop) aux autres socialement ou écologiquement* » (Ariès, 2017, p. 26). Ce choix individuel passe par le refus d'obéir aux injonctions de la société de consommation (refus de la malbouffe, de la mode et d'obéissance aux injonctions publicitaires). Le deuxième niveau, plus collectif ou méso, rassemble « *tout ce qui se bricole dans les marges de la société* » (p. 17), c'est-à-dire tout ce qui tombe sous le terme d'« *alternatif* » (école, presse, etc). Ce deuxième niveau peut être résumé ultimement comme « *faire de la ville une communauté de vie* » (p. 65). L'exemple à suivre est celui du mouvement des villes « *lentes* », mouvement né en Italie (p. 67). Ces villes lentes bannissent l'automobile, défendent des politiques de réduction des consommations et combattent la mondialisation des marchandises (p. 68). A ce deuxième niveau, s'ajoute le dernier niveau politique (ou macro). Ce niveau politique doit pouvoir développer un mythe aussi puissant que le mythe de la consommation. Pour Ariès, il prendra la forme d'une « *extension de la sphère de la gratuité [...] pour contrer la tendance actuelle à la privatisation* » (p. 208) ainsi que « *le renchérissement du mésusage* » (p. 24) – mettre en place des politiques visant à réduire les consommations non-utiles ou inutiles (gaspillage, biens et produits de luxe). Ces trois niveaux ont été développés par Ariès sous 20 propositions (pp. 195-198) (Annexe 6.1).

3.2.2. Le programme électoral de Serge Latouche

Pour Latouche, le changement d'une société de croissance à une société qu'il nomme « écosocialiste » (Latouche, 2010, p. 56) – sociétés « *conviviales, autonomes et économes* » (Latouche, 2006, p. 152) – passe par un programme *électoral* en 10 points - les « 8R » devenus, depuis la crise de 2008, « 10R » (Latouche, 2009, p. 45). Ces points sont synthétisés dans le tableau ci-dessous réalisé à partir des travaux du théoricien (Latouche, 2006 ; 2007 ; 2009 ; 2020 ; 2022).

Les 10 points	Mise en œuvre
<i>Retrouver une empreinte écologique soutenable</i>	Réduire l'empreinte écologique à un niveau égal à la consommation matérielle des années 1960-1970 en favorisant le local et défavorisant le gaspillage
<i>Réduire le transport en internalisant les coûts par des écotaxes appropriées</i>	Combattre la logique du toujours : « <i>toujours plus loin, toujours plus vite, toujours plus souvent</i> » (Latouche, 2020, p. 83) en favorisant les transports très courts (localisme) et en restreignant le tourisme de masse Intégrer les externalités négatives des transports motorisés
<i>Relocaliser les activités</i>	Démondialiser (Latouche, 2022, p. 54) : reterritorialiser les activités économiques et <i>réenraciner</i> les individus culturellement, socialement et politiquement au niveau local Réduire fortement la mondialisation des mouvements de marchandises et des hommes
<i>Restaurer l'agriculture paysanne</i>	Interdire les pesticides et produire localement
<i>Réaffecter les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emploi</i>	Partager le temps de travail et corrélativement augmenter le temps de loisirs
<i>Relancer la production de biens relationnels</i>	Retrouver la convivialité du vivre ensemble et l'amitié Partager les connaissances, le savoir
<i>Réduire le gaspillage d'un facteur 4</i>	Changer les modes et habitudes de vie énergivores en modes et habitudes peu consommatrices d'énergie
<i>Restreindre fortement l'espace publicitaire</i>	Pénaliser le milieu publicitaire et interdire graduellement les espaces dédiés à la publicité

<i>Réorienter la recherche technoscientifique</i>	Suspendre la recherche génétique en faveur d'une approche agrobiologique et agroécologique
<i>Se réappropriier l'argent</i>	Encadrer le pouvoir des banques Développer des alternatives monétaires par l'expérimentation Développer un « <i>système monétaire régional</i> » (Latouche, 2020, p. 89) pouvant couvrir une <i>biorégion</i> (de plusieurs milliers d'individus à un million)

Ces 10 points forment le socle de départ de la rupture vis-à-vis de « *l'hubris du système* » (Latouche 2006, p. 153), de la démesure de la société croissantiste. Ce programme, comme le souligne Latouche (2007), demande un changement révolutionnaire :

« *La mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chances d'être adoptée et moins encore d'aboutir sans une subversion totale. Celle-ci présuppose le changement dans l'imaginaire que la réalisation de l'utopie féconde de la société autonome et conviviale est seule en mesure d'engendrer* » (p. 117).

Alors que les propositions de Latouche sont explicites, le processus de métamorphose est complexe. Quand il soutient que « *la décroissance n'est [...] envisageable que dans une société de décroissance* » (Latouche, 2006, p. 152), nous pouvons nous demander comment le résultat (la société *écosocialiste*) peut précéder le processus (adoption des 8R ou 10R). Ce point n'est pas clair dans sa théorie.

3.2.3. Le programme politique de Vincent Cheynet

Si le programme de Latouche peut être caractérisé de théorique, Vincent Cheynet a, lui, proposé, un programme en 10 points lors de sa candidature législative en 2007 (Cheynet, 2008, pp. 113-114). Il est intéressant de constater que sa 1^{ère} proposition touche la presse puisque, pour lui, « *l'injonction de la croissance occupe 99,99% du temps médiatique* » (Cheynet, 2008, p. 22). D'autres points rejoignent les propositions d'Ariès et de Latouche. Le programme est développé ainsi :

- (1) « *L'application des ordonnances de 1944 sur la presse [...] pour libérer les médias de la tutelle des multinationales. Conjointement, nous démantèlerons les agences de publicité, véritables organes de propagande de la société de consommation [...]*
- (2) *La relocalisation progressive de l'économie, à travers des incitations fiscales, par des taxes douanières et par la création de normes qualitatives exigeantes [...]*

- (3) *Le démantèlement progressif des entreprises multinationales, des franchises et de la grande distribution qui entraînent le chômage de masse [...]*
- (4) *La sortie progressive de l'automobile et de sa civilisation [...]*
- (5) *La sortie progressive des énergies fossiles [...] au profit de la sobriété énergétique et du développement des énergies renouvelables [...]*
- (6) *La fin de l'habitat pavillonnaire [...] Nous mettrons en place une politique de moyens et petits habitats groupés, luttant contre les mégapoles de plus de 300 000 habitants et permettant de vivre sans automobile [...]*
- (7) *L'instauration progressive d'un revenu maximum autorisé à hauteur de quatre fois le SMIC¹ [...]*
- (8) *L'interdiction de posséder plus de deux logements [...]*
- (9) *La mise sous tutelle démocratique de la recherche pour la réorienter vers des objectifs écologiques et humanistes excluant les OGM, les nanotechnologies ou le nucléaire [...]*
- (10) *La fin du sport professionnel au profit du sport amateur. L'interdiction des sports et loisirs motorisés » (Cheynet, 2008, pp. 113-114).*

Si certaines de ces propositions peuvent paraître « *très radicales* » (Cheynet, 2008, p. 114), elles ont au moins le mérite – avec les propositions d'Ariès et de Latouche – de définir un peu plus clairement des politiques visant à la mise en place d'une société de décroissance. Mais, la décroissance avant même le développement de ces programmes (quelques années se passent entre la naissance du mouvement et la présentation de ceux-ci) va être l'objet de critiques plus ou moins étayées.

3.3. Les critiques envers la décroissance contemporaine

Je ne reviendrai pas ici sur les critiques provenant des médias (surtout de la presse française) et des politiciens français qui ont, si l'on suit les décroissants et leurs critiques, caricaturé la mouvance (Cheynet, 2014, p. 45 ; Flipo, 2009, p. 9 ; Prieto & Slim, 2019, p. 14) en qualifiant les porteurs du projet décroissant d'« *extrémistes* » voulant un « *retour à la bougie* » (Ariès, 2017, p. 36), ou de « *rétrogrades* » (Cheynet, 2008, p. 20) poussant à un « *retour à l'âge de pierre* » (Latouche 2006, p. 93). Les propositions visant à réguler

¹ Environ 5200 euros.

la presse (Cheynet, 2011a, pp. 18-21) passent très mal. A côté de ces commentaires plutôt négatifs provenant du champ médiatico-politique français, mais qui ont un poids certain sur l'évolution des thèses avancées par les théoriciens, nous pouvons retrouver quelques critiques plus fournies. Dès le début du mouvement, la critique essentielle tourne autour de l'ambiguïté du terme : le « *reproche de l'emploi d'un terme pas assez descriptif, pas assez précis, est fait de manière récurrente* » (Cheynet, 2008, p. 74). Bien que les ouvrages des décroissants se soient multipliés dans les années 2010, cette critique est encore d'actualité. Les critiques vont également s'étoffer, notamment autour des guerres intestines entre les théoriciens (Flipo, 2007, p. 148 ; Cheynet, 2014, p. 80 et p. 147 ; Ariès, 2017, p. 169).

3.3.1. Le problème du mot et du concept

Beitone et Navorro (2009) soutiennent que l'usage du « *mot* » suscite un certain nombre d'incompréhensions, que son utilisation diffère selon les théoriciens et qu'il n'est pas appréhendable pour tous. Quant à l'utilisation du « *concept* », pour les deux auteurs, il n'engagerait les individus qu'à choisir le programme des décroissants, sans permettre aux individus de faire d'autres choix. Les objecteurs de croissance délégitimeraient tout programme qui ne va pas dans le sens de la frugalité ou de la décroissance. Flipo répondra à ces critiques en soulignant que la décroissance est plus une « *incantation [et] pas un projet politique* » (Flipo, 2009, p. 6) et qu'elle veut proposer une sortie de crise bien que « *cela soit à la fois politiquement inédit et difficile* » (p. 6). Le programme se veut à la hauteur des destructions du système croissantiste. Lavignotte (2009, pp. 53-60) se retrouve en partie dans l'argument de l'ambiguïté du mot.

Di Méo (2006) va être l'un des premiers à faire une synthèse critique des premiers écrits des décroissants. Bien qu'il défende le concept de développement durable (Harribey, 2006, p. 14), tout autant que Prieto et Slim (2019, pp. 47-57), ses critiques dépassent le simple rapport des décroissants avec le terme de développement durable. Un des points critiqués de la mouvance dans les années 2000 est que les théoriciens confondraient « *économie et capitalisme* » (Di Méo, 2006, p. 60). Pour lui, toute société « *a un système économique, un mode de production, qui peut prendre une forme capitaliste ou non* » (p. 61). Le concept de décroissance, ici, serait le pendant opposé de la société croissantiste mais également un concept anti-économique.

Cet argument est partagé par Prieto et Slim (2019) : un des problèmes du mouvement est le diagnostic que les théoriciens font sur la croissance, à savoir que la « *croissance est néfaste* » (p. 27), indéniablement et intrinsèquement. Or, pour ces deux auteurs, les théoriciens font fausse route sur deux points. Premièrement, ils confondent la croissance (pouvant subsumer différentes sortes de croissance) avec le « *capitalisme de type libéral* » (p. 29) qu'ils critiquent. Secondement, les « *maux soulignés par les décroissants ne sont pas uniquement des conséquences de la croissance* » (p. 30) mais plutôt des choix politiques de divers niveaux. Autrement dit, « *les objecteurs de croissance ne s'opposent pas finalement à la croissance mais à une organisation sociale particulière qui donne la primauté au marché sur l'Etat* » (p. 31). Ainsi, bien que les décroissants aient proposé, dans leurs écrits des programmes concrets l'utilisation du terme de décroissance ne fait pas l'unanimité au sein même des théoriciens. Cela se matérialise par des divergences.

3.3.2. Les divergences

En parallèle du problème sémantico-conceptuel, les théoriciens de la décroissance sont divisés sur plusieurs points. Lavignotte (2009, pp. 57-58) a mis en évidence la divergence du concept opératoire économique (1) : ainsi, pour Ariès et Cheynet, la décroissance peut être assimilée à une croissance négative alors que pour Latouche, il n'y a rien de pire qu'une décroissance économique – synonyme de récession – dans une société de croissance. Une deuxième divergence (Prieto & Slim, 2019) concerne le problème de la transition d'une société de salariat à une société de post-salariat (2) : Ariès veut la fin du salariat, tandis que Latouche pense que le salariat peut perdurer dans une société écosocialiste (p. 80). Une troisième divergence concerne le système économique actuel (3) : Latouche (2005b), par son caractère révolutionnaire, défend la nécessité de sortir du système capitaliste (p. 284) tandis que Cheynet veut établir un « *contre-système à la place du capitalisme* » (Cheynet, 2008, p. 80). Enfin, la dernière divergence (Lavignotte, 2009) porte sur le problème de la relation entre les politiques de la décroissance et les institutions politiques en place (4) : Latouche est un partisan des expérimentations concrètes localisées et d'une organisation politique basée sur des démocraties locales. Cheynet et Ariès défendent eux que la participation politique est fondamentale : ils favorisent la création de partis politiques et soutiennent que la participation aux élections peut changer le système de l'intérieur (pp. 95-98).

Globalement, le mouvement souffre d'une « *absence de définition politique positive* » (Caresche *et al.*, 2011, p. 28) : l'imaginaire décroissant - visant à remplacer l'imaginaire croissant - souffre d'un manque de profondeur. Les théoriciens ont surtout critiqué la religion de la croissance sans forcément proposer les contours positifs d'une société post-croissance. Ce n'est pas sans raison que Latouche utilise le terme d'« *utopie* » (Latouche, 2005b, p. 286), censée représenter une subversion totale, mais difficile à réaliser.

3.3.3. Les critiques et la question démographique

A côté de ces problèmes sémantiques et de ces divergences de programme, une des critiques récurrentes concerne les limitations que défendent les décroissants pour atteindre une société moins consommatrice en ressources énergétiques et conséquemment en biens matériels. Alors que le constat des décroissants est que « *l'insuffisance des ressources naturelles et les limites de la capacité de régénération de la biosphère nous condamnent à remettre en question notre mode de vie* » (Latouche, 2006, p. 135), la question démographique apparaît rapidement. Celle-ci est bien présente dans leurs écrits – quelques pages : Ariès (2002 ; 2009, pp. 8-10 ; 2011, p. 7), Cheynet (2008, pp. 126-128 ; 2009, pp. 1-4), Latouche (2006, pp. 135-146 ; 2007, pp. 46-50 ; 2022, pp. 81-86), Clémentin (2009, pp. 6-7). J'ai également ajouté les réflexions de Bayon *et al.* (2012, pp. 121-127), ces auteurs formulant une synthèse du mouvement et partageant les idées du triumvirat.

La genèse de la divergence sur la démographie provient de la réflexion suivante : puisque les décroissants parlent d'un monde fini (et donc de ressources finies) et qu'ils veulent limiter la croissance en bons héritiers du rapport au Club de Rome, « *Halte à la croissance* » (1972)¹, ils seraient donc néomalthusiens et défendraient des positions en faveur d'une décroissance de la population. Deux auteurs ont défendu cette position. Bien que l'on retrouve des positions anti-malthusiennes chez Ariès (2003) déjà au début des années 2000, Di Méo (2006, p. 129-133) va soutenir que la décroissance contemporaine signifie le « *retour de Malthus* » (p. 130) en ce qui concerne la démographie. Harribey

¹ Le rapport modélise les *limites* à la croissance en incorporant divers *stocks* (population, capital industriel et corrélativement la pollution, les terres). Le modèle utilisé World3 sert à étudier l'évolution de ces stocks avec la *capacité de charge* de la Terre. Les *décroissants* font surtout référence à ce travail pour mettre en évidence l'impossibilité d'une croissance continue et infinie de l'économie dans un monde fini.

(2007), quant à lui, va avancer que « *la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance* » (p. 7). Ces deux auteurs défendent que les représentants de la décroissance contemporaine se montrent favorables envers des politiques (néo)malthusiennes puisque les théoriciens feraient le constat d'une surpopulation globale.

Or, je vais montrer dans ce qui suit que les critiques de Di Méo (2006) et de Harribey (2007) ne sont plus d'actualité. J'avancerai que les décroissants ne sont pas malthusiens ni néomalthusiens¹ mais adoptent une posture en partie cornucopienne et qu'ils ne défendent, à aucun moment, l'hypothèse d'une surpopulation mondiale ; ils n'adoptent à aucun moment la vision question/*problème*. Plusieurs raisons expliquent ce choix : des raisons *intellectuelles* et des raisons *contextuelles*. Si les théoriciens pouvaient être sensibles au problème de la surpopulation au début des années 2000, cet intérêt pour la question démographique ne se retrouve pas dans leurs ouvrages ultérieurs ; ils sont mêmes très hostiles à toute idée liant les problèmes environnementaux à la population. Il faut souligner que les travaux des deux critiques sont antérieurs à la plupart des ouvrages des décroissants contemporains : Di Méo (2006) s'est basé sur des « *précurseurs* » (Illich, Ellul) et sur un article du journal *La Décroissance* (pp. 129-141) ; Harribey (2007, p. 4) s'est appuyé sur une certaine lecture de la « *deep ecology* »² et sur le premier point du programme électoral de Latouche (réduction de l'empreinte écologique). Leurs critiques, selon moi, ont été formulées un peu trop tôt.

Avant de développer mon argumentaire, je vais consacrer quelques lignes aux « *précurseurs* » (Latouche, 2016) de la décroissance - ceux qui ont mis en évidence le *problème* du couple population/environnement (i.e. le problème démographique) - dans le but de ne pas commettre l'erreur d'Harribey et de Di Méo qui n'ont pas fait de différence entre les précurseurs et les contemporains. Je rejoins Di Méo (2006) quand il avance que « *les tenants contemporains de la décroissance ont pioché de manière sélective dans leurs thèses* [les thèses des précurseurs] » (p. 32) mais, selon moi, les auteurs contemporains ont choisi de mettre de côté de manière délibérée toutes les parties

¹ Selon notre cadre théorique proposé en points 2.2.1 et 2.2.3.

² Voir la partie sur Arne Naess (3.4.4).

des textes des précurseurs qui intégraient la question démographique sous forme de problème (soit question/*problème*).

3.4. Les précurseurs et le problème démographique

Les objecteurs de croissance, soit les décroissants contemporains, sont les héritiers d'un vaste ensemble de penseurs critiques, de philosophes, d'intellectuels que Latouche a subsumé sous le terme de « *précurseurs* » (Latouche, 2016 ; Latouche, 2022, pp. 112-120). Ceux-ci peuvent être divisés entre : les « *éclaireurs et pionniers des temps modernes* » (Latouche, 2016, p. 13), ensemble d'auteurs qui critiquent la société de consommation/croissance ; et les « *grands anciens* » (p. 13), qui ont plutôt mis l'accent sur la recherche du bonheur par la frugalité. Le qualificatif de « *précurseurs* » est arbitraire ; les « *heureux élus* » (p. 30) l'ont été par rapport à d'autres. Latouche n'est pas l'unique auteur à s'être essayé à cet exercice (Biagini, Murray & Thiesset, 2017).

Je ne reviendrai pas sur les grands anciens, les précurseurs qui m'intéressent sont les pionniers et principalement ceux qui ont intégré la problématique de la population dans leurs écrits. En reprenant Latouche, ils sont en comparaison des autres précurseurs, une minorité ; il y a peu d'heureux élus. L'identification des précurseurs sensibles à la question démographique est cependant facile. Latouche (2006) les cite : « *presque tous les auteurs de référence de la décroissance (Jacques Ellul, Nicholas Georgescu-Roegen, Ivan Illich, René Dumont [...]) ont tiré la sonnette d'alarme de la surpopulation* » (p. 135).

J'ai ajouté à cette liste le philosophe Arne Naess, car Latouche (2016) lui consacre quelques pages dans lesquelles il met très rapidement en évidence le problème de la population dans sa pensée (pp. 126-132). J'ai retiré, après lecture de leurs ouvrages, deux auteurs : Jacques Ellul et Cornelius Castoriadis. Deux ouvrages sont cités : « *Le bluff technologique* » (Ellul, 1988) et « *Une société à la dérive* » (Castoriadis, 2005). Alors que Latouche (2016, pp. 124-125) ne soulève pas dans ses lectures d'Ellul le problème démographique, je n'ai relevé que deux passages sur celui-ci : le premier est que la croissance démographique va mener à une « *absence de place, d'espace sur cette terre* » (Ellul, 2010, p. 388) et secondement qu'elle va engendrer des tensions idéologiques entre l'Occident et le « *Tiers-monde* » (pp. 425-429). L'ouvrage est centré sur la technique et non sur la démographie.

Pour le second, soit Castoriadis, Latouche (2016, pp. 152-153) ne met pas en exergue une réflexion de l'auteur concernant le problème démographique. Les quelques occurrences

du lien population/environnement dans cet ouvrage peuvent se résumer à la phrase suivante :

« La prise en compte de l'environnement, de l'équilibre entre l'humanité et les ressources de la planète est une évidence centrale pour toute politique véritable et sérieuse. Elle est imposée par la course effrénée de la techno-science autonomisée et par l'immense explosion démographique qui continuera à se faire sentir pendant au moins un demi-siècle encore » (Castoriadis, p. 309).

Les œuvres de ces deux auteurs ne sont ni centrées sur la question démographique comme problème ni sur la surpopulation. Contrairement à ces deux auteurs, les auteurs sélectionnés ci-dessous intègrent à leur réflexion, bien que différemment, la question démographique comme un problème. Je ne prétends pas pouvoir résumer leurs pensées en quelques lignes, je ne mettrai en évidence que la façon dont ils intègrent le couple population-environnement et les problèmes induits par la croissance démographique.

3.4.1. Le programme bioéconomique de Georgescu-Roegen

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), économiste roumain, est considéré comme le grand théoricien de la bioéconomie. La bioéconomie *« correspond à l'idée que le processus économique possède des racines biologiques »* (Grinevald & Rens, 2006, p. 31) : il s'agit d'un sous-système de la Biosphère (p. 35). L'intégration du processus économique dans le système-terre est nécessaire car le processus économique obéit à ce que Georgescu-Roegen nomme la loi de l'Entropie. Terme appartenant à la thermodynamique, l'entropie postule que toute matière tend à se désagréger, à s'user ou à être usée (Georgescu-Roegen, 2006, p. 67). Pour Georgescu-Roegen, le *« processus économique [...] ne fait que transformer des ressources naturelles de valeur (basse entropie) en déchets (haute entropie) »* (p. 72). Alors que les économistes orthodoxes présument que l'économie peut croître indéfiniment dans un monde fini, la théorie hétérodoxe de l'auteur postule que le processus économique est limité d'une part par les ressources disponibles de basse entropie (p. 134) – *« la dot de basse entropie »* (p. 79) – et d'autre part par les altérations environnementales qu'elle induit (p. 89 et p. 178) – *« dans le contexte de l'entropie, chaque action, de l'homme ou d'un organisme, voire tout processus dans la nature, ne peut aboutir qu'à un déficit pour le système total »* (p. 99). Ce déficit, dans une société de croissance illimitée, correspond à la pollution.

Si d'un côté les ressources sont limitées et de l'autre chaque action humaine altère la dot, le problème du nombre d'individus pouvant se la partager se pose : « *l'un des principaux problèmes écologiques posé à l'humanité est celui des rapports entre la qualité de la vie d'une génération à l'autre et plus particulièrement celui de la répartition de la dot de l'humanité entre toutes les générations* » (p. 140). Alors que la science économique orthodoxe ne prend en compte ni la question de l'entropie, ni la problématique de la dot intergénérationnelle, Georgescu-Roegen propose un programme écologique – un « *programme bioéconomique minimal* » (p. 147) – visant à réduire l'impact de l'homme sur l'environnement. Ce programme comprend deux objectifs : « *arrêter de causer des dommages inutiles* » (p. 146 et p. 185) (conséquences de la pollution et de la consommation ostentatoire) et « *protéger l'avenir de notre espèce en protégeant les espèces qui nous sont bénéfiques* » (p. 146 et p. 185). Son programme comprend huit points (Annexe 6.2), le troisième concerne la population mondiale :

« *L'humanité devrait diminuer progressivement sa population jusqu'à un niveau où une agriculture organique suffirait à la nourrir convenablement. Bien entendu, les pays qui connaissent à présent une très forte croissance démographique devront faire des efforts tous particuliers pour obtenir aussi vite que possible des résultats dans cette direction* » (p. 148).

Si l'économiste est critique vis-à-vis des approches visant à calculer une population limite (Georgescu-Roegen parlant du « *mythe de la population optimale* » (p. 139)), il pense néanmoins qu'elle doit être corrélée à ce qu'une agriculture *biologique* peut produire :

« *Une agriculture hautement mécanisée et lourdement fertilisée permet la survie d'une très grande population [...] mais au prix d'un épuisement accru des ressources [...] ce qui, toutes choses égales par ailleurs, signifie une réduction proportionnellement accrue de la quantité de vie future* » (p. 138).

L'économiste met donc en évidence le caractère gaspilleur et destructeur de la société thermo-industrielle des années 1970. Plusieurs éléments de son programme bioéconomique vont être repris par les décroissants sous d'autres formes (point 5 à 8), mais ses réflexions sur la démographie vont être laissée de côté, de même que les réflexions sur le partage de la *dot de basse entropie* entre les générations (p. 79). Un contrôle démographique est nécessaire pour permettre un renouvellement durable des générations (continuité de l'existence de l'Humanité dans des conditions convenables).

3.4.2. Les « préalables » de Dumont

Le parcours de René Dumont (1904-2001) est intéressant. Rien ne laissait présager pour cet agronome un parcours de décroissant. Considéré comme « *l'un des chantres de la révolution verte* » (Bonneuil, 2020, p. 23), il fait le constat suivant durant les années 1960 : la croissance de la production des denrées alimentaires peine à suivre la croissance de la population. Il devient alors un défenseur du contrôle des naissances (p. 24), mais pas mondialement. Dumont défend que « *les pollutions ne sont pas le fait des plus pauvres [pays et individus], mais viennent essentiellement des pays riches* » (Dumont, 2020, p. 86). Les ressources de ce monde, utilisées en majeure partie dans les pays riches, sont gaspillées et ce gaspillage engendre une pollution inacceptable pour l'agronome. Parallèlement à ce phénomène, Dumont met également en évidence que la population mondiale a grandement augmenté entre 1930 et 1970. Le constat est sans appel : « *l'explosion démographique a pris des proportions compromettant l'avenir même de l'humanité* » (p. 88). Que faut-il faire ? Dumont avance que des « *mesures limitatives autoritaires de la natalité vont donc devenir de plus en plus nécessaires, mais elles ne seront acceptables que si elles commencent par les pays riches et l'éducation des autres* » (p. 87). Ces mesures doivent d'abord, et en premier lieu, toucher « *les riches et les puissants* » (p. 96), les millionnaires, mais également « *tous ceux d'entre nous qui profitons de la société de consommation* » (p. 96). Aux mesures néomalthusiennes (suppression des aides financières en faveur de la natalité, quota de naissances dans les pays riches) (p. 156), Dumont ajoute des mesures visant à mettre fin au complexe militaro-industriel, à interdire les voitures privées, et à contrer les processus d'urbanisation (p. 116). Les mesures néomalthusiennes ne touchent pas que les pays nantis et doivent également être mises en place dans les pays « *pauvres surpeuplés* » (p. 195).

Dumont propose, en reprenant le titre du rapport au Club de Rome, une « *série de préalables* » (pp. 194-195) à mettre en place pour tenter un possible arrêt de la croissance : halte aux dominations et exploitations entre pays riches et pays pauvres, halte à la course aux armements et au gaspillage en privilégiant « *la morale paysanne : austère, prévoyante, prudente et pleine de dignité* » (p. 194), et finalement et « *surtout, Halte à l'explosion démographique* » (p. 195). Pour Dumont, deux choix s'offrent à l'humanité : soit elle continue à croître et connaîtra une « *austérité de plus en plus dure* » (p. 195), soit elle choisit l'aisance en limitant la population mondiale selon le critère d'un « *niveau*

assurant enfin à tous une vie digne d'être vécue » (p. 195). Il est intéressant de souligner que l'auteur, sans faire mention des théories sur la capacité de charge, avance que « *la population mondiale de 1975, avec près de 4 milliards d'individus, [...] paraît trop nombreuse* » (p. 196).

Si Dumont était plutôt un chantre de la croissance et un féru de la révolution verte dans sa jeunesse, son ouvrage est écrit par un Dumont anticolonialiste, écologiste, néomalthusien et critique de l'approche du Club de Rome. Alors que le Club de Rome met en exergue les limites planétaires et la variable de la population sans nécessairement différencier les « coupables », Dumont soutient que :

« Les responsabilités de la crise écologique sont différenciées selon les groupes sociaux et que les conséquences de celles-ci ont et auront des effets plus dramatiques sur la vie des populations pauvres des pays pauvres que sur celle des bénéficiaires de la société de consommation » (p. 30).

Les décroissants contemporains adoptent le point de vue de Dumont sur la responsabilité différenciée de la crise écologique entre les pays riches et pauvres (notamment par l'usage des arguments sur les écarts d'empreinte écologique nationaux) mais, les théoriciens vont abandonner toute l'argumentation de Dumont en faveur d'une décroissance démographique ou d'une limitation de la population pour ne garder que l'aspect de la consommation.

3.4.3. La société conviviale d'Illich

Philosophe et critique de la société de consommation, Ivan Illich (1926-2002) va proposer, dans son ouvrage, une conception d'une société aux antipodes de la société productiviste. Partant du constat qu'« *au stade avancé de la production de masse, une société produit sa propre destruction* » (p. 11) - elle détruit sa capacité à se renouveler dans le futur, elle dégrade la nature et les liens interpersonnels - Illich propose de transformer cette société autodestructrice en société « *conviviale* », « *société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil* » (p. 13). Le concept illichien d'outil (central dans son livre) comprend autant des outils au sens strict ou large comme « *un balai, un crayon à bille, un tournevis, une seringue, une brique, un moteur [...] une automobile ou un téléviseur* » (p. 43) que des outils plus structurants

comme « *l'école, l'organisation médicale, la recherche, les moyens de communication* » (p. 43).

Face à l'outil « *industriel* » et « *destructeur* » (les autoroutes, l'école, l'institution médicale) ne menant qu'à « *l'uniformisation, la dépendance, l'exploitation et l'impuissance* » (p. 51), Illich oppose l'outil convivial, celui que chacun « *peut [...] utiliser, aussi souvent ou rarement qu'il le désire* » (p. 45). Le génie d'Illich est d'avoir perçu que lorsqu'une « *activité outillée dépasse un certain seuil défini par l'échelle ad hoc, elle se retourne contre sa fin, puis menace de destruction le corps social tout entier* » (p. 11). L'exemple le plus connu est celui de la démocratisation de l'automobile. Au lieu de gagner du temps, de permettre une plus grande liberté, l'utilisation de masse de cet outil conduit à des pertes de temps (embouteillages), à une demande croissante d'infrastructures (autoroutes qui elles-mêmes mènent à des embouteillages, parkings) et à une plus grande pollution.

Quel est le rapport avec la population ? Illich est convaincu que le passage de la société de croissance à une société conviviale passera par d' « *extrêmes souffrances* » (p. 32) car ce passage « *exige un renoncement général à la surpopulation, à la surabondance, et au surpouvoir* » (p. 32). Illich l'exemplifie par l'abandon de la mondialisation des ressources planétaires (les échanges), et notamment des denrées alimentaires. Au lieu de dépendre des « *bureaucrates* » ou des « *technocrates* » (p. 33), les hommes de la société conviviale connaîtront « *la joie de la sobriété et de l'austérité* » (p. 33) en retrouvant leur autonomie.

Ce renoncement général à la surpopulation est nécessaire, et cela en raison de la dégradation de l'environnement. Illich fait alors référence au débat entre Ehrlich et Commoner. Si « *les uns disent qu'il est plus facile de s'en tirer avec la population, les autres qu'il est plus aisé de réduire une production productrice d'entropie* » (p. 77), Illich souligne, bien qu'il y ait nécessité de réduire les trois facteurs, qu'il « *importe davantage d'abandonner l'illusion que les machines puissent travailler pour nous* » (p. 77). La question de la démographie se pose pour Illich au moment où les outils ou instruments ayant permis « *l'accroissement de la population ne peuvent pas assurer sa survie* » (p. 99) ou mettent en danger son existence.

La technique de la société de croissance, de masse, pouvant engendrer des dégâts écologiques colossaux, l'humanité doit essayer de limiter son impact ; elle doit « *apprendre à vivre à l'intérieur de certaines limites, comme l'exige par exemple la*

nécessité de répondre à la question de la natalité » (p. 98). Cette question s'ajoute au contrôle de la consommation et à une modification de l'usage des choses. Elle n'est pas enseignable, surtout dans une société non-conviviale, et doit être un choix : « *la pratique d'une contraception volontaire et efficace [...] ne peut en aucun cas résulter d'un outil-miracle [...] la contraception demande, pour être efficace, la généralisation de l'état d'esprit convivial dont s'accompagne le contrôle de l'outil en question* » (pp. 99-100). Illich prend ici comme exemple « *le contrôle des naissances* » (usage de la pilule contraceptive, avortement) qui doit rester un outil convivial (évitant ainsi tout « *monopole médical* », p. 101).

La question de la surpopulation reste, pour Illich, un facteur aussi important que les impacts de la société de masse : « *si, dans un très proche avenir, l'humanité ne limite pas l'impact de son outillage sur l'environnement et ne met pas en œuvre un contrôle efficace des naissances, nos descendants connaîtront l'effroyable apocalypse prédite par maint écologue* » (p. 144). Les avis apocalyptiques repris par Illich ne vont pas avoir d'écho sur les décroissants, plutôt enclins à réinterpréter le caractère néfaste de l'*outillage* de masse dans la société contemporaine et à défendre les signes distinctifs d'une société *conviviale* (simplicité, sobriété, austérité).

3.4.4. L'écologie profonde de Naess

Arne Naess (1912-2009), philosophe norvégien, conceptualise dans son ouvrage, les prémisses axiologiques d'une « *écologie profonde* » en réponse à un double constat :

« *D'une part, une aggravation accélérée [...] de la détérioration ou de la dévastation environnementale rendue possible par les moyens de production et les modes de consommation bien établis, et d'autre part, l'absence de toute politique adéquate touchant l'augmentation de la population humaine* » (Naess, 2020, p. 51).

Cette crise environnementale peut engendrer, selon Naess, une remise en question du « *progrès* », de « *l'efficacité* » et de « *l'action rationnelle* » (p. 56). Une manière de remettre en question la société productiviste ou de masse est d'adopter une autre vision du monde, celle promue par le « *mouvement d'écologie profonde* » (p. 58). *A contrario* du mouvement « *d'écologie superficielle* » (axé sur « *la santé et l'opulence des populations dans les pays développés* » passant par une lutte « *contre la pollution et l'épuisement des ressources* » (p. 58)), le mouvement d'écologie profonde défend : (a) « *un champ de vue global* » dans lequel « *les organismes sont des nœuds au sein du*

réseau ou du champ de la biosphère, où chaque être soutient avec l'autre des relations intrinsèques » (p. 58) ; et (b) un « *égalitarisme biosphérique* » (p. 58) passant par « *le droit égal pour tous de vivre et de s'épanouir* » (p. 59) et ceci même pour les êtres n'ayant pas de conscience rationnelle (dépassement des droits uniquement pour les êtres humains).

Naess propose en complément des éléments théoriques et métaphysiques de son écologie profonde ce qu'il nomme « *une plateforme du mouvement d'écologie profonde* » (p. 60)(Annexe 6.3). Cette plateforme est considérée comme une base commune pour tous les défenseurs de cette forme d'écologie et ses fondations proviennent d'une « *vision philosophique du monde ou un système inspiré par les conditions de vie dans l'écosphère* » (p. 73) (soit une *écosophie*).

Le point cinq de cette plateforme – découlant du double constat énoncé plus haut – postule que : « *l'épanouissement de la vie humaine et des cultures est compatible avec une baisse substantielle de la population humaine. L'épanouissement de la vie non humaine nécessite une telle baisse* » (p. 60). Pourquoi mettre l'accent sur une baisse démographique ? Pour Naess, les changements technologiques et économiques visant à une « *nouvelle conduite écologiquement responsable* » (p. 63) auraient été trop lents à mettre en place dans les années 1970. L'« *extrême gravité de la situation* » (p. 63) demandait autant des changements structuraux – économie, technologie, idéologie anthropocentrée - qu'une baisse rapide de la démographie mondiale.

Ce point 5 de la plateforme, tout autant que les critiques envers la croissance de la population humaine, va engendrer des interprétations négatives, voir caricaturales - volonté génocidaire, écofascisme, écoterrorisme (Ruelle, 2020, p. 12) – de l'œuvre. Or, Naess, ne prescrit pas, il « *invite* » (Afeissa, 2020, p. 342), tout au long du livre, le lecteur à créer « *sa propre ligne d'interprétation de l'écologie profonde* » (Rothenberg, 2020, p. 45) :

« *La question cruciale que cherche à poser l'écologie profonde reste celle des valeurs, [...] au sens de la valeur pour la Terre, qui résulterait de la décision prise par les hommes de se convertir à un autre mode de vie* » (p. 46).

Bien que Naess soit considéré comme un « *précurseur* » sa vision est estimée comme trop écocentrée par Latouche (2016) car elle « *va à l'encontre de l'humanisme dont se revendiquent nombre de décroissants* » (p. 131). Si Latouche se distancie autant de Naess,

cela s'explique notamment par les legs d'une lecture partielle de l'œuvre du philosophe faite en France dans les années 1990 par Luc Ferry (Flipo, 2010, pp. 2-6). Dans son ouvrage « *Le nouvel ordre écologique* » (1992), Ferry mettait en exergue que l'écologie profonde partage des caractéristiques communes avec le totalitarisme nazi (Flipo, 2010, p. 5). Si l'article de Flipo (2010), critique de la vision de Ferry, intervient bien des années après l'ouvrage de celui-ci, cela s'explique par la parution de la première édition en français de l'œuvre de Naess en 2008. Je tiens à souligner ce détail car Di Méo et Harribey se basent sur les analyses de Ferry quand ils voient trop tôt des écologues profonds, mais inexistantes, chez les théoriciens.

Pour conclure cette partie sur les précurseurs, je souligne à nouveau que ces quelques lignes n'avaient pas pour but de retracer l'ensemble de la pensée de ces divers penseurs critiques mais de tracer une limite claire entre les thèses des précurseurs et les thèses des décroissants contemporains sur la question démographique. L'analyse de ces dernières est l'objet de la suite de ce mémoire. Alors que les précurseurs voient la démographie comme un problème – au moment où ils font leur constat et dans le futur – les théoriciens contemporains vont adopter une posture totalement différente vis-à-vis de la population globale.

3.5. Les contemporains et la question démographique : les RI

Il ne fait aucun doute que les théoriciens ont une manière particulière d’appréhender la question démographique. Cette appréhension diffère de celle(s) de leurs prédécesseurs intellectuels. En plus d’abandonner les propos des précurseurs sur la question, ils ont également fait des choix sur celle-ci, sans en rendre compte nécessairement d’une manière explicite dans leurs textes. Dans ce mémoire, j’ai divisé ces raisons en deux types différents : les raisons intellectuelles (abrégées RI) et les raisons contextuelles (abrégées RC). Les premières relèvent d’un choix dans les débats que j’ai mis en évidence plus haut (malthusianisme ou cornucopianisme ; IPAT ou impact essentiellement du système ; valorisation de la nature/réduction de la population ou valorisation de l’humanité/dévalorisation du vivant¹). Les secondes intègrent le contexte plus général de la relation entre les discours sur la démographie et le contexte historico-scientifique français (focale en somme scientifico-culturelle).

Alors que Di Méo (2006) et Harribey (2007) ont utilisé dans leurs arguments les précurseurs, j’ai décidé de m’intéresser uniquement aux écrits des théoriciens et de quelques auteurs se retrouvant dans la mouvance (Bayon, Flipo & Schneider, 2012 ; Tertrais, 2016).

Lavignotte (2009, pp. 62-63) a suggéré trois « ruptures » pour expliquer la non prise en compte de la problématique de la démographie au sein de la mouvance décroissante² : *la rupture par la réalité* – la transition démographique bien entamée va mener à une stabilisation de la population globale voire à sa disparition (Ariès, 2003, pp. 138-139) ; *la rupture par le social* – le problème est le mode de vie et non pas le nombre de vie (Cheynet, 2008, p. 128) ; et *la rupture par la morale* – sacrifier l’humanité sur l’autel de l’écologisme inverserait les valeurs de l’humanisme (Cheynet, 2009, p. 3). J’aurai pu ajouter une quatrième rupture : *la rupture par les obstacles destructifs*. Cette rupture est exemplifiée par une réflexion un peu apocalyptique de Cheynet (2009) :

¹ Point plus éthique, il est surtout tiré nourri de la distanciation des *décroissants* par rapport aux thèses de Naess.

² En lisant Lavignotte, le débat démographique peut donc se réduire à une *non-question*, un non-problème, pour les décroissants. Je n’en suis pas entièrement convaincu ; les raisons que je développe vont en partie dans le sens du couple question/solution.

« Nous devons avoir à l'esprit que le feu nucléaire peut en quelques instants oblitérer cette question [de la démographie] en rayant toute vie de la planète. D'autres fléaux comme une pandémie mondiale peuvent aussi agir en ce sens. Le système productiviste peut très bien engendrer sa propre perte » (p. 2).

Comme la population peut à tout moment disparaître, par suite d'une guerre nucléaire ou d'une maladie extrêmement virulente, il vaut mieux, pour Cheynet, ne pas perdre de temps dans des débats sur la démographie. Pour Tertrais (2016), décroissant anarchiste, le système productiviste va de lui-même résoudre la question démographique : les polluants et les pesticides vont entraîner une stérilité générale de l'espèce humaine, qui va donc, à plus ou moins le long-terme, disparaître (p. 15).

J'ai bien pris en compte les remarques de Lavignotte mais j'ai préféré construire mes propres chapitres pour expliquer le désintérêt pour la question démographique au sein de la décroissance. Les distinctions de Lavignotte peuvent servir d'introduction à ce qui va être développé.

3.5.1. RI₁ : Le réductionnisme malthusien et le choix cornucopien

Si j'ai mis en évidence que la décroissance avait été critiquée pour ses avis tranchés concernant la croissance économique, elle va également être la cible de faux-procès visant à lui affubler le qualificatif de « *malthusianisme* ». Cheynet (2008) soutient « [qu'] *il suffit généralement d'aborder la question des limites pour se voir, par amalgame, affubler du qualificatif de malthusien* » (p. 127). Rapidement, l'auteur souligne que « *le débat sur la natalité est piégé* » (p. 127), c'est même un « *débat miné* » en France (Cheynet, 2009, p. 1). Le malthusianisme est considéré contemporanément comme « *à la fois la nécessité de prendre en compte les limites écologiques et une pensée antisociale* » (p. 1) ; comme la mouvance défend cette prise en compte des limites écologiques pour critiquer la croissance, le raccourci est vite fait. Or, il ne fait aucun doute, en lisant les ouvrages et les articles des théoriciens, que la décroissance contemporaine se distancie fortement de Malthus et de ses héritiers. Ils vont adopter une posture proche des cornucopiens, mais être toujours très critiques de la société productiviste (Annexe 6.4)¹. Les décroissants vont

¹ Selon ce tableau, les cornucopiens sont diamétralement opposés aux écologues profonds. Il est cependant impossible de placer les décroissants comme étant totalement cornucopiens. Ils ne défendent pas, eux, la technologie ou la croissance (mais il est bien problématique d'abandonner les deux).

se distancier de toute réflexion visant à mettre en relation la démographie et les impacts environnementaux.

Si le nom de Malthus revient plusieurs fois dans les textes des décroissants, il est utilisé de deux façons différentes : soit Malthus et ses héritiers sont des bourgeois voulant s'accaparer le plus de parts possibles du gâteau et cet accaparement passe par l'extermination des plus pauvres (Ariès, 2003) – cela est prouvé par la parabole du banquet –, soit Malthus est la source de tous les maux et la régulation de la population « *à travers la maladie et la famine, comme le souhaitait Malthus* » (Bayon *et al.*, 2012, pp. 123-124) est défendue par ses héritiers. Bayon *et al.* (2012) ne sourcent pas leur propos. Ce point est critiquable : à aucun moment Minois ne souligne cette volonté génocidaire chez Malthus (Minois, 2011, pp. 333-377). De plus, les propos de Malthus sont caricaturés et la « *plupart des décroissants tirent à boulets rouges sur les néomalthusiens* » (Cochet, 2014, p. 15). Cependant, les théoriciens ont été un peu plus mesurés pour rendre compte de l'hétérogénéité des discours néomalthusiens.

Ariès (2003) voit dans les politiques onusiennes une volonté des pays riches d'accaparer le plus de ressources limitées possibles et ainsi d'avoir une plus grosse part de gâteau. Le courant anglo-saxon (Lassonde, 1996, p. 167) ayant des ramifications profondes dans les politiques démographiques internationales, Ariès conclut que les néomalthusiens actuels « *ont élargi leur haine des pauvres à tous les humains, ils ont remplacé leur amour des rentiers par celui des surhommes, ils ont substitué à l'économie politique, une pseudo écologie de bas étage* » (Ariès, 2003, p. 34). Très critique dans cet ouvrage des politiques antinatalistes de toute sorte, Ariès va cependant différencier quelques années plus tard plusieurs paradigmes liés au malthusianisme ou néomalthusianisme et proposer un paradigme acceptable selon lui. Il en existe quatre (Ariès, 2009, pp. 8-9) :

(1) Le premier correspond au courant international anglo-saxon : il existe un malthusianisme, provenant du Nord global, qui veut réduire le nombre de pauvres dans le monde en passant par les politiques des instances internationales (les politiques découlant des Conférences sur la population). Celui-ci s'est transformé, sous l'effet de la mondialisation et du système capitaliste, en néomalthusianisme passant d'une « *haine du pauvre* » (simple reprise des thèses antisociales malthusiennes) à une « *haine des humains* » (Ariès, 2009, p. 9). Ce néomalthusianisme peut mener à des solutions autoritaires. Je pense que ce premier type correspond à ce que Bayon *et al.* (2012) ont décrit dans leur ouvrage. Selon eux, il existe un « *discours malthusien classique* » (p. 122)

qui « attribue aux pauvres du monde entier la responsabilité de la dégradation de l'environnement, à commencer par la destruction des forêts tropicales » (p. 122).

(2) Le deuxième est un néomalthusianisme défendant un « désir d'émancipation et de contrôle des naissances face à un discours religieux, patriotique et économique nataliste » (Ariès, 2009, p. 9). Il est lié à l'émancipation de la femme et pourrait être qualifié de désaliénant¹. Il semble que ce type de néomalthusianisme soit plus ou moins accepté par Ariès² et perçu comme étant « libérateur » par Bayon *et al.* (2012, p. 127). La volonté d'émancipation se rapproche des thèses de la décroissance (athéisme de la croissance tout comme athéisme vis-à-vis des discours nationalistes, religieux).

(3) Le troisième est un « néo-malthusianisme libertaire » (Ariès, 2009, p. 9) trouvant ses racines historiques en France au 19^{ème} siècle. Un nom apparaît, celui de Paul Robin (1837-1912), anarchiste ayant fondé en 1896 le *Mouvement pour la régénération humaine* (p. 9), Organisation en défaveur des familles nombreuses (Minois, 2011, p. 501). Paul Robin réfute une partie de la vision malthusienne – il refuse la chasteté – mais intègre à sa conception du néomalthusianisme un caractère eugéniste (Ariès, 2009, p. 9). L'eugénisme étant considéré comme une dérive³ des discours (néo)malthusiens par les décroissants je pense que ce type de néo-malthusianisme est condamné par ceux-ci.

(4) Le quatrième, l'« éco-malthusianisme » ou écologie antihumaniste (aux antipodes de l'écologie humaniste ou écologie humaine (Ariès, 2003, p. 166)) correspond à un courant provenant de la conception de la « wilderness » américaine qui fait de la nature sauvage une « source inépuisable d'énergie vitale et de puissance pour une petite élite » (Ariès, 2009, p. 9). Contre cette conception américaine, Ariès défend une écologie humaine :

« L'écologie humaine part [...] des conditions de notre existence⁴. Elle dérive, autrement, naturellement, vers un contrôle biologique. L'écologie humaine [...] s'intéresse, alors, à l'accès des couples au contrôle de leur fécondité comme elle questionnera les limites de tout système productiviste » (Ariès, 2003, p. 166).

L'écologie humaine ou humaniste a au moins « le mérite de nous rappeler que les problèmes écologiques ne doivent jamais être abordés par la question de la

¹ Qualificatif que je lui adjoints.

² Faute de développement dans les quelques lignes d'Ariès, je ne peux en être certain.

³ Voir partie 2.6.2.

⁴ Autrement dit : le système. Ceci explique déjà le choix de la partie suivante.

(sur)population » (p. 166). L'écologie humaine diffère grandement de toute conception qui mettrait sur un même niveau la nature et l'homme ou le besoin de protéger une nature sauvage des mains de l'homme. Elle met au premier plan l'Humanité et s'intéresse aux conditions d'existence de celle-ci.

Ainsi, dans la littérature des décroissants, toute approche concernant le problème ou la question démographique est critiquée. Les approches de type « *mécaniste* » (Le Bras, 1996, p. 19), visant à calculer une population optimale ou limite par l'offre (ressources) et la demande (consommation) n'ont pas de sens : en plus de n'envisager la « *question [démographique] que sous l'angle quantitatif* » (Latouche, 2006, p. 146) elles occultent toutes les inégalités de répartition des richesses (Cheynet, 2008, p. 127). Clémentin (2009) va plus loin et considère qu'aborder scientifiquement et numériquement le problème de la croissance démographique mène au projet malthusien (p. 6), dont la finalité est l'extermination des « *surnuméraires* » (Ariès, 2009, p. 10) et des « *pauvres* » (Tertrais, 2006, pp. 120-121).

Les arguments des décroissants, du moins concernant l'approche critique de la variable par le nombre se tient. Quand Latouche avance que « *la notion de population soutenable est tout à fait relative* » (Latouche, 2022, p. 84), je ne peux lui donner tort. Je renvoie aux parties sur la capacité de charge (partie 2.3). Quant à la relation entre la conception mécanique de la démographie et celle du projet malthusien, c'est un point de vue totalement subjectif. Les objecteurs de croissance ne procurent pas d'éléments théoriques critiques sur ce type d'approche. De plus, les objectifs de la Conférence du Caire de 1994 ont été ratifiés librement par les Nations, dont les pays en développement. Je doute qu'il y ait eu volonté, à ce moment-là, de la part des pays en développement de délibérément mettre en place des politiques visant à exterminer ou à tuer leurs pauvres.

En somme, tout intérêt pour la problématique démographique part d'une fausse conception du projet décroissant (Bayon *et al.*, 2012, p. 122). Avant toute réflexion sur des politiques antinatalistes ou néomalthusiennes, un changement de paradigme, la formation d'une société « *écosocialiste* » est nécessaire (Latouche, 2007, p. 49). Ceux qui allient les notions de décroissance et décroissance démographique sont suspects pour Latouche : seuls les « *grands de ce monde [...] représentants du patronat ou de l'oligarchie acquis à la décroissance voient d'abord le contrôle des naissances comme solution* » (Latouche, 2022, p. 82). Ces riches oligarques défendent des politiques néomalthusiennes puisque « *si le niveau de vie américain n'est pas négociable, il va*

falloir éliminer beaucoup de monde » (Latouche, 2006, p. 146). Ce dernier point est particulièrement intéressant. Dans la littérature décroissante, la question de la population est éclipsée par le caractère inégal de la répartition des richesses. Pour les théoriciens, il n'y a pas de (sur)population, puisque celle-ci peut encore augmenter (Ariès, 2003, p. 139, 2009, p. 9 ; Latouche, 2006, p. 145) ; il n'existe que le problème de l'inégale répartition des parts du gâteau¹.

Pour les objecteurs de croissance, bien que ce qu'offre ce gâteau est limité, cette offre peut être aménagée (améliorée), et cela grâce à l'Humanité. Sur ce point, ils partagent un caractère propre aux cornucopiens : l'« *optimisme pour la capacité de l'homme à améliorer le sort de l'ensemble de la population mondiale* » (Rothenberg, 2020, p. 43²). Ainsi, Cheynet soutient que « *nous n'avons aucun souci à nous faire quand à la capacité de l'humain à trouver des solutions techniques pour engager des politiques de décroissance* » (Cheynet, 2008, pp. 45-46), toutefois sans définir quelles techniques il a en tête. Ariès avance que la « *Bombe D [soit bombe démographique] pourrait [...] être paradoxalement une chance puisqu'elle nous oblige à inventer collectivement une nouvelle espérance, capable d'enfanter un monde plus humain et plus égalitaire* » (2003, p. 167). Nous retrouvons ici le caractère cornucopien des adversaires de Malthus puisque la croissance démographique est pourvoyeuse d'un futur plus égalitaire pour l'Humanité. Seul Latouche se distancie de ce qu'il appelle « *l'optimisme démographique béat* » (Latouche, 2006, p. 136), dont un des promoteurs, le théoricien Ariès, défend qu'une population soutenable pourrait atteindre 23 milliards d'individus selon le type de régime alimentaire adopté. Latouche est rejoint par Tertrais sur la nécessité d'une stabilisation de la population à la fin du 21^{ème} siècle (Tertrais, 2006, p. 115). Ce constat de nécessité est partagé par certains démographes (Véron, 2013, p. 111). Tertrais (2006) ajoute également que « *la maîtrise démographique n'est évidemment pas le seul élément déterminant dans la construction de l'avenir. Les limites de la planète pourraient être atteintes par une population stationnaire qui persisterait dans la voie productiviste* » (p. 130). Alors que Tertrais met en exergue le besoin de cette « *maîtrise démographique* », il souligne

¹ Le point 3.5.2 – celui qui suit - revient sur cet argument.

² Voir tableau en Annexe 6.4.

cependant le besoin de sortir de la société productiviste. Les théoriciens vont mettre l'accent sur le système productiviste en laissant de côté la maîtrise démographique.

3.5.2. RI₂ : Les lectures des outils : l'IPAT et l'empreinte écologique

Je signale déjà en préambule que Barry Commoner est considéré comme un précurseur (Latouche, 2016, p. 243 ; Biagini *et al.*, 2017) et les décroissants vont reprendre sa thèse - l'impact environnemental est la conséquence de la pollution induite par la technologie - en modifiant le terme de technologie pour y substituer le terme de système productiviste (qui mène à la consommation de masse). Si l'entité IPAT n'est pas présente dans les textes des décroissants, ceux-ci ont cependant fait le choix de sortir le facteur population de l'équation.

Ainsi, pour Latouche, la démographie n'est pas un facteur important pour le moment - et ne le sera certainement jamais - car « *ce qui fait problème [c'est] la logique de démesure de notre système économique* » (Latouche, 2007, p. 49). Pour Cheynet, « *le problème n'est pas qu'il y ait trop d'humains sur Terre, mais trop d'automobilistes* » (Cheynet, 2008, p. 128). Alors que l'IPAT intègre les trois facteurs - la population, la richesse et l'impact de la technologie - Cheynet qualifie l'approche d'antihumaniste et soutient que « *l'humain n'est pas un paramètre dont on peut disposer et que l'on peut mettre sur un même plan qu'une automobile ou même un animal* » (Cheynet, 2009, p. 4). Les décroissants mettent l'accent sur la société de masse et la massification des produits qu'elle engendre. Ils se distancient des travaux qui adoptent une approche mécaniste de la population comme les travaux du Club de Rome ou du couple Ehrlich (Lavignotte, 2009, p. 65) : « *quand on commence à traiter scientifiquement de quantité de vivants, ça finit toujours par dérapier. On finit par parler de parc humain, et en tout bonne foi de variable et de paramètre* » (Clémentin, 2009, p. 6). Ces travaux, pour les décroissants, subsument sous le terme de variable ou de paramètre un ensemble d'êtres humains en les mettant au même niveau que des variables non-humaines. Cette approche est antihumaniste pour les théoriciens : ces nombres sont des individus. De plus, ces approches ne prennent pas en compte les inégalités mondiales.

Les objecteurs de croissance se montrent particulièrement hostiles à l'idée de défendre des politiques antinatalistes dans un monde profondément inégalitaire. La régulation de la démographie, envisagée comme résolution à la crise environnementale est une « *fausse solution* » (Latouche, 2007, p. 46) ou une « *réponse paresseuse* » (Latouche, 2022, p. 82).

Prendre comme point de départ une baisse démographique éclipse le vrai problème, celui du système croissantiste et productiviste (Ariès, 2011, p. 7).

Globalement, les théoriciens critiquent les inégalités d'accès aux ressources et les inégalités de consommation, comme Dumont le faisait (Dumont, 2020), mais abandonnent ses propos sur une baisse de la démographie différenciée selon la consommation des pays. Les disparités de consommation, dans les écrits des décroissants, exemplifiées le plus souvent par les références à l'empreinte écologique, prouvent le caractère profondément gaspilleur et inégalitaire du système productiviste. L'outil sert surtout à Latouche comme argument en faveur d'une baisse nécessaire de celles-ci (les disparités) : « *sommes-nous surpeuplés ? Oui, incontestablement, si tout le monde devait consommer comme un Américain moyen* » (Latouche, 2006, p. 154). Bien que le théoricien mette en évidence que les hectares globaux moyens disponibles (gha) dépendent en grande partie de la taille de la population, il laisse de côté le facteur démographique et s'empresse de montrer les différences d'empreinte écologique dans certains pays développés (Latouche, 2007, p. 43).

Je ne peux pas critiquer le point de vue de Latouche sur l'empreinte écologique, ni des autres auteurs décroissants. Il est vrai que Rees et Wackernagel (2017) parlent très peu de démographie, si ce n'est la citation reprise plus haut. Cependant, deux remarques peuvent être avancées. Premièrement, aucun des auteurs de la décroissance ne critique l'outil, il est accepté comme preuve du dépassement des biocapacités et surtout comme preuve de la surconsommation des nantis. Deuxièmement, bien que Latouche admette qu'il faille réduire globalement cette empreinte pour qu'elle soit soutenable, à aucun moment il ne présente dans les détails les contours d'une telle société. Rappelons que le nombre d'hectares moyens disponibles par personne dépend de la consommation mais également de la taille de la population (nationale ou mondiale) et que la croissance de la population a pour conséquence d'augmenter le nombre de consommateurs (The Royal Society, 2012, p. 11). Pour la Royal Society, le débat entre les tenants d'une baisse de la consommation sans baisse de la croissance démographique et les tenants de la baisse démographique sans baisse de la consommation n'apporte rien :

« *Cette distinction [...] n'est pas utile car elle peut donner lieu à des débats sur la question de savoir si la politique doit se concentrer sur la réduction de la croissance démographique ou sur l'amélioration de la consommation durable, alors que les deux sont clairement importants* » (p. 60, ma traduction).

Pour la Royal Society (2012), le passage à un mode de vie durablement durable (prenant en compte les besoins des générations futures) doit intégrer ces deux « enjeux critiques » (p. 11, ma traduction) (i.e. les augmentations globales de la population et de la consommation¹).

Cette vision n'est pas celle des décroissants puisque la question de l'égalité, du partage du gâteau comme le soutient Latouche, est prédominante dans leurs discours : « *l'enjeu principal c'est de faire de la consommation et du partage une question publique* » (Flipo, 2009, p. 273). Autrement dit, réformer la « *mégamachine à délocaliser, à déterritorialiser, à déculturer et à détruire l'écosystème* » (Latouche, 2005b, p. 282) permet à une société de décroissance de se développer.

Cette réforme est prioritaire par rapport aux enjeux démographiques :

« Les mouvements pour la réduction ou l'extinction de l'espèce humaine diluent la responsabilité particulière de certains acteurs économiques derrière celle de l'homme en général et le système. [...] La responsabilité de la crise de l'environnement n'incombe, pourtant, pas aux humains indifféremment, mais bien à ce système productiviste » (Ariès, 2003, p. 137-138).

Je souligne, ici, qu'Ariès attaque essentiellement les acteurs économiques avant de les éclipser derrière le mot « système ». Il ajoute, dans un autre texte, que la décroissance « *équitable et sélective [...] doit se faire pour les riches* » (Ariès, 2011, p. 5), laissant de côté cette fois-ci l'impersonnalité du « système ».

Ce choix, fait par les décroissants, n'est pas passé inaperçu chez des critiques éco-malthusiens français (Sourrouille, 2014 ; 2020). Annaba (2014) adhère en partie à l'analyse que font les décroissants de la question démographique comme n'étant pas la priorité absolue pour résoudre la crise écologique. Il soutient que « *la décroissance nécessite une réforme complète de toutes les structures économiques, sociales et politiques* » (p. 23). Cependant, la « *population ne peut être négligée* » (p. 23), car vouloir réduire la consommation par personne et la pollution ne peut pas suffire dans un projet décroissant. Pour lui, les décroissants rejettent l'idée d'un contrôle de la démographie –

¹ Le rapport soutient que la réduction de la consommation des plus grands consommateurs est le moyen le plus immédiat pour réduire l'impact négatif des activités humaines sur la planète (sur le court-terme). Mais il souligne également que cela ne suffira pas : il est essentiel que la population mondiale se stabilise pour éviter que les impacts futurs n'aggravent la situation actuelle (The Royal Society, 2012, pp. 99-102).

quel que soit sa forme - tout simplement pour éviter le débat, celui qui est miné selon Cheynet (2009). Bien que les arguments d'Annaba se tiennent, je ne peux pas donner tort aux théoriciens sur ce point : plusieurs critiques de la mouvance soulignent qu'aborder le sujet de la démographie, dans l'espace public français relève d'un « *tabou* » (Tarrier, 2011, p. 13, 2014, p. 158 ; Tertrais, 2016, p. 14 ; Bertaux, 2017, p. 17 ; Sourrouille, 2020, p. 83).

Un second critique, Sourrouille (2020), voit dans le choix du raccourci effectué par les objecteurs de croissance entre surconsommation et impacts environnementaux une mauvaise compréhension de l'entité IPAT. Quand les décroissants affirment que le nombre d'individus est sans importance mais que le nombre de véhicules motorisés l'est, Sourrouille avance que le « *nombre d'automobiles dépend forcément du nombre d'automobilistes* » (p. 35)¹. Sourrouille fait alors appel à la formule IPAT en reprenant l'exemple des automobiles - dont l'interdiction est chère aux décroissants (Cheynet, 2011b, p. 174) - et soutient que « *le nombre d'humains est un multiplicateur des nuisances de l'automobile dans les émissions de gaz à effet de serre et réciproquement. L'existence de l'automobile multiplie l'impact de chaque individu* » (Sourrouille, 2020, p. 36). Dans l'entité IPAT, il n'y a pas de facteur qui puisse être retiré arbitrairement : « *il n'y a pas de priorité, de cause seconde ou secondaire, impact démographique et impact économique sont intimement liés* » (p. 36). Au lieu de partir d'une différenciation basée sur l'empreinte écologique, Sourrouille avance que la décroissance doit toucher tous les individus. Servigne (2014) ajoute que si le but des décroissants est de « *changer la trajectoire du monde* » (p. 130) alors il faut agir « *sur tous les paramètres en même temps* » (p. 130) - soit la « *population, [la] production, [l'] énergie, [la] pollution, [les] rendements agricoles* » (p. 130).

Il faut cependant souligner que pour Sourrouille (2020), la planète est surpeuplée et chaque nouvelle naissance va mener à une aggravation des « *difficultés socio-économiques et écologiques de notre société* » (pp. 36-37). Alors que Sourrouille met sur un même plan une vie humaine et le bien-être environnemental, son point de vue diffère complètement des théoriciens. Les deux raisons intellectuelles que je viens d'évoquer ont

¹ Voir plus haut dans cette partie les éléments du rapport de la Royal Society.

pour base une conception éthique de la relation entre l'environnement et l'homme qui est propre au triumvirat.

3.5.3. RI₃ : L'humanisme et l'anthropocentrisme du mouvement

Prieto et Slim (2019, pp. 85-90) ont proposé de diviser les tenants de la décroissance selon l'opposition qu'ils défendent entre la nature, le capital et l'humanité. Les premiers objecteurs de croissance, tenants d'une opposition « *humanité/nature* », peuvent être qualifiés d'« *écologistes profonds* » (p. 85). Ils « *prônent un contrôle des naissances* » (p. 85) mais dans le cadre d'un humanisme égalitaire. Le seul auteur ou penseur cité est Yves Cochet. Les seconds objecteurs de croissance, rejetant la vision proposée par les écologues profonds, opposent « *capital/nature* » (p. 85) et soutiennent que la démographie n'est pas importante. Ils défendent leur point de vue via deux arguments : (1) premièrement, puisque la transition démographique s'universalise, la population globale va se stabiliser ou même décroître et (2) deuxièmement, le problème n'est pas la population mais la « *prééminence de la croissance économique sur la croissance démographique* » (p. 86). Le choix fait par les décroissants de soutenir que la croissance démographique ne pose pas de problème – les possibilités d'accueil de la Terre sont incommensurables – et que le genre humain ne peut qu'améliorer son sort et celui de ses semblables tire ses racines d'un concept qui se dispute même au sein de la mouvance : l'humanisme.

Latouche (2007) définit l'humanisme comme une « *croyance que, sous le concept d'être humain, une réalité essentielle/substantielle transcenderait la seule existence de l'espèce. Autrement dit, que l'humanité de l'homme existerait indépendamment des hommes concrets (présents, passés et à venir), comme abstraction* » (p. 149). Cette réalité essentielle est problématique car cette transcendance mène l'être humain à croire qu'il possède « *des droits (naturels) sur les espèces et sur la nature : les droits de l'homme ou droits humains* » (p. 149). Cette croyance génère l'anthropocentrisme : l'être humain se différencie de la nature et se conçoit comme supérieur à celle-ci et aux êtres vivants. Il se perçoit comme étant le « *centre du monde* » (Waechter & Niezgodna, 2018, p. 67).

Pour Latouche (2007), la défense de ces droits humains ou droits de l'homme est une particularité de l'*occidentalocentrisme* :

« *Avec les droits de l'homme, la démocratie, et bien sûr l'économie (par la grâce du marché), les invariants transculturels ont envahi la scène et ne sont plus*

questionnables. On assiste à un retour en force de l'ethnocentrisme occidental, dont l'arrogance de l'apothéose du tout-marché est une forme nouvelle » (p. 151).

L'humanisme théorisé ainsi se développe universellement et tend à homogénéiser les diverses cultures mondiales par l'économie de marché. En parallèle à la défense des droits de l'homme s'est ajouté « [l'] *impérialisme de la croissance* » (p. 154). Latouche subsume ce processus sous les termes de « *délire universaliste ethnocentrique* » (p. 153). Autrement dit, l'Occident, en défendant une conception particulière de l'homme et de son lien avec la nature – anthropocentrisme couplé à l'économie croissantiste – tend à détruire autant les cultures particulières des différentes communautés du monde que l'environnement global (l'environnement naturel).

Ce type d'humanisme est rejeté par Latouche (2007) qui défend, « *entre l'anthropocentrisme aveugle ou dogmatique de la modernité occidentale et la sacralisation animiste de la nature* » (p. 155), un « *éco-anthropocentrisme* » (p. 156) visant à « *réintroduire le souci écologique au cœur de la préoccupation sociale, politique, culturelle et spirituelle de la vie humaine* » (p. 156). Latouche est un des seuls théoriciens à définir l'humanisme comme profondément corrompu par l'idéologie croissantiste. Il faut cependant souligner que nous restons, ici, dans une conception anthropocentrée : Latouche rejette dans ce même chapitre la conception trop écocentrée d'Arne Naess (p. 148). Il y a cependant un problème : Latouche ne décrit pas en quoi cet éco-anthropocentrisme se distingue au niveau théorique, par exemple, du développement durable.

Alors que Latouche critique vivement l'humanisme corrompu par la religion de la croissance, Cheynet défend que la décroissance ne peut tomber dans le relativisme *latouchien* qui sous-tend que chaque culture peut défendre ses propres valeurs (ce que la *Mégamachine* occidentale uniformise mondialement). Au contraire, pour Cheynet (2008), il existe des « *valeurs universelles* », partagées par toutes les communautés : « *fraternité, souci du plus faible, liberté, égalité ou respect de l'autre et de sa culture* » (p. 136). Ces valeurs, universellement partagées, servent de garde-fou contre les solutions antinatalistes malthusiennes (p. 127). Pour lui, vouloir réduire la population revient à nier tout humanisme : « *sommes-nous prêts à tout pour sauvegarder la vie sur Terre ou serons-nous capables de mettre des préalables humanistes et démocratiques même à cet objectif ?* » (p. 127). Cheynet (2009) oppose ainsi l'humanisme aux « *lois du vivant* » (p. 3).

Ainsi, face à une société de capitalisme « débridé », de la guerre de tous contre tous, de « l'élimination des moins aptes » et du « darwinisme social » (p. 3), Cheynet voit dans « la volonté de faire prévaloir l'égalité et la préférence aux plus faibles » des « principes antinaturels » (p. 3). Ces principes antinaturels forment le socle des « projets de société et de vie émancipateurs et humanistes » (p. 3) de la décroissance. Dans la pensée de Cheynet, l'opposition entre humanisme et naturalisme prévient les dérives (néo)malthusiennes. Cependant, bien que la décroissance s'inscrive « dans une perspective qui va contre les lois du vivant » elle exige « le respect du vivant » (p. 3). Il ajoute : « la nature est ici considérée comme très importante, certes, mais devant demeurer seconde : ses principes ne doivent pas supplanter les valeurs humanistes » (p. 3). Cheynet rejette vivement les idées des écologues profonds et il défend une perspective anthropocentrée. Nous retrouvons ici la *rupture par la morale* que Lavignotte (2009) avait mise en évidence (p. 63). Pour Cheynet (2008) le projet de décroissance a comme sujet l'être humain et cela avant toute chose : « la décroissance est certes vitale pour des raisons écologiques, mais c'est d'abord son caractère d'émancipation sociale et humaine qui la motive » (p. 213). Il rejoint en ce sens l'approche écosocialiste d'Angus et Butler (2014) défendant que « le développement écologique durable n'est possible qu'à la condition d'amorcer également un développement humain durable » (p. 256). Ce développement humain implique une société plus juste et un monde plus égalitaire (en termes de richesses notamment). Sans ce développement, les relations entre le monde vivant et le monde humain resteront celles que nous connaissons aujourd'hui.

Cheynet est rejoint par Ariès sur ce point : l'humanisme est un garde-fou contre les idées d'égalité entre humanité et nature (que la nature soit comprise comme globale ou comme l'ensemble du vivant) (Ariès, 2003, pp. 16-17). Ariès voit dans la tradition « humaniste et progressiste » (p. 10) un rempart contre toutes les formes de néomalthusianisme - héritières des « thèses génocidaires du Révérend Malthus » (p. 30). L'écologie humaine ou humaniste tire ses racines d'une opposition forte aux thèses malthusiennes. Historiquement, elle « serait [...] la fille d'une Europe acquise à l'idée que l'homme est au centre du monde et que l'humanité se caractérise par sa capacité de déracinement privilégiant la culture contre la nature » (Ariès, 2003, p. 30). Nous avons déjà mis en évidence les éléments caractérisant cette écologie humaine. Ariès souligne bien que l'ontologie de cette écologie est l'existence humaine – conditions de vie de l'Humanité - et en ce sens, elle s'attaque d'abord à « l'industrialisation » et à la « marchandisation »

(Ariès, 2017, p. 45) des rapports humains puis à la relation entre le système (à changer) et l'environnement. En résumé, pour les théoriciens, la réforme doit toucher le système, pas le nombre d'individus qui le compose.

3.6. Les contemporains et la question démographique : les RC

A ces trois raisons intellectuelles s'ajoutent quelques raisons *contextuelles* (abrégées RC). Elles ne sont pas aussi explicites que les trois premières. Fruit d'une tentative plus personnelle d'explication du non-intérêt des objecteurs de croissance pour la question démographique, elles s'ajoutent aux raisons intellectuelles. Moins centrées sur les écrits du triumvirat et tirées en partie des lectures de leurs adversaires, elles développent quelques réflexions sur le natalisme français et ses liens avec la science démographique (les théories d'Alfred Sauvy), sur les dérives des discours malthusiens et la manière dont elles s'insèrent dans l'histoire de la nation française, et finalement sur l'accueil des discours décroissants (et leur performativité) dans l'espace public.

3.6.1. RC₁ : L'héritage nataliste français et le tabou contemporain de la question démographique

Alfred Sauvy (1898-1990), démographe et directeur de l'INED (Institut national d'études démographiques) entre 1945-1962, était un théoricien anti-malthusien, héritier notamment de Condorcet (Chesnais, 1992, p. 1575), et un nataliste convaincu. Auteur prolifique, il est à l'origine d'un théorème, le « *théorème de Sauvy* » (Damon, 2016, p. 186). Ce théorème postule que « *nous ne préparons pas nos retraites par nos cotisations vieillesse mais par nos enfants* » (Damon, 2016, p. 186). Sauvy défend des politiques natalistes, car dans sa théorie il en va du bien-être économique futur de la nation : plus les futurs cotisants seront importants en nombre, mieux se porteront les caisses de pension¹. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, il soutient que la population française doit tendre vers un optimum compris entre 50 et 75 millions d'individus (Chesnais, 1992, p. 1580). La population n'atteignant que les 40 millions d'individus et en état de vieillissement, à cause d'un contexte malthusien (p. 1580), cet état va avoir des effets délétères futurs sur l'économie française. Les politiques français, alors conscients du problème, vont soutenir des politiques natalistes et « *l'objectif des 50 millions d'habitants est réalisé dès la fin des années 1960* » (p. 1583).

¹ La population globale mondiale vieillissant actuellement, ce problème va prendre de plus en plus d'importance (surtout dans les pays ayant connu la transition économique : les cohortes des *actifs* comptent et vont compter moins d'individus que les cohortes de retraités).

Sauvy ne s'intéresse pas uniquement à son pays. Il sera également un grand critique des thèses néomalthusiennes dès les années 1970 et arrivera à la conclusion – dans la lignée de Dumont - que la population n'a pas l'impact que l'ONU lui attribue. Ce n'est non pas la surpopulation des pays pauvres mais bien la surconsommation dans les pays riches qui entraîne les impacts environnementaux et l'épuisement des ressources (Chesnais, 1992, p. 1586).

Les théories natalistes et anti-malthusiennes de Sauvy vont, si l'on suit Bertaux (2020), avoir une influence à long terme et servir de socle à un « *puissant lobby pro-démo* » (p. 167) qui influence encore aujourd'hui en France « *les décideurs en vue d'une politique pro-nataliste* » (p. 167). Pour Bertaux, ce lobby pro-démo défend une hausse de la croissance démographique basée sur la croyance « *que plus nous serons nombreux sur notre territoire, mieux nous pourrions le défendre des invasions extérieures* » (p. 169). Bertaux n'est pas le seul à faire le lien entre les pro-natalistes et l'idée de puissance nationale. Tarrier (2011) voit dans les thèses populationnistes un relent du « *credo patriotique à la procréation* » (p. 155) soutenu par le gouvernement de De Gaulle, dès 1945, et remis à jour sous la menace de problème du financement des retraites (théorème de Sauvy).

La nation française pousse les individus à avoir une famille nombreuse. Bertaux (2020, p. 167) et Tarrier soutiennent que les allocations familiales, en France, forment un « *arsenal budgétaire pour la promotion et le maintien d'une natalité dynamique puisque... motivée* » (Tarrier, 2011, p. 158). Ainsi, en France, la question démographique est subsumée par un ensemble d'auteurs sous le terme de « *tabou* » (Tarrier, 2011, p. 13 ; 2014 p. 158 ; Sourouille, 2020 ; Bertaux, 2020, p. 17) autant dans le champ scientifique de la démographie que du paysage politique français. Pour ces auteurs, remettre en question la croissance démographique revient à attaquer une politique nataliste voulue par le gouvernement.

Un des auteurs proches de la décroissance, Yves Cochet (2014) souligne que lorsque l'idée de décroissance démographique est défendue dans l'espace public français, le champ politique se ligue contre les thèses (néo)malthusiennes :

« *La droite décèle une campagne en faveur d'avortements massifs, de promotion de l'homosexualité et d'abandon du patriotisme. La gauche nous soupçonne d'attaquer les droits humains, de fuir le problème du financement des retraites, voire de prêcher l'eugénisme ou le racisme* » (p. 9).

Je reviendrai sur la question du racisme. Nous pouvons constater que cette citation intègre autant les thèses de Sauvy – question des retraites - que les thèses de Bertaux et Tarrier – le populationnisme comme argument nationaliste. Si Cochet est favorable à la mise en place de politiques néomalthusiennes, il est l'un des seuls de la mouvance. La divergence entre Yves Cochet et les objecteurs de croissance date de 2008, lorsque lors d'un séminaire organisé par la Revue *Entropia*, il propose une « grève du troisième ventre » (Cochet, 2014, p. 10). Cette grève visait à réduire les prestations familiales à partir du 3^{ème} enfant en France et à faire naître un mouvement de baisse de la natalité dans les pays riches.

Il n'est pas étonnant que les auteurs de la revue *Entropia* se soient trouvés en désaccord avec Cochet. Un seul chapitre des divers numéros de la revue concerne la démographie. Titré « *La décroissance de la population ? Trois questions à Hervé Le Bras...* » (Entropia, 2010, pp. 178-181), je pense qu'il s'agit de la retranscription des propos que le démographe avait tenus un peu plus tôt la même année dans une autre revue (Jourmet, 2010). Comme le titre l'indique, Le Bras soutient, dans cet article, que la croissance démographique n'est pas un problème comparativement aux inégalités de consommation et de pollution entre pays développés et pays émergents.

Ce n'est pas sans raison qu' *Entropia* reprend les propos de Le Bras. Celui-ci voit dans les discours de la crainte d'une surpopulation une « peur [qui] s'exprime sous la forme allégorique d'une atteinte à la santé de la planète, alors qu'il s'agit d'une atteinte aux privilèges des riches » (Le Bras, 1996, p. 298). Ces propos tirés de son ouvrage correspondent à ceux de l'article de 2010 : l'alarmisme des pays du Nord concernant la surpopulation des pays émergents cache en vérité une non-volonté de leur part de changer leur mode de consommation alimentaire et énergétique. Le Bras insiste sur ce point : si les pays du Nord veulent faire la leçon aux pays du Sud concernant la démographie, ils doivent d'abord opérer un changement alimentaire et énergétique (manger moins de viande, utiliser plus intelligemment les ressources alimentaires, réduire les émissions de GES) (Jourmet, 2010).

Les théoriciens ont lu Le Bras, et le combat contre le privilège des riches se retrouve dans les politiques des décroissants. En plus de l'explication de la *rupture par la réalité* (Lavignotte, 2009, p. 62) – la transition démographique va régler le non-problème démographique, Ariès craignant même que l'humanité ne finisse par disparaître (Ariès,

2002) – ces éléments appuient également le choix des décroissants de ne pas intégrer le problème de la croissance démographique dans leurs ouvrages.

En résumé, le contexte économique-scientifique français a pu pousser les décroissants – notamment Latouche (2006) qui souligne à demi-mot le problème des retraites (p. 146) – à ne pas intégrer la problématique de la démographie dans leurs programmes.

En plus du contexte national et du courant nataliste latin, les décroissants ont souvent mis en exergue la possibilité que les discours en faveur de politiques antinatalistes révèlent une volonté de nuire aux plus démunis ou encore aux plus pauvres. Si les objecteurs de croissance sont anti-malthusiens - ils voient en Malthus le spectre d'une idéologie de nantis voulant détruire l'Etat-providence et accaparer une plus grande part du gâteau - ils ont également comme soucis d'éviter tous discours qui pourrait être considéré comme *raciste, paternaliste*, ou encore *impérialiste*. Ceci s'explique en partie par l'histoire de la France et des projections futures de la démographie.

3.6.2. RC₂ : Les dérives des discours malthusiens

Selon les Nations-Unies (2019a), l'évolution de la croissance démographique mondiale sera très inégalement répartie et proviendra en grande partie du continent africain :

« Avec un ajout prévu de plus d'un milliard de personnes, les pays d'Afrique subsaharienne pourraient représenter plus de la moitié de la croissance de la population mondiale entre 2019 et 2050, et la population de la région devrait continuer à augmenter jusqu'à la fin du siècle » (p. 1, ma traduction).

Le rapport ajoute que la croissance démographique en Afrique du Nord (Tunisie, Libye, Maroc, Egypte, Algérie), bien qu'inférieure à la croissance démographique subsaharienne, continuera à augmenter jusqu'à la fin du siècle (p. 6). Le rapport de 2022 vient confirmer ces projections (UN, 2022a, p. ii) : l'Afrique subsaharienne accueillera en 2050 environ 900 millions d'individus supplémentaires¹ et les régions d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale environ 230 millions d'individus (par comparaison l'Europe et l'Amérique du Nord ne seront peuplées que de 5 millions d'individus supplémentaires par rapport à 2022) (UN, 2022a, p. 5)².

¹ Année de référence : 2022.

² Selon le scénario médian.

Pour Bertaux (2017) cette hausse qu'il faudrait freiner le plus rapidement possible tombe sous ce qu'il appelle « *le tabou démographique* » (p. 216). Se référant aux conclusions des néomalthusiens des années 1970, il soutient que la « *sonnette d'alarme démographique* » (p. 216) a été « *mise à l'index par le tabou [démographique] dominant* » (p. 216). Ce tabou a pour socle deux constats : premièrement, « *il était déjà clair à ce moment-là [années 1970] qu'une bonne partie de l'explosion démographique viendrait de l'Afrique ; et tout propos fustigeant la forte natalité africaine sonnait politiquement incorrect et aurait pu être qualifié de raciste* » (p. 216) et deuxièmement, « *on pensait aussi que la transition démographique se ferait naturellement, dès que les femmes seraient éduquées et capables de contrôler leur fécondité [...] pensée unique qui s'est révélée complètement fausse* » (p. 216). Bertaux exemplifie la deuxième raison en soulignant que le taux de fécondité augmente en Algérie et en Tunisie, mais les chiffres qu'il donne ne concernent qu'une seule année et ce taux décroît depuis (BM, 2022).

Concernant la question du tabou, l'UNFPA (2009), par exemple, souligne :

« *Aucun gouvernement ni entité des Nations Unies ne propose de contrôler la population. [...] la crainte de paraître favorable à une régulation de la démographie a jusqu'à une date récente fait éviter toute mention de la population dans le débat du climat* » (p. 20).

La crainte ici peut correspondre à un *tabou*. Il est également intéressant de constater que l'UCS (2022), en introduction à la version électronique du texte de 1992, soutient que les discours environnementalistes centrés sur la population – laissant de côté les différences de richesse – trouvent leur racine dans le colonialisme et le racisme. Pour l'UCS, le texte de 1992 est aujourd'hui profondément problématique.

Si je mets l'accent sur le racisme c'est qu'il est lié à l'histoire impérialiste française. La France possédait de multiples colonies en Afrique : l'Afrique-Occidentale française (AOF), l'Afrique-Equatoriale française (AEF), ainsi que l'Algérie, le Maroc, la Tunisie et Madagascar (Dorigny *et al.*, 2015, pp. 329-330). Un des traits caractérisant cette colonisation était le racisme : « *ce sont les attitudes racistes des colonisateurs qui ont constitué un des traits structuraux du colonialisme le rendant odieux, insupportable* » (Ferro, 2003, p. 27). Ce racisme, basé entre autres sur « *une conception évolutionniste du progrès indéfini de civilisation porté par les races les plus évoluées qui évaluent le degré d'avancement des races dites inférieures* » (p. 27), pourrait donc se retrouver dans les politiques visant à pointer du doigt les efforts supplémentaires que les pays africains

devraient mettre en place pour baisser leur croissance démographique. Les pays du Nord, consommateurs et pollueurs actuels, viendraient donner des leçons aux pays du Sud, pays dans lesquels se localise le futur démographique de la planète. L'histoire impérialiste française s'ajoutant au « *tabou démographique* » de Bertaux (2017), peut expliquer entre autres les réticences des décroissants à parler de la (dé)croissance démographique. En résumé, il serait mal vu qu'un ancien empire vienne donner des leçons sur la croissance démographique aux anciennes colonies alors que l'empreinte écologique de la France (~ 4,5 gha [*global hectare*]) est 2 à 4 fois supérieure à la leur (Global Footprint Network, s.d.).

Ajoutons qu'à la dérive raciste et néo-impérialiste s'ajoute une crainte chez les décroissants que le problème démographique, lié aux problèmes écologiques, n'amène certains décideurs politiques à mettre en place des politiques écofascistes et barbares (Cheynet, 2008, p. 43). Dans les textes des décroissants (Latouche, 2006, pp. 141-142 ; 2022, pp. 82-83 ; Cheynet, 2008, pp. 128-130 ; 2009, p. 2), un nom revient, celui de William Iredale Stanton (1930-2010) auteur de l'ouvrage « *The Rapid Growth of Human Population 1750-2000* » (2003) dans lequel il soutient que la population mondiale doit baisser à un taux égal au « *taux de déplétion du pétrole afin d'éviter le cauchemar d'une réduction brutale à travers guerres (y compris nucléaires), massacres, famines* » (Latouche, 2006, p. 142). Cette baisse doit passer par des politiques de restrictions migratoires, par une sélection à la naissance des nouveau-nés aptes à vivre (eugénisme), et par l'élimination des individus « inutiles » au bon fonctionnement de la société (p. 142). Les propos de Stanton, qualifiés de ce qu'il y a de « *pire* » (Cheynet, 2008, p. 129), sont fortement antihumanistes – mise en place d'un *darwinisme rationalisé* (Latouche, 2006, p. 136) ou d'un *darwinisme social* (Cheynet, 2009, p. 3) - et instrumentalisent « *la menace démographique [...] pour mettre en place des formes d'écototalitarisme* » (Latouche, 2006, p. 136).

Peu de détails concernant Stanton ou ses conclusions nous sont offerts par les objecteurs de croissance. Aucun des théoriciens ne met en avant que Stanton, bien avant d'être un démographe, était un géologue, spéléologue et hydrogéologue. Nous pouvons nous poser la question suivante : quelle est la crédibilité de ses thèses concernant le problème démographique ? Aucun d'eux ne souligne non plus que la vision de Stanton est particulièrement pessimiste. Sa thèse est que la raréfaction des ressources va entraîner de plus en plus de guerres et de concurrence visant leur appropriation (Exley, s.d.). Alors

que Stanton promeut des solutions autoritaires pour éviter que ce partage ne se fasse par la force ou ne finisse par entraîner de plus en plus de conflits, Latouche - bien qu'il admette que « *seul un pouvoir totalitaire serait en mesure d'imposer des réductions drastiques de la consommation pour assurer la survie* » (Latouche, 2005b, p. 289) - et les autres décroissants défendent leur perspective, soit une décroissance de la consommation fondée sur l'humanisme écologique (libertaire et non liberticide).

Dernier point, et lié au précédent, les décroissants ont à cœur la liberté individuelle. Il est clair qu'un changement – par la *décolonisation de l'imaginaire* – est nécessaire mais aucun ne remet en question les droits individuels (la critique de toute politique liberticide se retrouve dans la peur soulignée plus haut d'un écofascisme). Une de ces libertés est le droit d'avoir des enfants :

« *Les droits en matière de procréation englobent à la fois des libertés et des droits [...] le droit de décider du nombre des enfants et de l'espacement des naissances fait partie intégrante du cadre des droits en matière de procréation et est donc directement lié aux autres droits fondamentaux* » (FNUAP, 2012, p. 3).

Pour Ariès, les discours néomalthusiens se caractérisent par une haine des enfants, une « *pédophobie* » (Ariès, 2003). Ariès est profondément critique des liaisons faites entre empreinte écologique et le projet d'avoir un enfant. Les conclusions de Wynes et Nicholas (2017) - suggérant qu'au niveau individuel avoir un enfant de moins dans les pays développés est une des actions les plus efficaces pour réduire ses émissions de GES – expriment certainement le caractère *pédophobique* de ce type de discours. Ariès (2009) souligne :

« *Méfions-nous du piège qui consisterait à dire : puisque je suis impuissant à changer le monde, je peux déjà contribuer à réduire l'empreinte humaine en n'ayant pas ou peu d'enfants. Cette liberté individuelle [...] ne peut tenir lieu de projet politique* » (p. 8).

Ariès avance que le choix d'avoir des enfants est personnel et ne doit pas tomber dans une approche corrompue par la logique néomalthusienne. Le changement du monde proposé par les objecteurs de croissance commence par un changement du système et non pas des réflexions visant à « *sacrifier les pauvres* » (Ariès, 2011, p. 177) ou les plus faibles (enfants). La conclusion du théoricien, qui vaut pour les trois auteurs, est sans appel : « *nous refusons de considérer que la cause des problèmes serait le trop d'humain et pas le productivisme* » (p. 177). Les approches (néo)malthusiennes, sources de dérives

liberticides et antihumanistes, cachent en réalité le coupable : le système croissantiste (et corrélativement les nantis et puissants de ce monde qui sont favorables à des politiques néomalthusiennes).

3.6.3. RC₃ : La performativité des discours du mouvement

Si les éléments présentés ci-dessus peuvent faire penser que la décroissance a été sujette à d'intenses débats en France, la réalité d'un point de vue pragmatique est plutôt un constat d'indifférence au mouvement. Une dizaine d'années après le lancement du journal *La Décroissance*, Cheynet (2014) fait le constat que « 99% de nos contemporains français ne connaissent aucun des intellectuels qui participent actuellement à ce débat pourtant essentiel qu'est celui de la décroissance » (p. 13). Cheynet explique cette réalité en pointant du doigt le champ médiatique français qui présenterait les décroissants – quand ils ne sont pas occultés - soit comme des « marginaux cherchant à se soustraire du monde » (p. 109), soit comme « des théoriciens allumés totalement coupés des réalités du monde et prêts à nous envoyer dans des camps de rééducation » (p. 109). Les critiques n'ont pas manqué également dans le champ politique (Cheynet, 2008, p. 19-23). Ces éléments, en plus des autres précédemment développés, ont joué dans la non-volonté de lier ne serait-ce qu'un tant soit peu l'idée de décroissance démographique avec le mouvement contemporain. Et ceci pour éviter tout « terrorisme intellectuel » (Cheynet, 2008, p. 127), terrorisme qui réduit tous discours prônant des limites – quelles qu'elles soient - aux théories malthusiennes ou néomalthusiennes. Bayon *et al.* (2012) avancent également que le raccourci « parler de population, ce serait vouloir exterminer les pauvres » (p. 122) est souvent accolé à tous propos antinatalistes ou critiques des politiques populationnistes. Bien qu'il existe des objecteurs de croissance « néomalthusiens » (Ariès, 2017, p. 176), ils ne doivent pas être confondus avec le triumvirat. Il n'est pas étonnant que la remise en question de la société de croissance ait trouvé si peu d'adhérents. Le constat de Cheynet peut s'expliquer. De l'aveu de Meadows, Meadows et Randers (2013), les Etats-nations sont peu enclins à mettre en place les « changements techniques qui s'imposent de toute urgence pour rendre les flux plus efficaces et quasiment aucune volonté de s'attaquer aux forces motrices de la croissance démographique et économique » (p. 197). Bien que les objecteurs de croissance se soient attaqués à ces forces motrices de la croissance économique, ils se sont retrouvés face à un mur. Si l'UNFPA (2009) admet qu'au niveau international et national un contrôle de

la population n'est pas à l'ordre du jour, nous ne pouvons nous attendre en toute franchise à ce que les décroissants osent pousser vers un contrôle démographique.

4. Conclusion finale

Les enjeux entre la démographie et l'environnement vont certainement prendre de plus en plus d'importance dans les décennies à venir. Bien que le taux de croissance de la population globale baisse – cela s'expliquant par des concepts de la science démographique, des explications sociologiques (éducation, urbanisation) ou par des choix plus individuels – l'excédent de population correspond à plus de 80 millions de naissances par an. Bien qu'inégalement répartie, la population mondiale continuera à croître – selon les projections – jusqu'à la fin du siècle. Pour les positifs, cette hausse est synonyme d'une plus grande inventivité technologique, de développement (thèse boserupienne) et de bien-être économique. Pour les pessimistes, elle va engendrer des dégâts environnementaux s'accumulant au poids actuel de la population globale et mener à une catastrophe (écologique ou conflits interétatiques pour l'accès aux ressources).

Il est difficile de trancher dans ce débat : la question démographique et sa réponse (problème ou solution) semblent être sans fin. Des siècles de précarité, de maladie et de désespoir avaient servi de socle à la théorie de Malthus, mais le sens de l'Histoire en a voulu autrement. Les thèses des cornucopiens et des boserupiens se sont révélées en partie plus à même de décrire la réalité des dernières décennies (amélioration des conditions de vie, développement technologique sans précédent, complexité accrue, révolution verte, mondialisation). Or, la vision positive, se fondant notamment sur la croyance d'une abondance illimitée dans un monde limité, a fait ressurgir un ensemble de critiques face aux dégâts, qu'ils soient environnementaux ou sociaux, engendrés par la croissance économique et sa foi dans la technologie. Le mouvement de la décroissance a eu le mérite d'attaquer cette vision positive (croître est la solution à tous les problèmes) mais ne l'a pas entièrement fait : un des facteurs qui croît le plus dans ce monde aux ressources limitées est la population. C'est donc sur la base de ce constat que j'ai voulu répondre à ma question de recherche qui était :

« Comment le mouvement de la décroissance bien que très hétérogène intègre-t-il la question ou le problème démographique dans l'alternative qu'il conçoit à la société productiviste-croissantiste ? »

Bien que la décroissance ait été le sujet de plusieurs écrits critiques et d'analyses scientifiques (mémoires universitaires) et que certains auteurs de la décroissance aient formulé quelques réflexions en lien avec la question démographique, la relation entre le

mouvement et la question démographique n'a été étudiée que de façon très superficielle (globalement quelques pages). Ce mémoire a donc tenté de combler un vide, le « pourquoi » du refus des décroissants d'intégrer la démographie dans l'alternative qu'ils conçoivent.

Pour rappel, mon hypothèse de recherche (H_1) était que le mouvement de la décroissance ne perçoit pas la croissance démographique comme un problème mais comme une solution ou alors, à défaut d'une vision pleinement optimiste, comme un non-problème. Les auteurs s'appuient donc sur des éléments scientifiques solides et peuvent défendre leurs propos.

Pour tenter de comprendre et d'expliquer les choix des auteurs de la décroissance j'avais donc proposé deux questions servant à analyser H_1 :

- Question 1 : Quels sont les concepts, les débats et les faits scientifiques qui alimentent le débat du lien entre la croissance démographique et les impacts environnementaux et qui finalement peuvent permettre de décider entre le problème et la solution de la question démographique (soit H_1Q_1) ?
- Question 2 : Quels sont les arguments scientifiques et théoriques avancés par les auteurs de la décroissance, s'il y en a, pour ne pas s'intéresser à la question démographique (soit H_1Q_2) ?

Mes recherches pour répondre à H_1Q_1 m'ont d'abord amené à recourir aux discours autour de la population, sur la genèse du dualisme problème/solution de la question démographique, et à mettre en exergue le débat sans fin entre malthusiens et cornucopiens (puis néomalthusiens et boserupiens). J'ai ensuite quitté le champ discursif pour me pencher sur des éléments plus scientifiques tels que :

- l'approche par la capacité de charge, la recherche d'une taille optimale de la population et du possible dépassement de cette capacité ;
- l'étude de l'impact de la population globale par l'équation IPAT et son utilisation dans les études sur le rapport entre l'accroissement des GES et la hausse démographique ;
- l'étude de l'impact de la population globale par la focale du changement d'utilisation des sols – déforestation, développement de l'agriculture, urbanisation – et de ses effets sur la biodiversité ;
- finalement, le poids de la population globale par l'outil de l'empreinte écologique.

Cette première partie permet d'avoir une idée générale de la question démographique et une partie des éléments présentés fait partie des arguments avancés explicitement ou implicitement par les décroissants que j'ai retenus. La réponse H₁Q₁ - soit H₁R₁ - s'est voulue être une grille de lecture permettant d'explicitier le *pourquoi* du non-intérêt des décroissants à la question démographique.

Comparativement à la richesse des débats (dont H₁R₁ ne donne finalement qu'un aperçu), la position des objecteurs de croissance concernant la question démographique laisse sur sa faim : peu d'éléments sont donnés, expliqués, explicités. En posant H₁Q₂, je voulais étudier les arguments scientifiques et théoriques des décroissants mais je me suis rapidement rendu compte qu'il n'y avait pas assez de matière au sein de leurs écrits pour utiliser tout H₁R₁. Je me suis focalisé sur les éléments qui pouvaient permettre un dialogue entre les deux parties.

J'ai donc commencé ma seconde partie en présentant ce que j'ai appelé le triumvirat de la décroissance - les trois grands théoriciens de la décroissance contemporaine (Latouche, Ariès, Cheynet) – et j'ai mis en évidence les limites de leur approche. Puis, pour pallier les approches des textes de Di Méo (2006) et de Harribey (2007) et d'entreprendre une analyse moins partielle que ces deux auteurs, j'ai proposé de distinguer entre les thèses des précurseurs de la décroissance et celles des décroissants contemporains concernant le problème démographique.

Finalement, j'ai développé ma propre analyse : la réponse à H₁Q₂ propose un ensemble de six raisons (trois intellectuelles – abrégées RI - et trois contextuelles – abrégées RC) visant à expliquer le choix des décroissants contemporains de ne pas intégrer la question démographique dans leur projet et à adopter une posture, sans vraiment l'explicitier, intégrant en partie le couple question/solution dans leur modèle de société alternative. Synthétiquement, j'ai expliqué ces raisons comme :

- RI₁ : le choix d'adopter une posture proche du cornucopianisme et du paradigme boserupien ;
- RI₂ : le choix d'attaquer une structure (le système et ses impacts) plutôt que de montrer l'impact de ceux qui la composent (les individus);
- RI₃ : le choix de valorisation d'une vision éthique anthropocentrée : l'humanisme (bien que l'adjectif *écologique* lui soit adjoint) ;

- RC₁ : la prise en compte du contexte nataliste français et des théories économiques liant population et le bien-être national (Alfred Sauvy) ;
- RC₂ : la peur que le mouvement ne soit lié à des dérives (néo)malthusiennes (racisme, écofascisme, pratiques liberticides) ;
- RC₃ : le constat du poids du mouvement en lui-même (constat d'échec performatif alors même que les décroissants n'attaquent pas le tabou démographique).

Ce mémoire permet de conclure que les objecteurs de croissance ont préféré laisser de côté la question démographique. Cette question – mais elle ne l'est pas pour les décroissants - est une problématisation ontologiquement construite par un groupe de nantis voulant à tout prix défendre le système qui leur permet de consommer à outrance. Tous ceux qui adoptent le couple question/*problème* ne visent qu'à défendre leurs privilèges. Quant au couple question/*solution*, il est implicitement et en partie adopté par les décroissants.

L'objectif d'une société de décroissance n'est pas de réduire le nombre d'individus pouvant et voulant consommer mais de réduire les inégalités de consommation et si possible de changer les modes de consommation. Si un changement est nécessaire, il passe par une remise en question des manières de vivre et non pas au travers de politiques visant à remettre en question la vie de futurs enfants ou des générations (H₁R₂).

A contrario des critiques envers le mouvement du début des années 2010, je pense que les décroissants contemporains ne sont ni malthusiens ni néomalthusiens quand ils appréhendent la démographie. Ils adoptent même une posture proche des cornucopiens. Pour le moment, les grands théoriciens de la décroissance ne s'intéressent pas à la démographie ou seulement pour en critiquer les approches malthusiennes et néomalthusiennes. Je pense que ce constat restera d'actualité ces prochaines années, à moins qu'une nouvelle génération de décroissants ne viennent remplacer le triumvirat.

Bien que ce mémoire démontre que les décroissants contemporains français ne sont en aucune façon des adeptes d'un contrôle démographique, je me demande cependant de quelle manière une société de décroissance peut fonctionner lorsque la population augmente alors que dans une économie stationnaire elle doit être stabilisée (Daly, 2008, p. 43). Bien que Daly voie dans la décroissance française un « *processus temporaire pour atteindre une taille optimale, ou du moins soutenable* [de l'économie] » (p. 423), il intègre à ses réflexions la nécessité d'un contrôle global des naissances (sous forme de quotas).

Il ne s'agit là que du début d'une réflexion mais il serait intéressant de comparer la place de la démographie au sein des alternatives à la société de croissance ou « *différents régimes de croissance* » que Prieto et Slim (2019, p. 32) ont synthétisé sous la forme d'un tableau (Annexe 6.5). Une future recherche pourrait donc démarrer à partir du questionnement suivant : comment les alternatives *fortes* à la croissance (croissance zéro, décroissance sélective, société sobre, écologie industrielle, économie stationnaire) intègrent-elles la *question démographique* et comment y répondent-elles (constat d'un problème, constat de solution ou alors absence de réflexion) ?

5. Bibliographie

- Afeissa, H.-S. (2020). Postface à l'édition française. Dans A. Naess, *Ecologie, communauté et style de vie* (pp. 327-379). (3^{ème} éd., traduction de Hicham-Stéphane Afeissa). Paris : Editions MF. (Ouvrage original publié en 1989 sous le titre *Ecology, community and lifestyle : Outline of an ecosophy*. Cambridge : Cambridge University Press).
- Angus, I., Butler, S. (2014). *Une planète trop peuplée. Le mythe populationniste, l'immigration et la crise écologique*. (1^{ère} éd., traduction de Marianne Champagne). Montréal : Ecosociété. (Ouvrage original publié en 2011 sous le titre *Too Many People ? Population, Immigration, and the Environmental Crisis*. Chicago : Haymarket Books).
- Annaba, P. (2014). Les décroissants ne peuvent qu'être malthusiens. Dans M. Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie* (pp. 21-30). Paris : Sang de la Terre.
- Ariès, P. (2003). *Pour sauver la Terre : l'espèce humaine doit-elle disparaître ? (de l'humanisme à l'humanicide : les délires terroristes des néo-malthusiens)*. Paris : L'Harmattan.
- Ariès, P. (2005). La décroissance est-elle soluble dans la modernité. Dans M. Bernard, V. Cheynet, B. Clémentin (dirs.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse* (pp. 123-134). Lyon : Parangon.
- Ariès, P. (2009). De l'humanisme à l'humanicide. *Cahiers de l'Institut d'Etudes Economiques et Sociales pour la Décroissance soutenable*. 2009(3), 8-10.
- Ariès, P. (2011). Introduction générale. Dans P. Ariès (dir.), *Contre Grenelle 3. Décroissance ou barbarie* (pp. 5-8). Villeurbanne : Golias.
- Ariès, P. (2017). *Désobéir et grandir. Vers une société de décroissance*. (1^{ère} éd., 2009). Montréal : Ecosociété.
- Banque Mondiale [BM]. (2022). *Fertility rate, total (births per woman)*. Accès <https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN>

Barthès, D. (2014). Un droit comme les autres. Dans M. Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie* (pp. 31-48). Paris : Sang de la Terre.

Barthès, D. (2018). *La population mondiale au 1^{er} janvier 2018*. Accès <http://economiedurable.over-blog.com/2017/01/la-population-mondiale-au-1er-janvier-2018.html>

Bayon, D., Flipo, F., Schneider, F. (2012). *La décroissance. Dix questions pour comprendre et débattre*. Paris : La Découverte.

Beitone, A., Navarron, M. (2009). Décroissance: le poids des mots, le choc des idées (1). *Revue du MAUSS permanente*. Accès <https://www.journaldumauss.net/?Decroissance-le-poids-des-mots-le>

Bertaux, J.-P. (2017). *Démographie, climat, migrations : l'état d'urgence*. Paris : Fauves Editions.

Biagini, C., Murray, D., Thiesset, P. (dir.). (2017). *Aux origines de la décroissance. Cinquante penseurs*. Kremlin-Bicêtre : L'Echappée.

Bimal, K. P., Harun, R. (2017). *Climatic Hazards in Coastal Bangladesh. Non-Structural and Structural Solutions*. Oxford : Butterworth-Heinemann.

Bongaarts, J. (1992). Population growth and global warming. *Population and Development Review*, 18(2), 299 – 319. <https://doi.org/10.2307/1973681>

Bongaarts, J., O'Neill, B. C. (2018). Global warming policy: Is population left out in the cold? *Science*, 361(6403), 650–652. DOI: [10.1126/science.aat8680](https://doi.org/10.1126/science.aat8680)

Bonneuil, C. (2020). Préface. Dans R. Dumont, *L'utopie ou la mort* (pp. 9-42). Paris : Seuil.

Boserup, E. (1974). Environnement, population et technologie dans les sociétés primitives. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 29(3), 538-552. [doi:10.3406/ahess.1974.293492](https://doi.org/10.3406/ahess.1974.293492)

Bricker, D., Ibbitson, J. (2020). *Planète vide. Le choc de la décroissance démographique mondiale*. (1^{ère} éd., traduction de Corinna Gepner). Paris : Les Arènes. (Ouvrage original publié en 2019 sous le titre *Empty Planet. The Shock of Global Population Decline*. New York : Penguin Random House LLC).

- Briens, F. (2015). *La Décroissance au prisme de la modélisation prospective : Exploration macroéconomique d'une alternative paradigmatique*. (Thèse de doctorat). Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris, Pôle Economies et finances, Paris, France. Accès <https://pastel.archives-ouvertes.fr/tel-01305956>
- Caresche, C., Guibert, G., Szynkier, D. (2011). *Le bonheur est-il dans la décroissance ?*. Paris : Jean-Jaurès.
- Castoriadis, C. (2005). *Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974-1997*. Paris : Seuil.
- Catton, W. R. (1982). *Overshoot. The Ecological Basis of Revolutionary Change*. Illinois : University of Illinois Press.
- Catton, W. R. (2009). *Bottleneck. Humanity's Impending Impasse*. Indiana : Xlibris.
- Charton, L. (2013). De la peur de la surpopulation à celle de la sous-population : réflexions sur la dimension apocalyptique dans la pensée démographique. *Frontières*, 25(2), 29-40. <https://doi.org/10.7202/1024937ar>
- Chertow, M. R. (2008). The IPAT Equation and Its Variants: Changing Views of Technology and Environmental Impact. *Journal of Industrial Ecology*, 4(4), 13-29. <https://doi.org/10.1162/10881980052541927>
- Chesnais, J.-C. (1992). Le nombre et le bonheur des hommes. Alfred Sauvy et les politiques de population. *Population*, 47(6), 1575-1588. DOI : [10.2307/1534089](https://doi.org/10.2307/1534089)
- Cheyne, V. (2008). *Le Choc de la décroissance*. Paris : Seuil.
- Cheyne, V. (2009). Un débat miné. *Cahiers de l'Institut d'Etudes Economiques et Sociales pour la Décroissance soutenable*. 2009(3), 1-4.
- Cheyne, V. (2011a). Décroissance ou barbarie ?. Dans P. Ariès (dir.), *Contre Grenelle 3. Décroissance ou barbarie !* (pp. 17-22). Villeurbanne : Golias.
- Cheyne, V. (2011b). La décroissance face à l'effondrement politique !. Dans P. Ariès (dir.), *Contre Grenelle 3. Décroissance ou barbarie !* (pp. 171-175). Villeurbanne : Golias.
- Cheyne, V. (2014). *Décroissance ou décadence*. Vierzon : Le Pas de Côté.
- Clémentin, B. (2009). La maladie infantile de l'écologie. *Cahiers de l'Institut d'Etudes Economiques et Sociales pour la Décroissance soutenable*. 2009(3), 6-7.

- Cochet, Y. (2005). *Pétrole apocalypse*. Paris : Fayard.
- Cochet, Y. (2014). Préface. Dans M. Sourouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie* (pp. 9-14). Paris : Sang de la Terre.
- Cohen, J. E. (1995). *How many people can the earth support ?*. New York : W.W. Norton & Company.
- Cohen, J. E. (2005). Human population grows up. *Scientific American*, 293(3), 48–55. <https://doi.org/10.1038/scientificamerican0905-48>
- Cohen, J. E. (2010). Population and Climate Change. *Proceedings of the American Philosophical Society*, 154(2), 158–182. <http://www.jstor.org/stable/41000096>
- Cole, M. A., Neumayer, E. (2004). Examining the impact of demographic factors on air pollution. *Population and Environment*, 26(1), 5-21. <https://doi.org/10.1023/B:POEN.0000039950.85422.eb>
- Commoner, B. (1972). The environmental cost of economic growth. Dans R. G. Ridker (éd.), *Population, Resources, and the Environment* (pp. 339-363). Washington : U.S. Government Printing Office.
- Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification [CNULCD]. (2017). *Regards et perspectives sur les terres du monde*. Bonne : CNULCD. Accès https://www.unccd.int/sites/default/files/documents/2017-09/GLO_Full_Report_low_res_French_0.pdf
- Cramer, J. C. (1998). Population growth and air quality in California. *Demography*, 35(1), 45–56. <https://doi.org/10.2307/3004026>
- Creel, L. (2003). *Ripple Effects: Population and Coastal Regions*. Washington : Population Reference Bureau. Accès https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/Pnadd169.pdf
- David, O. (2020). *La population mondiale : répartition, dynamique et mobilité*. Malakoff : Armand Colin.
- Daily, G., Ehrlich, A., Ehrlich, P. (1994). Optimum human population size. *Population and Environment*, 15(6), 469-475. <https://doi.org/10.1007/BF02211719>
- Daly, Herman, E. (2018). *Economie stationnaire*. (1^{ère} éd., traduction de André Verkaeren). Paris : Les petits matins. (Ouvrage original publié en 2014 sous le titre *From Uneconomic Growth to a Steady-State economy*. Northampton: Edward Elgar).

- Davranche, A., Nuscia Taïbi, A. (2015). Les changements d'occupation et d'usage du sol, des processus multidimensionnels complexes qui affectent la biodiversité. Dans L. Godet, R. Mathevet (éds.), *Pour une géographie de la conservation. Biodiversités, natures et sociétés* (pp. 129-144). Paris : L'Harmattan.
- Damon, J. (2016). *100 penseurs de la société*. Paris : PUF.
- De Sherbinin, A., Carr, D., Cassels, S., Jiang, L. (2007). Population and Environment. *Annual review of environment and resources*, 32, 345–373.
<https://doi.org/10.1146/annurev.energy.32.041306.100243>
- Demaria, F., Schneider, F., Sekulova, F., Martinez-Alier, J. (2013). What is Degrowth ? From an Activist Slogan to a Social Movement. *Environmental Values*, 22(2), 191-215.
<https://www.jstor.org/stable/23460978>
- Desrochers, P., Hoffbauer, C. (2009). The Post War Intellectual Roots of the Population Bomb. Fairfield Osborn's 'Our Plundered Planet' and William Vogt's 'Road to Survival' in Retrospect. *Electronic Journal of Sustainable Development*, 1(3), 37-61.
<https://www.researchgate.net/publication/253375313>
- Dietz, T., Rosa, E. A. (1994). Rethinking the Environmental Impacts of Population, Affluence and Technology. *Human Ecology Review*, 1, 277-300.
<https://www.jstor.org/stable/24706840>
- Dietz, T., Rosa, E. A. (1997). Effects of population and affluence on CO2 emissions. *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 94(1), 175–179. <https://doi.org/10.1073/pnas.94.1.175>
- Di Méo, C. (2006). *La face cachée de la décroissance. La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*. Paris : L'Harmattan.
- Dorigny, M., Klein, J.-F., Peyroulou, J.-P., Singaravélou, P., De Suremain, M.-A. (2015). *Grand atlas des empires coloniaux. Des premières colonisations aux décolonisations XV^e – XXI^e siècle*. Paris : Autrement.
- Dumont, R. (2020). *L'utopie ou la mort*. Paris : Seuil.
- Ehrlich, P. R., Ehrlich, A. H. (1968). *The Population Bomb*. New York : Ballantine Books.

- Ehrlich, P. R., Ehrlich, A. H. (1972). *Population, ressources, environnement : problème d'écologie humaine*. (1^{ère} éd., traduction de Michel Carrière). Paris : Fayard. (Ouvrage original publié en 1970 sous le titre *Population. Ressources. Environnement. Issues in Human Ecology*. San Francisco : W. H. Freeman & Co).
- Ehrlich, P. R., & Holdren, J. P. (1972). Impact of population growth. Dans R.G. Ridker (éd.), *Population, Resources, and the Environment* (pp. 365-377). Washington: U.S. Government Printing Office.
- Ellul, J. (2010). *Le bluff technologique*. Paris : Fayard.
- Entropia. (2010). Trois questions à Hervé Le Bras. *Entropia. Revue d'étude théorique et politique de la décroissance*, 8, 178-181.
- Exley, R. (s. d.). William Iredale Stanton 1930-2010. *The Geological Society*. Accès <https://www.geolsoc.org.uk/en/About/History/Obituaries%202001%20onwards/Obituaries%202010/William%20Iredale%20Stanton%201930-2010>
- Favrot, J-M. (2020). *Démographie: l'impasse évolutive*. Paris : Books on Demand.
- Ferro, M. (2003). Le colonialisme, envers de la colonisation. Dans M. Ferro (dir.), *Le livre noir du colonialisme. XVIe- XXIe siècle : de l'extermination à la repentance* (pp. 9-38). Paris : Robert Laffont.
- Flipo, F. (2007). Voyage dans la galaxie décroissante. *Mouvements*, 50(2), 143-151. <https://doi.org/10.3917/mouv.050.0143>
- Flipo, F. (2009). Décroissance : le poids des mots, le choc des idées (2). *Journal du MAUSS permanente*. Accès [https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00957962/file/Flipo Mauss DA croissance le poids des mots le choc des idées.pdf](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00957962/file/Flipo%20Mauss%20DA%20croissance%20le%20poids%20des%20mots%20le%20choc%20des%20idées.pdf)
- Flipo, F. (2010). La *deep ecology*, un intégrisme menaçant ou un libéralisme non moderne ?. [*Sens public*]-*Revue électronique internationale*. Accès https://www.sens-public.org/IMG/pdf/SensPublic_FFlipo_Deep_ecology.pdf
- Fonds Mondial pour la Nature [WWF]. (2020). *Living Planet Report 2020 - Bending The Curve Of Biodiversity Loss*. Gland : WWF. Accès <https://f.hubspotusercontent20.net/hubfs/4783129/LPR/PDFs/ENGLISH-FULL.pdf>

- Fonds des Nations Unies pour la population [FNUAP]. (2009). *Etat de la Population Mondiale. Face à un monde qui change : les femmes, la population et le climat*. New York : FNUAP. <https://doi.org/10.18356/85de3a71-fr>
Accès <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/frenchswop09.pdf>
- Fonds des Nations Unies pour la population [FNUAP]. (2012). *Etat de la Population Mondiale. Oui au choix, Non au hasard. Planification familiale, droits à la personne, et développement*. New York : FNUAP. <https://doi.org/10.18356/bd7bdd53-fr>
Accès <https://www.un-ilibrary.org/content/books/9789210603300/read>
- Fournier, F. (2018). *La décroissance : examen philosophique d'un mouvement pour une économie alternative* (mémoire de maîtrise). Université Laval, Faculté de Philosophie, Institut de sociologie, Canada. Accès <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/29952>
- George, P. (1971). Evolution agraire et pression démographique, Ester Böserup. *Annales de Géographie*, 80(441), 593-594. Accès https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1971_num_80_441_15388_t1_0593_0000_3
- Georgescu-Roegen, N. (2006). *Demain la décroissance. Entropie-Ecologie-Economie*. (3ème éd., traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens). Paris : Sang de la Terre. (Ouvrage original publié en 1971).
- Global Footprint Network (s.d.). *Country Trends*. Accès <https://data.footprintnetwork.org/#/countryTrends?cn=5001&type=BCtot,EFCtot>
- Global Footprint Network. (2020). *Ecological Footprint Accounting : Limitations and Criticism*. Accès <https://www.footprintnetwork.org/content/uploads/2020/12/Footprint-Limitations-and-Criticism.pdf>
- Gollain, F. (2006). Les débats autour du mouvement pour la décroissance. *French Politics, Culture & Society*, 24(2), 115-128. <https://www.jstor.org/stable/42843453>
- Grinevald, J., Rens, I. (2006). Préface à la deuxième édition (1995). Dans N. Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance. Entropie-Ecologie-Economie* (pp. 13-49). (3ème éd., traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens). Paris : Sang de la Terre. (Ouvrage original publié en 1971).
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC]. (2000). *Special Report on Emissions Scenarios*. Cambridge : Cambridge University Press.

Accès https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/emissions_scenarios-1.pdf

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC]. (2014). *Changements climatiques 2014 : Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat*. Genève : GIEC.

Accès https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC]. (2018).

Principes régissant les travaux du GIEC. Accès

https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/09/ipcc_principles_fr.pdf

Harribey, J.-M. (2006). Préface. Dans C. Di Méo, *La face cachée de la décroissance. La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*. (pp. 9-15). Paris : L'Harmattan.

Harribey, J.-M. (2007). Les théories de la décroissance : enjeux et limites. *Cahiers français*, 337, 20-26. Accès <https://ise.unige.ch/isdd/IMG/pdf/decroissance.pdf>

Hosonuma, N., Herold, M., De Sy, V., S De Fries, R., Brockhaus, M., Verchot, L., ... Romijn, E. (2012). An assessment of deforestation and forest degradation drivers in developing countries. *Environmental Research Letters*, 7(4), 1-12.

<http://dx.doi.org/10.1088/1748-9326/7/4/044009>

Hunter, L. M. (2000). *The Environmental Implications of Population Dynamics*. Santa Monica : Rand Corporation.

Hunter, L. M. (2001). *Population et Environnement : Un Rapport Complexe*. Research and Development Corporation [RAND Corporation]. <https://doi.org/10.7249/RB5045.1>

Accès

https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_briefs/2001/RB5045z1.pdf

Institut national de la statistique et des études économiques [INSEE]. (2013). *Tableaux de l'économie française. Edition 2013*. Paris : Insee. Accès

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/1374192/tef2013.pdf>

Institut national de la statistique et des études économiques [INSEE]. (2022). Bilan démographique 2021. La fécondité se maintient malgré la pandémie de Covid-19. *Insee Première*, 1889, 1-4. Accès <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6024136#documentation>

Illich, I. (1973). *La convivialité*. Paris : Seuil.

- Jacquard, A. (2009). *Le compte à rebours a-t-il commencé ?*. Paris : Stock.
- Journet, N. (2010). Trois questions à Hervé Le Bras : La population mondiale n'est pas une menace. *Sciences humaines*, 213. Accès https://www.scienceshumaines.com/trois-questions-a-herve-le-bras-la-population-mondiale-n-est-pas-une-menace_fr_24894.html
- Kaya, Y., Yokobori, K. (1998). *Environment, Energy, and Economy Strategies for Sustainability*. Tokyo : United Nations University Press.
- Lassonde, L. (1996). *Les défis de la démographie : quelle qualité de vie pour le XXème siècle*. Paris : La Découverte.
- Latouche, S. (2005a). A bas le développement durable ! Vive la décroissance conviviale !. Dans M. Bernard, V. Cheynet, B. Clémentin (dirs.), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse* (pp. 19-27). Lyon : Parangon.
- Latouche, S. (2005b). Ecofascisme ou écodémocratie. Esquisse d'un programme « politique » pour la construction d'une société de décroissance. *Revue du MAUSS*, 26(2), 279-293. <https://doi.org/10.3917/rdm.026.0279>
- Latouche, S. (2005c). La décroissance comme condition d'une société conviviale. Dans P. Troude-Chastenet (dir.), *L'économie* (pp. 13-28). Le Bouscat : Esprit du Temps.
- Latouche, S. (2006). *Le pari de la décroissance*. Paris : Fayard.
- Latouche, S. (2007). *Petit traité de la décroissance sereine*. Paris : Fayard.
- Latouche, S. (2009). La décroissance comme projet politique de gauche. *Revue du MAUSS*, 34(2), 38-45. <https://doi.org/10.3917/rdm.034.0038>
- Latouche, S. (2010). La décroissance est-elle la solution de la crise ?. *Ecologie & Politique*, 40(2), 51-61. <https://doi.org/10.3917/ecopo.040.0051>
- Latouche, S. (2015). Une société de décroissance est-elle souhaitable ? *Revue juridique de l'environnement*, 40(2), 208-210. Accès <https://www.cairn.info/revue-juridique-de-l-environnement-2015-2-page-208.htm>
- Latouche, S. (2016). *Les précurseurs de la décroissance, une anthologie*. Paris : Le passager clandestin.
- Latouche, S. (2020). *L'abondance frugale comme art de vivre. Bonheur, gastronomie et décroissance*. Paris : Payot & Rivages.
- Latouche, S. (2022). *La décroissance*. (1^{ère} éd., 2019). Paris : PUF.

- Lavignotte, S. (2009). *La décroissance est-elle souhaitable*. Paris : Textuel.
- Le Bras, H. (1996). *Les limites de la planète : mythes de la nature et de la population*. Paris : Flammarion.
- Lin, D., Wackernagel, W., Galli, A., Kelly, R. (2015). Ecological Footprint: Informative and evolving – A response to van den Bergh and Grazi (2014). *Ecological Indicators*, 58, 464-468. <https://doi.org/10.1016/j.ecolind.2015.05.001>
- Livi Bacci, M. (2017). *Our Shrinking Planet*. (1^{ère} éd., traduction de David Broder). Londres : Polity Press. (Ouvrage original publié en 2015 sous le titre *Il pianeta stretto*. Bologne : Il Mulino).
- MacKellar, F. L., Lutz, W., Prinz, C., Goujon, A. (1995). Population, Households, and CO2 Emissions. *Population and Development Review*, 21(4), 849-865. <https://doi.org/10.2307/2137777>
- Malthus, T. R. (1963). *Essai sur le principe de population*. (1^{ère} éd., traduction de Pierre Theil). Paris : Editions Gonthier. (Ouvrage original publié en 1798 sous le titre *An Essay on the Principle of Population*. Londres : J. Johnson).
- Meadows, D, Meadows, D, Randers, J. (2013). *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*. *Le Rapport Meadows, 30 ans après*. (1^{ère} éd., traduction de Agnès El Kaïm). Montréal : Ecosociété. (Ouvrage original publié en 2004 sous le titre *The Limits to Growth, the 30-Year Update*. Londres: Routledge).
- Meyerhoff, S., Null, S. (2014). *A New Population Paradigm ? Wolfgang Lutz on the « Education Effect »*. Accès <https://www.newsecuritybeat.org/2014/11/population-paradigm-wolfgang-lutz-education-effect/>
- Minois, G. (2011). *Le poids du nombre. L'obsession du surpeuplement dans l'histoire*. Paris : Perrin.
- Monet, R. (2018). *Environnement. L'hypothèse démographique*. (1^{ère} éd. 2004). Paris : L'Harmattan.
- Morin, J., Orsini, A. (2015). *Politique internationale de l'environnement*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Muraca, B. (2013). Décroissance : A Project for a Radical Transformation of Society. *Environmental Values*, 22(2), 147-169. <http://www.jstor.org/stable/23460976>

Naess, A. (2020). *Ecologie, communauté et style de vie*. (3^{ème} éd., traduction de Hicham-Stéphane Afeissa). Paris : Editions MF. (Ouvrage original publié en 1989 sous le titre *Ecology, community and lifestyle : Outline of an ecosophy*. Cambridge : Cambridge University Press).

Nations Unies [UN]. (2016). *Le droit au développement : questions fréquemment posées*. New York : UN. Accès https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Publications/FactSheet37_FR.pdf

Nations Unies [UN]. (2019a). *World Population Prospects 2019: Highlights*. New York : UN. Accès https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2019_Highlights.pdf

Nations Unies [UN]. (2019b). *World Urbanization Prospects 2018. Highlights*. New York : UN. Accès <https://population.un.org/wup/publications/Files/WUP2018-Highlights.pdf>

Nations Unies [UN]. (2022a). *World Population Prospects 2022. Summary of Results*. New York : UN. Accès https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf

Nations Unies [UN]. (2022b). *World Population Prospects 2022. Methodology of the United Nations population estimates and projections*. New York: UN. Accès https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2022_Methodology.pdf

O'Neill, B. C., MacKellar, F. L., Lutz, W., (dir.). (2001). *Population and climate change*. New York : Cambridge University Press.

O'Neill, B. C., MacKellar, F. L., Lutz, W. (2004). Population, Greenhouse Gas Emissions, and Climate Change. Dans W. Lutz, W. C. Sanderson, S. Scherbov (éds.), *The End of World Population Growth in the 21st Century: New Challenges for Human Capital Formation and Sustainable Development* (pp. 283-314). Londres : Earthscan.

O'Neill, B. C. (2010). Climate Change and Population Growth. Dans L. Mazur (éd.), *A Pivotal Moment. Population, Justice, and The Environmental Challenge* (pp. 81-94). Washington: Island Press.

O'Neill, B. C., Liddle, B., Smith K.R., Pachauri, S., Dalton, M., Fuchs, R. (2012). Demographic change and carbon dioxide emissions. *The Lancet*, 380(9837), 157-164. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(12\)60958-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(12)60958-1)

- Organisation de Coopération et de Développement Economiques [OCDE]. (2018). *Repenser l'étalement urbain : Vers des villes durables. L'essentiel*. Paris : OCDE. Accès <https://www.oecd.org/publications/rethinking-urban-sprawl-9789264189881-en.htm>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO]. (2018). *Evaluation des ressources forestières mondiales. Termes et Définition. FRA 2020*. Rome : FAO. Accès <https://www.fao.org/3/I8661FR/i8661fr.pdf>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture [FAO] et Programme des Nations unies pour l'environnement [PNUE]. (2020). *La situation des forêts du monde 2020. Forêts, biodiversité et activité humaine*. Rome : FAO. <https://doi.org/10.4060/ca8642fr>
- Price, D. (1999). Carrying Capacity Reconsidered. *Population and Environment*, 21(1), 5–26. <http://www.jstor.org/stable/27503682>
- Prieto, M., Slim, A. (2019). *Consommer moins pour vivre mieux. Idées reçues sur la décroissance*. (1^{ère} éd., 2010). Paris : Le Cavalier bleu.
- Programme des Nations Unies pour l'environnement [PNUE]. (2021). *Emissions Gap Report 2021 : The Heat Is On - A world of climate promises not yet delivered*. Nairobi : Kenya. Accès <https://wedocs.unep.org/20.500.11822/36990>
- Projet BaSES – Apprentissage des notions de base en sciences économiques et sociales. (s.d.). *Thomas Malthus et le malthusianisme*. Accès <https://wp.unil.ch/bases/2013/07/thomas-malthus-et-le-malthusianisme/>
- Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques [IPBES]. (2019). *Résumé à l'intention des décideurs du rapport de l'évaluation mondiale de l'IPBESE de la biodiversité et des services écosystémiques*. Bonn : IPBES. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3553579>
Accès https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf
- Rees, W., Wackernagel, M. (2017). *Notre empreinte écologique*. (2^{ème} éd., traduction de Nicole Daignault). Montréal : Ecosociété. (Ouvrage original publié en 1996 sous le titre *Our Ecological Footprint, Reducing Human Impact on the Earth*. Gabriola Island : New Society Publishers).

- Ripple, W. J., Wolf, C., Newsome, T. M., Galetti, M., Alamgir, M., Crist, E., ... Laurance, W. F. (2017). World Scientists' Warning to Humanity : A Second Notice. *BioScience*, 67(12), 1026-1028. <https://doi.org/10.1093/biosci/bix125>
- Ripple, W. J., Wolf, C., Newsom, T. M., Barnard, P., Moomaw, W. R. (2020). World Scientist's Warning of a Climate Emergency. *Bioscience*, 70(1), 8-12. <https://doi.org/10.1093/biosci/biz088>
- Ripple, W. J., Wolf, C., Newsome, T. M., Gregg, J. W., Lenton, T. M., Palomo, I., ... Rockström, J. (2021). World Scientists' Warning of a Climate Emergency 2021. *Bioscience*, 71(9), 894,898. <https://doi.org/10.1093/biosci/biab079>
- Robert, V. (2010). *Le temps des banquets : Politique et symbolique d'une génération (1818-1848)*. Paris : Editions de la Sorbonne.
- Roser, M. (2019). Future Population Growth. *Our World in Data*. Accès <https://ourworldindata.org/future-population-growth>
- Rothenberg, D. (2020). Avant-propos à l'édition américaine (1986). Dans A. Naess, *Ecologie, communauté et style de vie* (pp. 17-47). (3^{ème} éd., traduction de Hicham-Stéphane Afeissa). Paris : Editions MF. (Ouvrage original publié en 1989 sous le titre *Ecology, community and lifestyle : Outline of an ecosophy*. Cambridge : Cambridge University Press).
- Ruelle, C. (2020). Introduction à l'édition française de novembre 2008. Dans A. Naess, *Ecologie, communauté et style de vie* (pp. 11-16). (3^{ème} éd., traduction de Hicham-Stéphane Afeissa). Paris : Editions MF. (Ouvrage original publié en 1989 sous le titre *Ecology, community and lifestyle : Outline of an ecosophy*. Cambridge : Cambridge University Press).
- Sandron, F. (2002). Croissance économique et croissance démographique : théories, situations, politique. Dans Y. Charbit (dir.), *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques* (pp. 15-41). Paris: La Documentation Française.
- Sauvy, A. (1957). La démographie. Dans M. Daumas (dir.), *Histoire de la science* (pp. 1597-1624). Paris : Gallimard.
- Schepper-Valiquette, B. (2014). *Le concept de décroissance économique chez Serge Latouche : une résistance au capitalisme* (mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Canada. Accès <https://archipel.uqam.ca/6658/>

- Sealey, K. S., Binder, P.-M., King Burch, R. (2018). Financial credit drives urban land-use change in the United States. *Antropocene*, 21, 42-51.
<https://doi.org/10.1016/j.ancene.2018.01.002>
- Servigne, P. (2014). 9 Milliards en 2050 ? Pas si sûr. Dans M. Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie* (pp. 121-132). Paris : Sang de la Terre.
- Shi, A. (2003). The impact of population pressure on global carbon dioxide emissions, 1975 – 1996: Evidence from pooled cross-country data. *Ecological Economics*, 44(1), 29–42. [https://doi.org/10.1016/S0921-8009\(02\)00223-9](https://doi.org/10.1016/S0921-8009(02)00223-9)
- Solé, A. (2011). Développement durable ou décroissance : Le point aveugle du débat. Dans Y.-M. Abraham, L. Marion, H. Philippe (dirs.), *Décroissance versus développement durable. Débats pour la suite du monde* (pp. 14-33). Montréal : Ecosociété.
- Sourrouille, M. (dir.). (2014). *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie*. Paris : Sang de la Terre.
- Sourrouille, M. (2020). *Arrêtez de faire des gosses. Comment la surpopulation nous mène à notre perte*. Paris : Kiwi Editions.
- St-Amant, F. (2014). *La décroissance : une théorie à contre-courant* (mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Canada. Accès <https://archipel.uqam.ca/6089/>
- Stoekel, H. (2012). *La faim du monde. L'humanité au bord d'une famine globale*. Paris : Max Milo.
- Tarrier, M. (2011). *Faire des enfants tue...la planète. Eloge de la dénatalité*. Le Rheu : La maison d'éditions LME.
- Tarrier, M. (2014). De notre occupation induite des niches écologiques des autres espèces. Dans M. Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie* (pp. 147-162). Paris : Sang de la Terre.
- Tertrais, J.-P. (2006). *Du développement à la décroissance. De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme*. Saint-Georges-d'Oléron : Les Editions Libertaires.

Tertrais, J-P. (2016). *Jusque-là tout va bien !*. Saint-Georges-d'Oléron : Les Editions Libertaires.

Tertrais, B. (2020). *Le choc démographique*. Paris : Odile Jacob.

The Royal Society. (2012). *People and the planet*. Londres : The Royal Society.
Accès <https://royalsociety.org/topics-policy/projects/people-planet/report/>

Tirard-Collet, O. (2013). *La décroissance : une solution aux problèmes environnementaux inhérents à la société de consommation ?* (Mémoire de maîtrise). Université de Sherbrooke, Centre universitaire de formation en environnement et en développement durable, Canada. Accès https://www.usherbrooke.ca/environnement/fileadmin/sites/environnement/documents/Essais_2013/Tirard-Collet_O_2013-06-25_.pdf

Union of Concerned Scientists [UCS]. (1997). *World Scientist's Warning to Humanity*. Accès <https://www.ucsusa.org/sites/default/files/attach/2017/11/World%2520Scientists%2527%2520Warning%2520to%2520Humanity%25201992.pdf>

Union of Concerned Scientists [UCS]. (2022, 4 février). 1992 World Scientists' Warning to Humanity. *Union of Concerned Scientists*. Accès <https://www.ucsusa.org/resources/1992-world-scientists-warning-humanity>

Véron, J. (2013). *Démographie et écologie*. Paris : La Découverte.

Véron, J. (2020). *Faut-il avoir peur de la population mondiale ?*. Paris : Le Seuil.

Waechter, F., Niezgod, F. (2018). *Le sens de l'écologie politique. Une vision par-delà droite et gauche*. Paris : Sang de la Terre.

Weber, H., Dabbs Sciubba, J. (2019). The Effect of Population Growth on the Environment: Evidence from European Regions. *European Journal of Population*, 35(2), 379-402. <https://doi.org/10.1007/s10680-018-9486-0>

Wolf, C., Ripple, W. J., Crist, E. (2021). Human population, social justice, and climate policy. *Sustainability Science*, 16(5), 1753-1756. <https://doi.org/10.1007/s11625-021-00951-w>

Wynes, S, Kimberly, A. N. (2017). The climate mitigation gap: education and government recommendations miss the most effective individuals' actions.

Environmental Research Letters, 12(7), 1-9. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aa7541>

6. Annexes

6.1. Les 20 propositions de Paul Ariès

1. *« Contre la fuite en avant technoscientiste profitable aux seules grandes firmes, ne cédon pas sur l'exigence de moratoires durables sur les OGM, le nucléaire, les incinérateurs, les constructions d'autoroutes, mais aussi les agro-carburants. Ne nous laissons pas piéger par le « compromis bidon » qu'on voudrait nous imposer avec l'idée d'un libre choix entre des régions pro OGM et d'autres sans.*
2. *Contre la soumission de l'école aux impératifs du marché, qui aboutit à en faire un lieu de formatage des forçats de la production et de la consommation, inventons une école dont la mission fondamentale serait de transmettre le dur métier d'humain. Lançons aussi un grand projet éducatif, à l'instar de ce que furent les Maisons des jeunes et de la culture en matière d'éducation à une autre conception et pratique de la nature.*
3. *Contre la pensée unique des grands médias et afin de libérer l'information de la tutelle des multinationales car on ne pourra faire de l'écologie sans transparence et sans choix entre des options différentes (option préférentielle pour les riches à la Sarkozy ou pour les pauvres) revenons à l'application des ordonnances de 1944 sur la presse, édictées par le Conseil nationale de la Résistance.*
4. *Contre l'agression publicitaire, nous devons faire primer le droit des usagers à être protégés sur celui des marchands à vendre leurs produits. Abrogeons la circulaire Lang qui banalise la pénétration de la publicité et des marques commerciales dans les écoles, interdisons sur le modèle de la Suède la publicité télévisuelle à destination des enfants, limitons le nombre et la taille des panneaux publicitaires, allons vers des villes sans publicité à l'image de Sao Paulo, inversons la logique juridique qui veut que la projection des citoyens soit une exception et la « pub-tréfaction » la règle.*
5. *Contre l'insécurité sociale et psychologique que généralisent la précarité mais aussi le salariat et qui entretiennent la fièvre acheteuse, adoptons le principe d'un « revenu universel d'existence » inconditionnel couplé à un « revenu maximal autorisé » permettant à chacun de vivre simplement pour que chacun puisse simplement vivre*
6. *Contre le tout (auto)routier, engageons des mesures décisives comme l'arrêt de la construction du réseau (auto)routier, comme la reconversion d'une partie du réseau existant en chemins de fer, en axes piétons, en pistes cyclables, en jardins potagers ou d'agrément, imposons la brigade des moteurs, interdisons la commercialisation des voitures au-dessus d'une certaine puissance, interdisons les loisirs motorisés et les courses automobiles pour leur valeur anti-pédagogique.*

7. *Contre l'explosion des inégalités écologiques et sociales représentée par le choix d'une régulation par le marché, inventons d'autres politiques de distribution des richesses et imaginons des systèmes de tarification en fonction des types d'usages ou des quantités. Ce mécanisme peut être généralisé à l'ensemble des services publics et des biens communs sur la base de délibération collectives.*
8. *Contre la généralisation de la bio-industrie, imposons le retour à une véritable norme « bio » respectueuse des produits, des cultures et des hommes, généralisons une restauration sociale (scolaire, entreprise, etc.) faite sur place, avec ces produits « bio », locaux et de saison. Interdisons l'irradiation des aliments qui ne profite qu'aux acteurs de la globalisation, de l'agriculture intensive et de la grande distribution.*
9. *Contre la délocalisation de l'économie, construisons une préférence pour les marchés locaux en versant des subventions ou des aides sous forme de « monnaie locale » comme en Allemagne, démantelons les systèmes de franchise commerciale.*
10. *Contre la délocalisation de toutes nos activités, interdisons les voyages scolaires lointains, recentrons le tourisme social sur le « tourisme vert de proximité ».*
11. *Contre une société globalitaire qui fait fonctionner le système juridique au profit des plus gros, remettons en cause les règles universelles qui, sous prétexte d'hygiène ou de sécurité, imposent partout les mêmes normes à l'ensemble des acteurs : pourquoi imposer par exemple la même méthode aux géants de la malbouffe et aux petits restaurants ? Adoptons des règles différentes selon naturelle réelle des dangers.*
12. *Contre la dictature des temps rapides sur les temps lents, des temps courts sur les temps longs, soutenons les projets de ralentissement des villes, adoptons le programme « Slow Food » pour les écoles à l'image des régions italiennes, soutenons les villes qui, en adhérant au Mouvement international des villes lentes, refusent de grandir, généralisons la priorité au transport express régional plutôt que de construire des lignes de train à grande vitesse.*
13. *Contre l'emprise de l'économie, maintenons et renforçons l'interdiction du travail le dimanche et interdisons l'ouverture nocturne des grandes surfaces commerciales*
14. *Contre l'idéologie du « travailler plus pour gagner plus » reprenons le combat pour marcher vers les 32 heures 4 jours et le droit de « vivre et travailler au pays ».*
15. *Contre les nuisances industrielles, supprimons toute aide aux pollueurs et soutenons les industries qui se reconvertissent sous forme de petites unités à production relocalisée.*
16. *Contre la société industrielle globalitaire, développons l'autonomie dans tous les domaines, notamment énergétique. Soutenons d'abord les économies d'énergie, puis les énergies renouvelables à taille humaine ou coopérative.*
17. *Contre l'occidentalisation du monde, reconnaissons notre dette environnementale mais refusons aussi l'idée que la pauvreté justifierait la destruction de la planète.*

18. *Contre le double échec du capitalisme et du socialisme productivistes, re-hiérarchisons nos systèmes juridiques pour concilier les contraintes environnementales avec notre souci de justice sociale par un nécessaire retour à la primauté du politique.*
19. *Contre l'écologie apolitique, repolitisons l'écologie en rendant la parole au peuple ; c'est aux citoyens de décider de ce qui doit être (quasi)gratuit, renchéri ou interdit, c'est aux citoyens de choisir de façon autogestionnaire quel avenir ils souhaitent.*
20. *Contre l'illusion de la toute-puissance sarkozienne, jouons la carte de la démocratie, exigeons la représentation proportionnelle pour toutes les élections, faisons respecter le non-cumul des mandats et adoptons le mandant impératif, optons pour un régime « primo-ministériel » contre la présidentialisation et la « peopolisation » du pouvoir ».*

Source : Ariès (2009, pp. 195-198)

6.2. Le programme bioéconomique minimal de Georgescu-Roegen

1. *« Il faudrait interdire totalement non seulement la guerre elle-même, mais la production de tous les instruments de guerre. Il est tout à fait absurde (et tout autant hypocrite) de continuer à cultiver du tabac si, de l'avis unanime, plus personne n'a l'intention de fumer. Les pays qui sont tellement développés qu'ils sont devenus les principaux producteurs d'armements devraient être capables de parvenir sans difficulté aucune à un consensus sur une telle interdiction si, comme ils le prétendent, ils possèdent de surcroît assez de sagesse pour guider l'humanité. L'arrêt de la production de tous les instruments de guerre, non seulement mettra fin à tout le moins à des tueries de masses par des armes perfectionnées, mais encore, libérera des forces de production fantastiques en faveur de l'aide internationale sans pour autant abaisser le niveau de vie des pays intéressés.*
2. *Grâce à l'utilisation de ces forces de production ainsi qu'à des mesures complémentaires, bien planifiées et sincèrement conçues, il faut aider les nations sous-développées à parvenir aussi vite que possible à une existence digne d'être vécue, mais non point luxueuse. Les deux extrémités de l'éventail politique doivent prendre une part effective aux efforts requis par cette transformation et accepter la nécessité de changer radicalement leurs conceptions opposées de la vie.*
3. *L'humanité devrait diminuer progressivement sa population jusqu'à un niveau où une agriculture organique suffirait à la nourrir convenablement. Bien entendu, les pays qui connaissent à présent une très forte croissance démographique devront faire des efforts tout particuliers pour obtenir aussi vite que possible des résultats dans cette direction.*
4. *En attendant que l'utilisation directe de l'énergie solaire soit entrée dans les mœurs ou bien que l'on soit parvenu à contrôler la fusion thermonucléaire, il convient d'éviter soigneusement et si nécessaire, de règlement strictement tout gaspillage d'énergie tel que les excès de chauffage, de climatisation, de vitesse, d'éclairage, etc.*
5. *Nous devons nous guérir nous-mêmes de notre soif morbide de gadgets extravagants, si bien illustrés par cet article contradictoire qu'est la voiture de golf, et de splendides mammoths telles les grosses voitures. Lorsque tous nous y seront décidés, les fabricants devront cesser de fabriquer de tels « biens ».*
6. *Nous devons aussi nous débarrasser de la mode, « cette maladie de l'esprit humain », comme l'abbé Ferdinando Galiani l'a appelé dans son fameux Della moneta (1750). C'est bien, en effet une maladie de l'esprit de jeter une veste ou bien un meuble alors qu'ils sont en mesure de rendre les services que l'on est en droit d'en attendre. Et c'est même un crime bioéconomique que d'acheter une « nouvelle » voiture chaque année et de réaménager sa maison tous les deux ans. D'autres auteurs ont déjà avancé que les marchandises devraient être construites de façon à durer davantage (par ex. Hibbard 1968, p. 146). Mais il est plus*

important encore que les consommateurs se rééduquent eux-mêmes dans le mépris de la mode. Les constructeurs devront bien alors se concentrer sur la durabilité.

7. *Il est nécessaire – et c'est ici un point en relation étroite avec celui qui précède – que les marchandises durables soient rendues plus durables encore en étant conçues comme réparables. (N'y-a-t-il pas bien des cas de nos jour où nous faisons comme celui qui jetterait une paire de chaussures simplement parce qu'il aurait usé un lacet ?).*
8. *En accord forcé avec tous ce que nous avons dit jusqu'ici, il faut nous guérir nous-mêmes de ce que j'ai appelé « le cyclondrome du rasoir électrique » qui consiste à se raser plus vite afin d'avoir plus de temps pour travailler à un appareil qui rase plus vite encore, et ainsi de suite à l'infini. Ce changement conduira à un émondage considérable des professions qui ont piégé l'homme dans le vide de cette régression indéfinie. Nous devons nous faire à l'idée que toute existence digne d'être vécue a comme préalable indispensable un temps suffisant de loisir utilisé de manière intelligente ».*

Source : Georgescu-Roegen (2006, pp. 147-149)

Je me permets d'ajouter le commentaire de Georgescu-Roegen qui suit cette proposition :

« J'avoue n'avoir jamais pu chasser de mon esprit un soupçon depuis que je me suis attaché à l'étude de la nature entropique du processus économique : l'humanité voudra-t-elle prêter attention à un quelconque programme impliquant des entraves à son attachement au confort exosomatique [instruments produits et utilisés par l'homme mais ne se rattachant pas au corps de celui-ci (voitures, avions, ascenseurs, etc.)] ? Peut-être le destin de l'homme est-il d'avoir une vie brève mais fiévreuse, excitante et extravagante, plutôt qu'une existence longue, végétative et monotone » (p. 149).

6.3 La plateforme du mouvement d'écologie profonde d'Arne Naess

1. *« L'épanouissement de la vie humaine et non humaine sur Terre a une valeur intrinsèque. La valeur des formes de vie non-humaines est indépendante de l'utilité qu'elles peuvent avoir pour des fins humaines limitées.*
2. *La richesse et la diversité des formes de vie sont des valeurs en elles-mêmes et contribuent à l'épanouissement de la vie humaine et non-humaine sur Terre.*
3. *Les humains n'ont pas le droit de réduire cette richesse et cette diversité sauf pour satisfaire des besoins vitaux.*
4. *Actuellement, les interventions humaines dans le monde non-humain sont excessives et détériorent rapidement la situation.*
5. *L'épanouissement de la vie humaine et des cultures est compatible avec une baisse substantielle de la population humaine. L'épanouissement de la vie non humaine nécessite une telle baisse.*
6. *Une amélioration significative des conditions de vie requiert une réorientation de nos lignes de conduite. Cela concerne les structures économiques, technologiques et idéologiques fondamentales.*
7. *Le changement idéologique consiste surtout à apprécier la qualité de vie (en restant dans un état de valeur intrinsèque) plutôt que de s'en tenir à un haut niveau de vie. Il faut se concentrer sérieusement sur la différence entre ce qui est abondant et ce qui est grand, ou magnifique.*
8. *Ceux qui adhèrent aux principes ci-dessus ont l'obligation morale d'essayer, directement ou non, de mettre en œuvre les changements nécessaires ».*

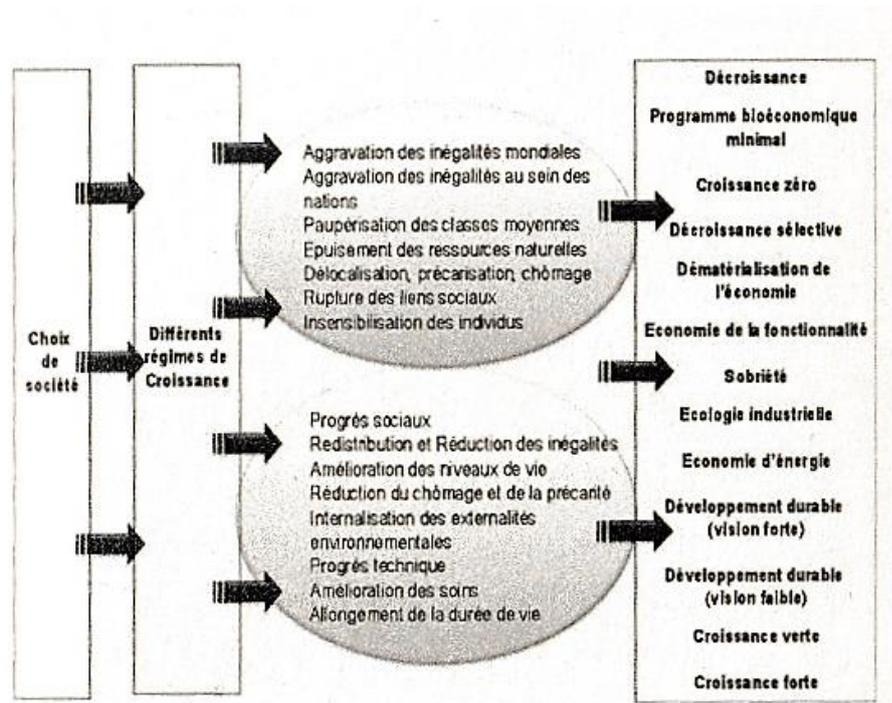
Source : Naess (2020, p. 60).

6.4 Traits caractérisant les défenseurs de l'écocentrisme et ceux du technocentrisme

Environnementalisme			
Écocentrisme ←		→ Technocentrisme	
Écologistes profonds	Autonomie Technologies «soft»	Gestionnaires environnementaux	Cornucopiens
<p>1. Importance intrinsèque de la nature pour l'humanité de l'être humain.</p> <p>2. Les lois écologiques (et autres lois naturelles) déterminent la formation de la moralité humaine.</p> <p>3. Biodroits: droit des espèces menacées et des paysages uniques à être soustrait à toute interférence humaine.</p>	<p>1. Priorité donnée aux petites échelles et donc à l'identité communautaire dans les villages, le travail et le loisir.</p> <p>2. Intégration des concepts de travail et de loisir par un processus d'amélioration personnelle et communautaire.</p> <p>3. Importance de la participation dans les affaires de la communauté, ainsi que de la protection des droits et des intérêts des minorités. La participation est comprise ici à la fois comme un apprentissage constant et une fonction politique.</p>	<p>1. Croyance que la croissance économique et l'exploitation des ressources peut se poursuivre, à condition que ces dernières s'accompagnent:</p> <p>a. d'ajustements économiques et fiscaux adéquats.</p> <p>b. de la promulgation d'un certain nombre de règles juridiques garantissant un niveau minimum de qualité environnementale.</p> <p>c. de la mise en place d'arrangements visant à compenser les préjudices (sociaux ou environnementaux) subis par les usagers de la nature.</p> <p>2. Accord de principe donné à toute évaluation publique de nouvelles technologies en vue d'en examiner le risque potentiel, de telle sorte d'élargir la discussion au plus grand nombre et ainsi de réaliser un consensus réunissant les représentants de toutes les parties en conflit.</p>	<p>1. Croyance selon laquelle il sera toujours possible de se sortir de n'importe quelle difficulté politique, scientifique ou technologique.</p> <p>2. Croyance selon laquelle l'évaluation des projets technologiques et la formulation des politiques doivent toujours être faites dans la perspective de la croissance qu'ils rendent possibles.</p> <p>3. Optimisme pour la capacité de l'homme à améliorer le sort de l'ensemble de la population mondiale.</p> <p>4. Croyance selon laquelle l'expertise scientifique et technologique fournit tous les éléments nécessaires pour résoudre les problèmes que l'on rencontre dans le domaine de l'économie, de la santé publique et de la sûreté.</p> <p>5. Suspicion envers les tentatives visant à élargir au plus grand nombre l'évaluation publique des projets technologiques et les mesures de politique environnementale.</p> <p>6. Croyance que toutes les difficultés peuvent être surmontées par la volonté, l'ingéniosité et les innovations qui découlent de la croissance.</p>
	<p>4. Méfiance à l'égard des technologies modernes à grande échelle et de ses exigences corollaires d'une expertise réservée à quelques spécialistes. Rejet de toute forme d'organisation politique centralisée et autoritaire, et des institutions antidémocratiques.</p> <p>5. Désintérêt pour le matérialisme. Orientation de l'économie de façon à subvenir aux besoins fondamentaux de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté.</p>		

Source : Rothenberg (2020, p. 43)

6.5 Synthèse des différents régimes de croissance (de la décroissance à la croissance)



Commentaire explicatif

La figure présente différentes alternatives à la société de croissance. Les deux bulles du milieu correspondent au diagnostic positif ou négatif de la croissance. La bulle du haut correspond à un constat négatif de la croissance et se matérialise sous forme d'alternatives à la société de croissance. La bulle du bas voit plutôt la croissance comme pourvoyeuse d'un futur plus agréable. Prieto et Slim ne justifient pas la position des différentes alternatives dans la colonne de droite : pourquoi par exemple la décroissance se situe-t-elle au-dessus du programme bioéconomique minimal ? Source : Prieto & Slim (2019, p. 33).

Source : Prieto & Slim (2019, p. 33)